



SE SENTIR EN (IN) SÉCURITÉ DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

« Il faut sortir
des clichés. »

SE SENTIR EN (IN) SÉCURITÉ DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Paroles d'habitants et habitantes
de quartiers populaires

7^e rapport national
Septembre 2025

« Il faut sortir des clichés. »

Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France
& Réseau national des centres de ressources politique de la ville

Un immense merci...



Coordination générale:

Leslie Fefeu, Juliette Demoulin, Isabelle Zeller,
Murielle Maffessoli, Lætitia Rocher, Benjamin Coignet

Rédaction et retranscription: Jérémy Louis

Création graphique et mise en page: Marion Papin

Photographies: Centres sociaux impliqués

Imprimerie: Centr'imprim

... aux habitant-es ayant participé à la démarche : Oyonnax (Ain), Tergnier (Aisne), Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), Vierzon (Cher), Saint-Martin-d'Hères (Isère), Roanne (Loire), Le Chambon-Feugerolles (Loire), Pithiviers (Loiret), Saint-Dizier (Haute-Marne), Pau (Pyrénées-Atlantiques), Cernay (Haut-Rhin), Allonnes (Sarthe), Carmaux (Tarn), La Roche-sur-Yon (Vendée), Poitiers (Vienne), Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Chennevières-sur-Marne, Boissy-Saint-Léger et Fontenay-sous-Bois (Val de Marne), Villiers-Le-Bel (Val d'Oise), Saint-Benoît (La Réunion) et Cayenne (Guyane).

... aux acteur-ices du réseau des centres sociaux et des centres de ressources politique de la ville qui ont organisé la démarche : Centre social Ouest (Oyonnax), Centre social communal Espace au fil de l'eau (Tergnier), Aagesc (Salon-de-Provence), Centre social Tunnel-Château (Vierzon), Maison de quartier Louis Aragon (Saint-Martin-d'Hères), Centre social Moulin à vent (Roanne), Centre social Cré'actifs (Le Chambon-Feugerolles), Centre social municipal Terre en couleurs (Pithiviers), Centre social municipal (Saint-Dizier), Centre social La Pépinière / Espace de vie sociale Marguerite (Pau), Centre socioculturel Agora (Cernay), Centre social Gisèle Halimi (Allonnes), La CaSa – Centre social Carmausin Ségala (Carmaux), Maison de quartier de la Liberté – AMAQY (La Roche-sur-Yon), Centre socioculturel La Blaiserie (Poitiers), ACSA – Centre social du Gros Saule (Aulnay-sous-Bois), Centre social municipal La Colline (Chennevières-sur-Marne), Centre social Michel Catonné (Boissy-Saint-Léger), Centre social Intergénérationnel (Fontenay-sous-Bois), Centre socioculturel Boris Vian (Villiers-le-Bel), Centre socioculturel Camille Claudel (Villiers-le-Bel), Centre social Salvator Allende (Villiers-le-Bel), MJC Centre social de Saint-Benoît (Saint-Benoît), Association GPS / Espace de vie sociale Jacarandas (Cayenne) et Centre social MOKA (Cayenne), Labo Cités (Auvergne-Rhône-Alpes), Villes au carré (Centre-Val de Loire), Trajectoires Ressources (Bourgogne-Franche-Comté), l'Observatoire Régional

de l'Intégration et de la Ville (Grand Est), PQN-A – Pays et Quartiers de Nouvelle Aquitaine, RésO Villes (Bretagne et Pays de la Loire), Ressources et Territoires (Occitanie), Profession Banlieue (Seine-Saint-Denis), le Pôle ressources Ville et développement social (Eaubonne), le centre de ressources politique de la ville à Cayenne, le Réseau National des centres de ressources politique de la ville, la Fédération des centres sociaux de l'Ain, la Fédération des centres sociaux des Pays Picards, l'Union des centres sociaux des Bouches-du-Rhône, la Fédération des centres sociaux Région Centre-Val de Loire, la Fédération des centres sociaux de l'Isère, la Fédération des centres sociaux de Loire et Haute-Loire, l'Union régionale des centres sociaux et socioculturels Grand Est, la Fédération des centres sociaux et culturels de la Meuse, la Fédération des centres sociaux des Pyrénées-Atlantiques, l'Union départementale des centres sociaux et socioculturels du Haut-Rhin, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de la Sarthe, la Fédération des centres sociaux et espaces de vie sociale d'Occitanie de l'Ouest, la Fédération des centres sociaux de Vendée, la Fédération des centres sociaux de la Vienne, la Fédération des centres sociaux de Seine-Saint-Denis, la Fédération des centres sociaux et socioculturels du Val-de-Marne, la Fédération des centres sociaux du Val d'Oise, la Fédération des centres sociaux et espaces de vie sociale de l'Île de la Réunion PEÍ, la Fédération des centres sociaux de Guyane en préfiguration MANIOC.

... à Jérémy Louis, dont la plume a permis de donner une dimension collective à la parole des habitant-es,

... aux membres du comité de pilotage de la démarche,

... à l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) qui soutient cette démarche depuis ses débuts, ainsi qu'à la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF), à la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) et la Direction Générale des Outre-Mer (DGOM).



Sommaire

- 6 **Préface**
 - 8 **Avant-propos**
 - 10 **Les 25 centres sociaux engagés dans l'édition 2025**
 - 12 **Repères pour la lecture du rapport**
-

19 **L'insécurité : entre les faits et les sentiments**

- 22 « Le sentiment d'insécurité, ce n'est pas propre au quartier, c'est une évolution plus générale »
 - 22 Entre les faits et les discours, un grand écart
 - 23 La fabrique d'un climat d'insécurité
 - 25 Se rassurer ou s'isoler
 - 27 « Ils nous ont collé une étiquette »
 - 28 *3 questions à Julien Neiertz*
 - 30 Les médias, premiers responsables de l'image des quartiers
 - 32 « Dans les films, c'est toujours des quartiers archi en difficulté »
 - 33 « Cité », « ZUP », « banlieue » : une désignation stigmatisante
 - 34 Une étiquette qui a des conséquences sur la vie quotidienne des habitant-es
 - 35 Se sent-on en insécurité dans les quartiers populaires ?
 - 37 « Quand je suis dans la cité, je n'ai pas peur »
 - 38 L'âge influence le sentiment de sécurité ou d'insécurité
 - 39 Être une femme dans l'espace public
 - 43 La peur, c'est ailleurs qu'on la ressent
-

47 **Moments et lieux de l'insécurité : un décryptage**

- 49 Jeunes de quartier et délinquance, une équation inévitable ?
- 49 Définir les « jeunes » des « bandes de jeunes »
- 50 La peur de l'agression n'est pas qu'un problème de jeunes
- 52 Les jeunes du quartier, une présence qui peut rassurer
- 53 Un constat partagé : la présence du deal
- 56 Des espaces qui font peur : une microgéographie de l'insécurité ?
- 56 Lieux de regroupements, lieux isolés : deux sources d'inquiétude
- 57 « J'ai peur de rentrer dans mon immeuble de temps en temps, quand il y a le squat »
- 58 Les deux-roues, vecteurs d'insécurité routière
- 60 Des moments qui font peur : une chronologie de l'insécurité
- 60 Le jour ou la nuit, l'été ou l'hiver : l'influence de la période sur le ressenti
- 63 Des événements marquants qui laissent des traces

- 66 L'insécurité, c'est aussi chez soi
 66 Les problèmes de voisinage comme source d'inquiétude
 69 Les violences intra-familiales, l'insécurité jusque dans l'espace privé
-

73 L'éducation, le cadre de vie, la vulnérabilité : à qui la faute ?

- 75 Éducation et autorité face aux parcours de délinquance
 75 « On ne peut pas contrôler tous les faits et gestes de nos enfants »
 78 « Chacun doit se soucier de l'enfant de l'autre »
 78 Un manque d'opportunités et de considération
 81 Les mauvaises fréquentations, l'inquiétude des parents
 82 Aménagement et insécurité : quand l'environnement produit le sentiment
 82 « Quand on voit un quartier délabré, on se dit que c'est pas normal »
 84 Propreté et insécurité
 86 *3 questions à Camille Dormoy*
 89 « La sécurité, c'est l'éclairage aussi ! »
 92 Sentiment d'abandon et vulnérabilités : une insécurité sociale
 93 « L'insécurité, pour moi, c'est d'abord un problème financier »
 94 Les difficultés d'accès aux commerces et aux services
 96 Le problème de l'accès aux droits
 99 Le lien aux bailleurs sociaux : « je sens un mépris »
 101 Face au manque de reconnaissance, comment agir ?
-

105 Agir face à l'insécurité : répression, prévention, lien social

- 107 Face aux actes de délinquance : « un besoin de justice »
 107 Réagir ou se taire : la peur des représailles
 108 *3 questions à Marwan Mohammed*
 110 Un « système » policier et judiciaire en défaveur des quartiers populaires
 113 « La police ne me met pas en sécurité, quand je la vois, mon cœur se met à battre vite, j'ai peur »
 114 Des interventions violentes, ciblées et discriminatoires ?
 115 « La police ? Moi j'ai besoin qu'ils soient là avant, pas après ! »
 117 Entretenir le lien social : « faire communauté », un sentiment de sécurité
 117 « Je suis toujours très sereine dans le quartier parce que c'est une grande famille »
 121 Un lien social à alimenter : actions de partage, de solidarité, d'animation
-

126 Conclusion – Des « paroles d'habitant-es » aux actes

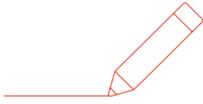
130 Contribution croisée

134 Bibliographie

136 Portraits des quartiers ayant participé au rapport

6

Préface



En venant de mon Ardèche natale, j'ai fait le choix de m'installer dans une ville qui porte le qualificatif de banlieue, terme qui est autant une fierté pour celles et ceux qui y vivent qu'un stigmate pour celles et ceux qui en commentent la vie quotidienne. À l'Association des Maires de Ville et Banlieue de France, je crois que nous portons l'idée qu'être une banlieue n'est pas un défaut, que nous avons en nous toute la richesse nécessaire pour refuser cette relégation que le destin semble vouloir nous imposer.

La question de l'insécurité est brandie comme un étendard, résumée à des statistiques froides, aux images diffusées en boucle à la télévision et aux discours politiques où la surenchère semble être devenue une compétition. Alors que ces divers faits, indéniablement dramatiques, sont commentés en boucle dans les grands médias, la parole est trop rarement donnée aux habitantes et aux habitants qui vivent dans ces lieux qu'ils ont décidé d'appeler « les quartiers ».

Cette parole des habitantes et des habitants, qui irrigue ce rapport, rappelle pourtant une vérité têtue : la grande majorité se sent en sécurité, fière d'appartenir à un territoire où la solidarité, l'entraide et la vie collective restent des remparts face à l'isolement et aux peurs. Mais elle pointe aussi la souffrance liée à la stigmatisation récurrente, à la mauvaise réputation infligée aux quartiers populaires, aux discriminations qui s'enchaînent et aux murs symboliques qui entravent l'accès aux droits.

Pour autant, il ne faut pas nier une évidence qui est trop souvent vécue dans certains quartiers populaires. L'emprise du trafic de drogue semble s'intensifier et les méthodes ont radicalement changé en l'espace de quelques années. Le trafic a emprunté le pire de ce que le capitalisme

pouvait proposer, mais sans aucune régulation. Ainsi, les petites mains viennent désormais de l'extérieur, ils sont souvent mineurs et n'ont pas d'attaches avec le territoire. Le recours à la violence et l'intimidation sont très courants.

La stigmatisation médiatique se couple donc avec un quotidien qui peut parfois être anxiogène. Je crois que c'est de là que naît le sentiment d'insécurité. Ce sentiment, comme tant d'autres, est réel. Il a une influence sur nos vies, il influence la manière dont nous percevons nos rues et le monde. C'est pourquoi le sentiment d'insécurité doit être traité avec sérieux.

La sécurité publique doit être pensée comme un vrai service public de proximité, au même titre que la prévention. Je suis de ces personnes qui militent pour le retour d'une police présente et accessible, qui connaisse le territoire, les familles, les lieux de vie, qui puisse dialoguer, rassurer et prévenir. Cette idée est à rebours des logiques purement répressives ou de contrôles systématiques vécus parfois, et je le dis sans détour, dans la douleur et le ressentiment. C'est à cette condition seulement que les liens pourront se tisser et la confiance se reconstruire, notamment auprès des jeunes et des familles.

C'est dans le dialogue, dans l'écoute des habitantes et des habitants, avec la force des services publics de proximité, des centres sociaux, du dynamisme associatif et de toute la richesse dont disposent les quartiers populaires que nous pourrions véritablement lutter contre ce sentiment d'insécurité.

7

Amandine Demore

Maire d'Echirolles et Présidente de la Commission Sécurité et tranquillité publique auprès de l'association des Maires de Ville & Banlieue de France



Avant-propos

8

En France, la parole des habitant-es n'est pas suffisamment prise en compte pour construire les politiques publiques. Le constat est formulé régulièrement, associé souvent à une forme de fatalisme. C'est pour agir sur ce constat et changer la donne que la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF) et le Réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV) ont décidé de produire tous les deux ans un rapport « Paroles d'habitant-es des quartiers populaires ». Celui-ci est rédigé à partir d'une démarche basée sur la construction d'une parole collective et permettant de rendre compte du vécu des habitant-es des quartiers populaires.

Ces rapports portent une ambition forte :

- » Faire entendre la voix des habitant-es des quartiers et les positionner comme co-constructeurs de politiques adaptées à leurs besoins
- » Interpeller les pouvoirs publics sur les situations vécues dans les quartiers et les inciter à les prendre en compte dans l'élaboration de leur politique
- » Promouvoir le dialogue entre les élu-es, les décideur-euses public-ques, les professionnel-le-s et les habitant-es

La démarche poursuit ainsi un enjeu d'interpellation au niveau national en même temps que de mobilisation locale. Elle contribue en effet, pour les centres sociaux comme les collectivités, à renforcer la connaissance des quartiers. Elle est un support pour un dialogue et une mise en action associant habitant-es, acteur-rices locaux-ales.

Après six rapports parus (de 2011 à 2023), la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France et le Réseau National des centres de ressources politique de la ville ont lancé début 2024 une nouvelle démarche de mobilisation des centres sociaux, pour recueillir et faire entendre la voix des habitant-es concernant leur quartier.

D'où vient cette thématique ?

Cette édition a pour fil rouge l'(in)sécurité et la vulnérabilité dans les quartiers populaires. Cette thématique a émergé suite aux premières rencontres réalisées à l'automne 2024. La sécurité est un sujet difficile à aborder de front et à animer, tant il est marqué médiatiquement et politiquement, et renvoie à des réalités extrêmement diverses pour les habitant-es des quartiers populaires. De plus, les animateur-ices de cette démarche sur les territoires impliqués, tout comme les habitant-es de ces quartiers, ne souhaitent pas renforcer cette image négative qui leur colle à la peau.

Néanmoins, depuis la première édition du rapport, c'est un sujet qui revient régulièrement dans les témoignages des habitant-es, il paraissait dès lors important de s'en emparer. Le pari de cette édition est de parvenir à mieux cerner ce sujet de la sécurité, non pas pour contribuer à renforcer l'image stéréotypée des quartiers populaires, mais au contraire en le prenant au sérieux, en lui donnant toute son importance, toute sa complexité.

Comment est-elle explorée dans ce rapport ?

Le sujet de la sécurité est à la fois une question de faits et de sentiments. C'est un sujet qui fait l'objet de fantasmes et de

projections dès lors que l'on évoque les quartiers populaires, parfois représentés comme des zones de non droit où règnent la violence et le désordre.

C'est donc un sujet complexe et sensible, qui nécessite d'être décrypté grâce à la connaissance et au vécu des premier-es concerné-es: les habitant-es de quartiers populaires. Avec cet objectif en tête, le rapport se découpe en 4 chapitres, de définitions (chapitre 1), de décryptage (chapitre 2), d'analyse des causes (chapitre 3) et de pistes pour l'action publique (chapitre 4).

Le premier chapitre met en lumière le décalage entre la réalité chiffrée de la délinquance et le sentiment d'insécurité, souvent amplifié par les discours médiatiques et politiques qui stigmatisent les quartiers populaires. Le second revient sur les situations spécifiques où l'insécurité est ressentie dans les quartiers populaires, identifiant des lieux et des moments précis, dans l'espace public comme privé. Le chapitre suivant plonge dans les causes profondes de l'insécurité dans les quartiers populaires et aborde des facteurs structurels, éducatifs, urbanistiques et socio-économiques. Enfin, un dernier chapitre explore les outils dont dispose l'action publique pour agir pour plus de sécurité dans les quartiers populaires, en sortant de la seule réponse répressive pour explorer d'autres pistes, autour notamment de la prévention et de l'animation de la vie quartier.

Tout au long du rapport, des encadrés statistiques viennent alimenter la démonstration. Ils sont de deux ordres :

➔ Des données issues d'enquêtes sur les faits de violences et de délinquance, qui permettent de croiser les perceptions et les actes, avec toutes les difficultés inhérentes aux mesures de ces actes.

➔ Des données issues d'enquêtes sur la perception de la sécurité et de l'insécurité dans d'autres territoires, et avec d'autres méthodes plus quantitatives, qui permettent de relier les résultats issus des paroles de 300 habitant-es mobilisés dans cette démarche avec des échantillons plus vastes.

En quelques chiffres

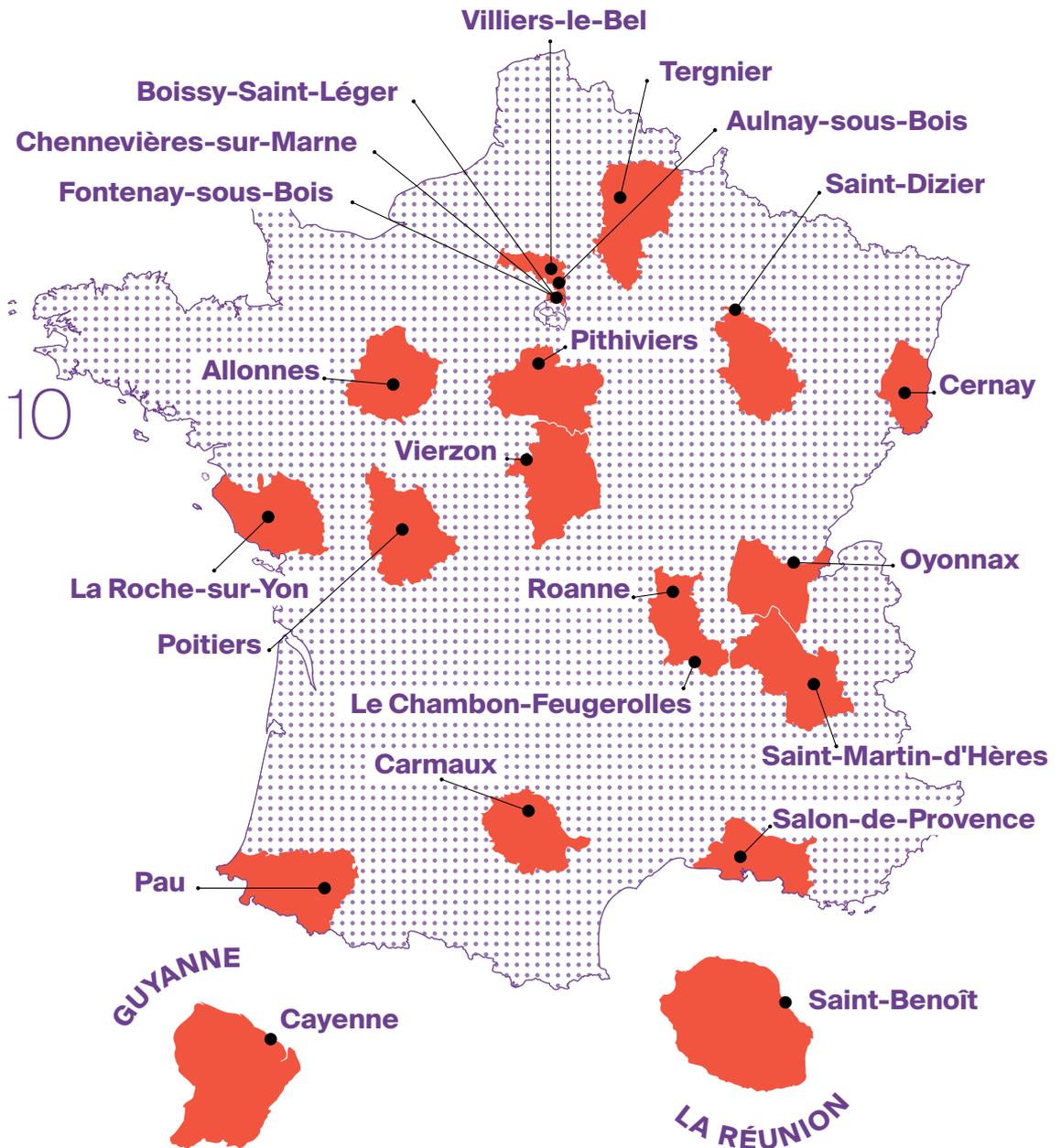


L'actualité de la thématique de la sécurité dans le débat public

À l'heure où nous écrivons les dernières lignes de cette 7^e édition du rapport paroles d'habitant-es de quartiers populaires, la thématique de l'insécurité fait irruption dans le débat public. Le 2 juillet 2025, l'association des maires de France a publié les résultats d'un sondage auprès de 6 034 électrices et électeurs, qui placent la sécurité et la tranquillité en tête de leurs attentes à l'égard de leur prochain maire¹. Dans les débats sur les questions sécuritaires et les réponses à y apporter, nous espérons que ce rapport permettra de mettre en lumière la parole et le vécu de celles et ceux qui sont souvent mentionné-es mais rarement écouté-es: les habitant-es de quartiers populaires.

Les 25 centres sociaux engagés

dans l'édition 2025



- 01*** **Oyonnax**
 ↳ Quartiers La Plaine, La Forge et Guynemer
 Centre social Ouest
- 02** **Tergnier**
 ↳ Quartier Roosevelt Rebequet
 Centre social Au fil de l'eau
- 13** **Salon-de-Provence**
 ↳ Quartier des Canourgues
 Centre social AAGESC
- 18** **Vierzon**
 ↳ Quartier Tunnel-Château
 Centre social Tunnel-Château
- 38** **Saint-Martin-d'Hères**
 ↳ Quartier Aragon
 Maison de quartier Louis Aragon
- 42** **Le Chambon-Feugerolles**
 ↳ Quartier La Romière
 Centre social Cré'actifs
- 45** **Roanne**
 ↳ Quartier Clermont
 Centre social du Moulin à vent
- 45** **Pithiviers**
 ↳ Quartiers Nord – Saint Eloi
 Centre social Terre en couleurs
- 52** **Saint-Dizier**
 ↳ Quartier du Vert-Bois
 Centre socioculturel de Saint-Dizier
- 64** **Pau**
 ↳ Quartier Fouchet
 Espace de vie sociale Marguerite
- 68** **Cernay**
 ↳ Quartier Bel Air
 Centre socioculturel AGORA
- 72** **Allonnes**
 ↳ Quartier Chauoué-Perrières
 Centre social Gisèle Halimi
- 81** **Carmaux**
 ↳ Quartier Rajol-Cérou-Gourgatieu-Boulloc-Verrerie
 La CaSa – Centre social Carmausin-Ségala
- 85** **La Roche-sur-Yon**
 ↳ Quartier Liberté-Zola
 Maison de quartier Liberté AMAQY
- 86** **Poitiers**
 ↳ Quartier de Bel Air
 Centre socioculturel La Blaiserie
- 93** **Aulnay-sous-Bois**
 ↳ Quartier Le Gros Saule
 Centre social du Gros Saule ACSA
- 94** **Fontenay-sous-Bois**
 ↳ Quartier Les Larris
 Centre social intergénérationnel
- 94** **Chennevières-sur-Marne**
 ↳ Quartier du Bois l'Abbé
 Chennevières Centre social La Colline
- 11** **Boissy-Saint-Léger**
 ↳ Quartier de la Haie Griselle – La Hêtraie
 Centre social Michel Catonné
- 95** **Villiers-le-Bel**
 ↳ Quartiers Les Carreaux, Clair de Lune et Les Charmettes
 Centre socioculturel Boris Vian
- 95** **Villiers-le-Bel**
 ↳ Le quartier du Puits la Marlière (PLM)
 Centre socioculturel Camille Claudel
- 973** **Villiers-le-Bel**
 ↳ Quartier DLM/CERISAIE
 Centre social Salvador Allende
- 973** **Cayenne**
 ↳ Quartier Bonhomme
 Centre social MOKA
- 973** **Cayenne**
 ↳ Quartier Mango
 Espace de vie sociale Jacarandas
- 974** **Saint-Benoît**
 ↳ Quartier Rive Droite
 Centre social MJC de Saint-Benoît

12

Repères pour la lecture du rapport



Temporalité de la démarche

ENTRE SEPTEMBRE ET OCTOBRE 2024

Lancement de la démarche et première rencontre avec les collectifs d'habitant-es

DÉCEMBRE 2024

Validation de la thématique centrale de ce rapport

ENTRE JANVIER ET MARS 2025

Phase des deuxièmes et troisièmes rencontres avec les collectifs d'habitant-es

ENTRE MAI ET JUILLET 2025

Ecriture du rapport

SEPTEMBRE 2025

Sortie du rapport

Les 25 centres sociaux du rapport ont manifesté leur envie d'y participer en juin 2024. Nous leur avons ensuite partagé une boîte à outils, leur permettant de construire leur rencontre avec les habitant-es. La première vague de rencontre avec les habitant-es s'est déroulée entre septembre et octobre 2024. L'ensemble de la matière récoltée a été analysée et mise en débat avec une cinquantaine de personnes — habitant-es et professionnel·les — issu·es des différentes parties prenantes (centres sociaux, fédérations locales de centres sociaux, centres de ressources politique de la ville) en décembre 2024, afin de choisir collectivement une thématique pour ce 7^e rapport. Ce sont finalement les thématiques de l'(in)sécurité et de la vulnérabilité qui ont été choisies pour être le fil conducteur de cette édition. Un outillage spécifique a été produit par la FCSF et le réseau national des centres de ressources Politique de la ville, qui a été diffusé auprès des centres sociaux pour organiser et animer une deuxième rencontre avec les habitant-es entre janvier et mars 2025 pour explorer ces dimensions. La matière a de nouveau été collectée, décryptée, analysée pour permettre à Jérémy Louis d'écrire le rapport entre mai et juillet 2025.

13

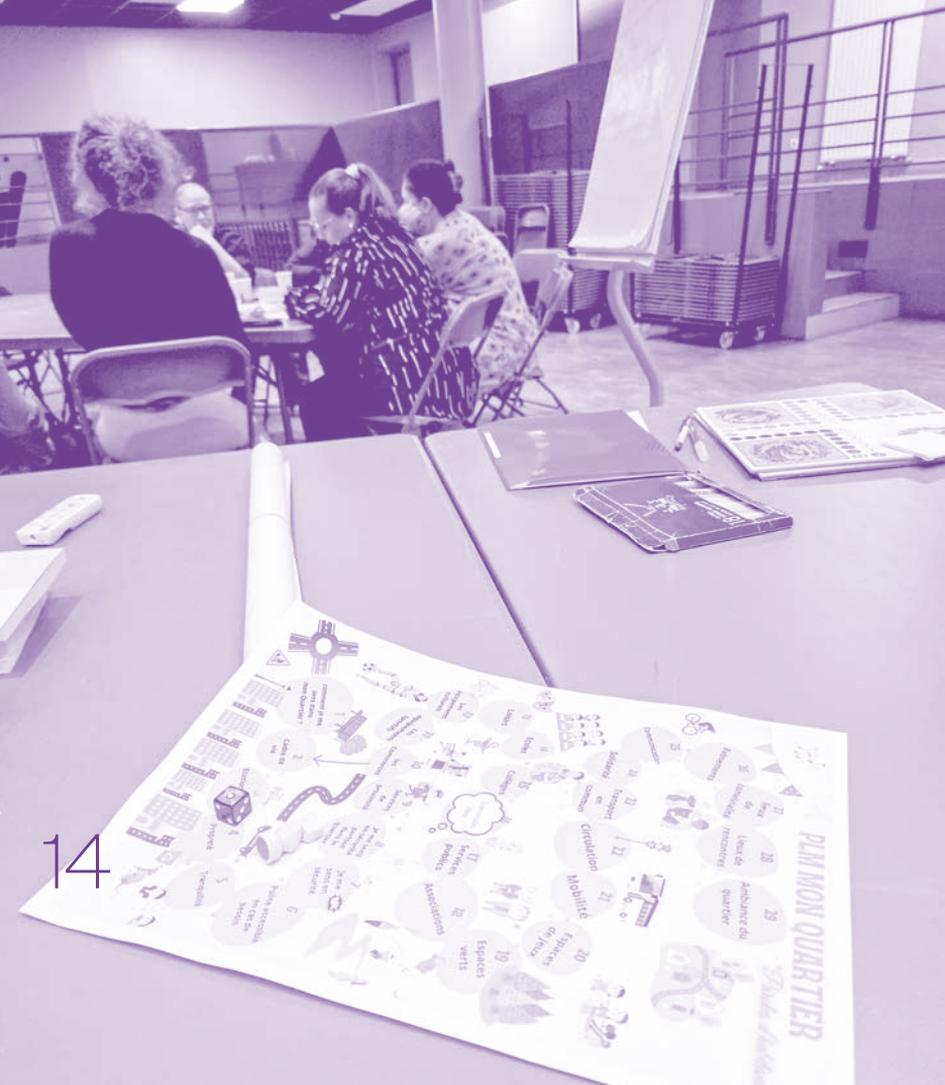
Paroles collectées

Ce rapport ne prétend pas dresser un panorama exhaustif des phénomènes liés à l'insécurité et à son sentiment dans les quartiers populaires. Il met en lumière les perceptions et vécus des personnes qui se sont exprimées lors des rencontres organisées dans les 25 centres sociaux participant à la démarche « Paroles d'habitant-es de quartiers populaires ».

Globalement, les femmes constituent la majorité des participant-es. Elles repré-

sentent 72% des 300 habitant-es mobilisé·es dont les paroles ont été retranscrites et analysées. La part d'adultes et de « jeunes » (définis comme tels dans les listes de participant-es, ou, lorsque nous disposons de l'âge, de moins de 25 ans), est respectivement de 73% et de 27%.

Les groupes de discussion sont à l'image des structures qui les accueillent et des salarié·es qui les animent. Ce rapport s'appuie, en définitive, sur une somme de dis-



14

↑ Centre Social Camille Claudel — Villiers-le-Bel (95)
 ↓ La CaSa Centre Social Carmausin Segala — Carmaux (81)



cussions de groupes très divers, parfois plutôt jeunes, comme à Poitiers, parfois moins comme à Tergnier, parfois encore réunissant principalement des mères de famille, comme à Cernay.

Cette diversité des groupes de discussion et des paroles récoltées oblige à rappeler que, en matière d'urbanisme, de cadre de vie, de mixité sociale, mais aussi

d'(in)sécurité et de vulnérabilité, chaque territoire connaît sa propre histoire et chaque groupe dresse ses propres constats. Il n'y a pas d'explication unique à la situation des quartiers populaires, pas plus qu'il n'y aurait de solution applicable partout de la même manière. Écouter la parole des habitant-es, c'est aussi entrer dans la complexité et la richesse de ce que signifie vivre dans un quartier populaire en 2025.

Les 4 principes d'écriture



L'écriture collective

Bien qu'un rédacteur ait été mobilisé pour l'écriture du rapport, un comité de pilotage a été réuni régulièrement pour suivre la démarche, notamment pour la définition du plan et la relecture-réécriture des parties.



L'écriture inclusive

Les membres du comité de pilotage ont choisi différentes règles de rédaction afin d'éviter tout androcentrisme (l'utilisation dite générique de la forme grammaticale masculine) via l'écriture inclusive.



L'anonymat et les profils sociologiques

Les prénoms et noms des habitant-es sont modifiés et remplacés par des prénoms offrant une résonance similaire à l'âge, aux origines, etc. En revanche, la ville de résidence est mentionnée. Lorsque cela est pertinent, les situations familiales (mères ou pères de famille) ou d'emploi (chômage, retraite...) sont précisées.



Les verbatim

Les paroles rapportées constituent une part conséquente du corps du texte. La retranscription a été réalisée linéairement, sans modifier la structure des phrases mais lors de l'écriture, elles ont été ajustées et réécrites sans changement de sens (par exemple, lorsque les habitant-es parlent anglais ou ne finissent pas les phrases).



← Centre Social MOKA
– Cayenne (973)

↓ Centre Social de Saint Dizier (52)





↑ Centre social Grande Garenne – Angoulême (16) ©Marta Nascimento

→ Centre Social Camille Claudel – Villiers-le-Bel (95)



L'INSÉCURITÉ: ENTRE LES FAITS ET LES SENTIMENTS

19

Introduction

Appréhender l'insécurité est un exercice complexe, qui suppose de faire le grand écart entre les faits et leurs perceptions.

D'un côté, on dispose de données chiffrées, qui sont nécessaires pour mesurer les phénomènes de violence et de délinquance, mais qui sont plus ou moins fidèles à la réalité. Les données disponibles ne mesurent qu'une partie de ce qui se passe dans la société. Les statisticien·nes parlent ainsi de « chiffre noir » de la délinquance, pour évoquer l'écart entre la criminalité mesurée et la criminalité réelle. C'est le cas, par exemple, pour les violences conjugales qui sont largement minorées par les données publiques, car seule une minorité de femmes victimes de violences sexistes et sexuelles (VSS) porte plainte².

De l'autre, l'insécurité est aussi une affaire de sentiments. Se « sentir » ou non en sécurité est devenu un problème politique tout aussi important, si ce n'est plus, que celui de la réalité des faits de délinquance et de violence dans la société. Tant et si bien que des études statistiques viennent aujourd'hui mesurer les « perceptions de la sécurité »³. Dès lors, essayer de comprendre la sécurité demande à la fois d'appréhender les faits et les perceptions. Et, entre les deux, de montrer de quelle manière la question de l'insécurité est en partie fabriquée par des discours médiatiques et politiques.

Ce travail de décryptage et de mise en perspective est d'autant plus nécessaire lorsque l'on évoque les quartiers populaires. En effet, ceux-ci sont largement définis, médiatiquement et politiquement, à travers le prisme de l'insécurité et du manque d'ordre public jusqu'à être parfois qualifiés de territoires « perdus » par la République. Ces discours sur les quartiers populaires ont des conséquences concrètes pour les habitant·es : les stigmatisations et discriminations dont ils et elles font l'objet sont le fruit de cette image négative accolée à leur lieu de vie. Les habitant·es de ces quartiers contestent cette image. Ils et elles se plaignent de voir leur quotidien toujours dépeint sous le prisme de la violence, du deal et de la pauvreté. Cela produit des clichés et des images faussées de leur quartier.

Ces représentations n'évoquent jamais ce qui, à l'inverse, les fait aimer leur quartier : l'entraide, le partage et la solidarité.

Leur propre perception de la sécurité au sein du quartier est très éloignée de ces images. Beaucoup d'entre eux et elles estiment se sentir relativement plus en sécurité chez eux dans leur quartier, plutôt qu'ailleurs. Dans leur territoire, ils et elles peuvent se sentir plus ou moins en sécurité en fonction des lieux et des moments. Ce sentiment est variable d'une personne à l'autre, en fonction de l'âge, du genre et de l'ancrage social.

« Le sentiment d'insécurité, ce n'est pas propre au quartier, c'est une évolution plus générale »

22

Entre les faits et les discours, un grand écart

La question de l'insécurité en France est marquée depuis un demi-siècle par deux grandes évolutions.

D'une part, la violence est, dans notre société, en diminution depuis un siècle et se stabilise depuis le début du ^{xxi}^e siècle. Dans la France des années 1980-1990, on comptait 1400 meurtres par an. Aujourd'hui, on en dénombre 1,5 fois moins. Plus généralement, le Centre d'observation de la société mesure une augmentation des crimes et délits entre les années 1960 et 1980, pour atteindre 6 crimes et délits par an pour 100 habitant-es, puis une stabilisation depuis le début du ^{xxi}^e siècle à environ 5 crimes et délits par an pour 100 habitant-es. En termes d'atteintes aux personnes, cela se répartit de la manière suivante : 1,9% de personnes victimes de vols, 0,4% de coups et blessures et 0,3% de cambriolages⁴.

D'autre part, la thématique de l'insécurité a explosé dans le débat public depuis les années 1970. Partout, dans les médias, la violence est devenue un thème majeur, nourrissant les journaux télévisés et les unes de journaux, alimentant les discours et les programmes politiques de droite comme de gauche, et produisant un climat d'anxiété généralisé⁵.

C'est justement parce qu'elles sont moins fréquentes, moins normalisées, que les éruptions de violences sont aussi mar-

**« Les bagarres, ça a
baissé par rapport à il y
a quinze, vingt ans. »**

— Hervé à Chennevières-sur-Marne —

⁴ Chiffres et analyses du Centre d'Observation de la Société, 2023 : <https://www.observationsociete.fr/modes-de-vie/divers-tendances/evolution/insécurité/> et Service statistique ministériel de la sécurité intérieure, 2013 ⁵ Laurent Mucchielli, *Violences et insécurité*, La Découverte, 2011

quantes et médiatisées, comme le rappellent les sociologues Fabien Truong et Georges Truc : « On néglige aujourd'hui trop facilement le fait que jamais autant d'hommes n'ont vécu ensemble de manière relativement paisible, c'est-à-dire dans une existence où les attaques physiques sont neutralisées, comme c'est le cas dans les grands États et les grandes villes actuelles. [...] Si nous sommes aujourd'hui plus indignés par les irruptions intempestives de violence que par le passé, c'est qu'elles sont moins fréquentes et nous apparaissent dès lors bien plus intolérables. L'essor spec-

taculaire de la médiatisation télévisuelle des "faits divers" depuis les années 1980 l'atteste⁶ ».

Nous évoluons donc aujourd'hui dans un climat d'insécurité, fabriqué en partie médiatiquement et politiquement et renforcé par des événements spécifiques, comme les attentats de 2015 qui ont fait bondir le sentiment d'insécurité chez les français-es⁷. Ainsi, lorsqu'on leur demande s'ils et elles se sentent en sécurité ou non, les habitant-es de quartiers populaires se réfèrent d'abord à ce climat général qui, selon elles et eux, se serait dégradé.

La fabrique d'un climat d'insécurité

Beaucoup évoquent ce qu'ils et elles ont entendu, vu ou lu, comme Sylvie à Roanne : « On entend beaucoup de choses, il y a de plus en plus de faits divers, on peut recevoir un coup de couteau n'importe où pour n'importe quoi ». À Chennevières-sur-Marne, Yasmina évoque une même inquiétude généralisée : « L'insécurité, elle est partout, quand on voit le journal, c'est toute la France, ici, le centre-

**« Avec les rumeurs,
on ne connaît pas le contexte
de ce qu'il s'est passé réellement. »**

— Fatima à Roanne —

ville, Paris, tout ». Comme le dit Dalila, lors d'une rencontre organisée au centre social Michel Catonné à Boissy-Saint-Léger : « Les médias c'est une mauvaise influence ». Adeline, à Tergnier, confirme : « Les médias se chargent au maximum de l'insécurité des gens ».

Au sein des territoires, les faits divers sont montés en épingle. Les rumeurs liées à des

dramas sur le quartier peuvent produire de la peur, surtout lorsqu'ils sont relayés par la presse sans preuves. Alors que le groupe évoque un fait divers concernant l'agression quelques années auparavant d'une petite fille sur le quartier Clermont à Roanne, Fatima met en garde : « À l'époque de cette histoire, j'avais beaucoup parlé mais j'ai suivi l'histoire et il faut faire attention, apparemment ce n'est pas vrai. Et ensuite, c'est monté en épingle dans le quartier et par les médias. Mais quand on a le fin mot de l'histoire, il y a plus personne pour s'y intéresser ».

Plus récemment, ce climat d'insécurité est nourri par la consommation de contenus sur les réseaux sociaux, qui renforcent l'idée d'une menace dans l'espace public. À Chennevières-sur-Marne, Nassima, jeune mère de famille, constate que, à côté des médias traditionnels, les formats courts et incisifs que l'on retrouve par exemple sur Tik Tok ou Instagram viennent diffuser des clichés sans contexte : « Tu vas sur les réseaux, ils diffusent que les images de points de deal, ou des images d'attaques qui se sont produites il y a plusieurs années, sans préciser la date, sans donner les raisons, le contexte. Personne ne sait si c'est récent ou de l'image ancienne ».

23



↑ Centre Social Michel Catonné – Boissy-Saint-Léger (94)

Centre Social Ouest – →
Oyonnax (01)



Dans les quartiers populaires, ces réseaux jouent un rôle important dans la propagation d'images violentes qui peuvent instiller la peur, surtout lorsqu'elles mettent en scène des personnes ou des lieux que l'on reconnaît. Dalila à Boissy-Saint-Léger évoque une vidéo qui a beaucoup circulé sur Tik Tok : « Dans le collège du quartier, il y a des images qui ont été tournées par une maman qui a insulté et giflé un enfant du quartier. Voir cette vidéo, ça a été un choc. L'enfant je le connais, je me dis que ça peut arriver à mon fils qui va arriver au collège l'an prochain... ».

À Vierzon, une mère de famille résume l'impact de la surcharge de textes, audios, photos et vidéos, aujourd'hui disponibles à

« Ce qui a changé, entre avant et maintenant, c'est l'image. Il n'y avait pas autant de médias. »

– Une habitante lors des échanges à Vierzon –

tout moment dans la paume de nos mains : « Ce qui a changé, entre avant et maintenant, c'est l'image. Il n'y avait pas autant de médias, on ne savait pas tout, on ne voyait pas tout ça. Les médias nous font voir des choses et ça crée de la peur ».

Se rassurer ou s'isoler

Derrière ces images violentes, les tentatives de poser des réalités chiffrées passent peu. À Oyonnax, une salariée de la ville est présente lorsque Jamila, résidente du quartier, explique qu'« on a le sentiment que les choses sont cachées en réalité.

« Je ne sors plus le soir, on entend trop de choses. »

– Sylvie à Roanne –

On entend parler de plein de choses, du réseau, de gens qui feraient travailler des filles. Et on sait pas ». Elle lui répond : « Les chiffres de la police sont bons et s'améliorent, il y a moins de faits qu'avant, c'est une ville où l'on vit bien. Mais dès que les gens commencent à dire qu'on cache, que voulez-vous faire ? On a beau écrire les chiffres, les gens ils doutent, ils ne nous

croient pas ». Entre un sentiment général construit par une accumulation de faits divers inquiétants et la réalité de chiffres qui évoquent, plus banalement, une insécurité relativement constante, il est parfois difficile de s'y retrouver. Suite à cette discussion, le groupe d'habitants-es décide d'organiser, dans les suites de la démarche de ce rapport, une rencontre avec la ville et avec la police pour mettre tout cela au clair.

Néanmoins, certains habitant-es viennent contester l'idée d'une augmentation de la violence par leur propre expérience. Lenaïg, à Cernay, évoque les années 2005 et 2006 comme étant « la pire période question sécurité, où même les pompiers se faisaient caillasser. Aujourd'hui, c'est beaucoup plus calme », tandis qu'Hervé, à Chennevières-sur-Marne, remonte plus loin dans le temps : « J'ai grandi dans un village, dans le sud de la France. Et ce que je vois, moi, c'est qu'à l'époque, il y avait une violence terrible. On se battait tous les jours, à l'école, dans la rue. Aujourd'hui, c'est plus pareil, la violence de bagarres, ça a baissé ».

Si ce climat général plus anxiogène ne semble pas corrélé à une augmentation réelle de la violence, il influence les comportements, suscitant des réflexes de vigilance et de protection, voire d'isolement et de repli sur soi. Sylvie, à Roanne, ne sort plus de la même manière le soir : « Je sais que les médias en font tout un pataquès, mais avant j'étais dehors à minuit, une heure, je traversais le parc, mais là je ne sors plus le soir, on entend trop de choses ». Christine, jeune retraitée venue échanger au centre social La CaSa à Carmaux, constate aussi que les comportements changent : « Les informations, en général, ça agit sur le fait de laisser ses enfants dehors par exemple. Si j'étais mère de famille aujourd'hui, j'accompagnerais mes enfants en bas. Ma mère, elle nous laissait aller. Parce qu'on en entend tellement ! ». Sa voisine Murielle, en l'entendant, réagit : « Oui, j'entends ça, chez mes voisins, je remarque qu'ils ont peur de sortir, surtout le soir, parce qu'ils entendent tellement de choses aux infos ».

Ces phénomènes de repli sur soi sont vus comme les symptômes d'un mouvement de société profond, comme l'explique Aïcha, au Chambon-Feugerolles : « La vie a changé, c'est un peu chacun pour soi, c'est pas comme avant ». À Saint-Martin-d'Hères, une femme confirme ce sentiment : « C'est récurrent maintenant que les gens se parlent pas ». À Pau, une femme évoque les activités dans le quartier, et constate que malheureusement « les gens ne sortent pas, ils n'ont pas envie, ils sont fermés comme des huîtres ».

Cette situation est également le produit de l'actualité récente, comme l'explique Monique, à Saint-Dizier : « Depuis la COVID 19, le marché est moins grand, les habitants y viennent moins ». Avec elle, le groupe d'habitant-es réuni au centre socioculturel de la ville s'accorde pour dire que les conséquences de la crise sanitaire sont toujours là et que les résident-es du quartier ont plus tendance, aujourd'hui, à se replier sur eux-mêmes.

À Saint-Martin-d'Hères, Luc constate que ce changement prend forme dans les aménagements réalisés par les résident-es du quartier : « Ce que l'on voit quelquefois aussi dans le quartier, ce sont des sépa-

rations, des grillages en verre avec des grandes couvertures, pour se mettre à l'abri du regard des autres. Ça représente un recul par rapport à ce que j'ai connu dans les années 80. On pouvait encore à cette époque-là faire des barbecues sur les petites terrasses sans que le voisin s'énerve. On a ce recul où on veut se protéger du regard des autres et s'enfermer quoi ». Son voisin confirme : « C'est exact. Ceux qui ont des terrasses, ils ont accroché des rideaux d'appartement, des câbles, pour pas qu'on les voie. Les gens veulent pas être regardés ! C'est des gens qui s'isolent ».

**« La vie a changé,
c'est un peu chacun pour soi,
c'est pas comme avant. »**

— Aïcha au Chambon-Feugerolles —

Ainsi, le sentiment d'insécurité est intime-ment lié, dans les propos des habitant-es, à des formes d'isolement. Karine, à Poitiers, résume cette corrélation : « L'insécurité c'est une peur qui peut s'installer quand la personne ne sort plus de chez elle. La peur d'aller à la rencontre de l'autre, qui va avec la peur de se déplacer librement dans le quartier ». À Carmaux, l'animatrice fait également le lien entre repli et insécurité : « Vous avez parlé de l'isolement des personnes qui restent à la maison, du fait que moins de choses se passent à l'extérieur, qu'il y a moins d'enfants qui jouent dehors par rapport à avant, que les habitants se connaissent moins. Et du coup, ça voudrait dire qu'il y a un lien entre le sentiment d'insécurité ou de sécurité, et le fait qu'il y ait plus ou moins de lien social, de solidarité. Cela voudrait dire que le fait de se connaître dans le quartier, etc., ça peut avoir un lien avec la sécurité ».

« Ils nous ont collé une étiquette »

Les quartiers populaires sont le théâtre de phénomènes de violence et de délinquance spécifiques. Si l'on s'en tient aux études statistiques, les vols violents sont par exemple jusqu'à deux fois plus fréquents dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, même si ces chiffres restent dans tous les cas peu importants en général (on passe ainsi de 0,1 pour 100 habitant-es en France en général, à 0,2% dans les quartiers populaires). À l'inverse, les cambriolages sont bien moins nombreux, 0,2% contre presque 0,4% ailleurs⁸.

Certains phénomènes comme les vols et les agressions sont donc plus fréquents dans les quartiers populaires, en lien notamment avec l'existence de trafics de drogue dans ces territoires. Cette accumulation des problèmes sociaux dans les

quartiers populaires impose aux catégories populaires des conditions de vie plus difficiles en règle générale, dont l'insécurité est une des composantes.

Néanmoins, il existe un écart important entre ces données chiffrées qui témoignent d'une présence relative de phénomènes de violence et l'image des quartiers populaires comme de véritables zones de non-droit. Ce discours sur les quartiers populaires date de l'émergence des phénomènes de « violences urbaines », depuis les premières images des rodéos des Minguettes à Vénissieux et de l'« été chaud » de 1981. Ainsi, depuis les années 1980, ces territoires et leurs populations sont dans l'œil du cyclone médiatique et politique tant ils incarnent, contre leur gré, la problématique de l'insécurité en France.

27

8 Rapport « Vulnérabilités et ressources des quartiers prioritaires », Observatoire national de la politique de la ville, 2020 et Service statistique ministériel de la sécurité intérieure, 2020 – SSMSI

Chiffres sur la délinquance en Quartier en Politique de la ville (QPV) par rapport à hors QPV, pour 1000 habitant-es





3 questions à

■ **Socio-anthropologue, directeur de l'Agence conseil**

1

Pourriez-vous expliquer, en quelques mots, quels sont les codes du film de la banlieue à l'heure actuelle ?

Le film de banlieue comporte des codes que l'on retrouve depuis l'après-guerre. Les quartiers sont d'abord caractérisés par des tours de grand ensemble massives, homogènes, impersonnelles. Les conditions de vie y sont décrites comme pathogènes. À partir des années 80, on observe un glissement : le problème ne vient plus des formes urbaines des quartiers, mais des jeunes qui y habitent, en particulier issus de l'immigration. Ce glissement est incarné par le film *La Haine* de Mathieu Kassovitz (1995). On passe de la « cage à lapins » des années 50 à la « jungle urbaine » des années 90, où les jeunes se sentent comme dans un zoo humain dans la cité et « enfermés dehors » quand ils en sortent. Dans l'ensemble de ces représentations, ce qui demeure, c'est une animalisation : c'est-à-dire une déshumanisation des habitant-es du grand ensemble.

Une autre caractéristique du film de banlieue est le rapport entre l'intérieur et l'extérieur de la cité qui est systématiquement décrit comme conflictuel. La tentative de sortir du quartier est souvent vécue douloureusement par les habitant-es sur qui pèse le poids des représentations. Mais ce rapport conflictuel traduit surtout pour les cinéastes l'échec des institutions dans leur mission d'introduire une égalité entre les territoires et

les personnes. Il y a en fait danger à entrer en banlieue mais également danger à en sortir. On retrouve ici le rapport d'opposition entre la ville centre et sa périphérie. Enfin, le cinéma de banlieue est caractérisé par des relations très intenses d'amitié « à la vie et à la mort ». Le rêve d'un « ailleurs » y est idéalisé mais souvent entravé par la prégnance de ces relations. Le destin social des jeunes habitant-es de banlieue les rattrape toujours, comme si ils et elles étaient, de fait, voués à l'échec. Depuis les années 2000, une modification s'opère avec l'apparition de réalisateurs, et notamment de réalisatrices issues des quartiers ou y ayant travaillé, qui jouent avec les codes ou s'en amusent. Cela introduit un regard plus intime, avec des trajectoires plus variées et des personnages plus complexes.

2

Les quartiers populaires souffrent de représentations souvent stéréotypées (quartiers « chauds », quartiers « dangereux » etc.) dans l'imaginaire collectif. Comment expliquez-vous cette persistance des représentations ?

Dans de nombreux films à succès, les codes stéréotypés demeurent. Les quartiers populaires sont perçus comme des lieux d'altérité et de comportements sociaux, servant d'épouvantail politique et social. Ils fascinent autant qu'ils sus-

Julien Neiertz



Sphérik & co et co-fondateur de l'association Métropop'!

citent du rejet. La « banlieue », en tant que zone périphérique, est utile pour en faire un lieu politique. Pour reprendre Michel Foucault⁹, la banlieue incarne une « hétérotopie » : ses habitant-es y vivent en y étant plus ou moins contraint-es ; c'est un monde représenté comme étant clos et séparé du reste de la ville par des frontières urbaines ou géographiques marquées ; ses habitant-es y sont pauvres et ont connu des parcours de migration, etc. Ces territoires décrits comme disposant de leur propre fonctionnement font figure de territoire étranger. La persistance des représentations vient également du fait que l'éducation populaire est aujourd'hui mise à mal, alors même que c'est par son action que l'on peut décrypter la réalité des territoires et faire dire autre chose de ces quartiers.

3

Selon vous, quels sont les leviers concrets pour changer l'image stéréotypée des quartiers populaires ?

Plusieurs pistes existent afin de contrebalancer le pouvoir de fascination que procure l'image spectaculaire de la banlieue qui brûle et de la délinquance : tout d'abord, il s'agit, comme nous le faisons à Métropop'!, de produire d'autres images par le biais d'une diversité de supports (cinéma, radio, art, urbanisme etc.) Aujourd'hui, les jeunes réussissent, les familles s'engagent et s'auto-organisent dans des dynamiques citoyennes, l'esprit critique et analytique

des habitant-es et des jeunes sur leur propre histoire est aiguisé... Ce sont autant de points qui ne sont que trop rarement valorisés, même si l'on constate, ces dernières années, la montée en puissance de nombreuses associations ou collectifs qui vont dans ce sens.

Ensuite, on gagnerait à développer ce que j'appelle la « démocratie par les pieds », qui consiste à organiser des voyages et rencontres inter-quartiers in situ. Cela permet de partager des problématiques communes pour en faire des combats sociaux ou d'alimenter l'envie d'agir pour améliorer les conditions de vie au quotidien des habitant-es. Enfin, j'invite à recourir à l'humour et à ne pas céder aux discours dramatisants et faciles du catastrophisme, du séparatisme ou de la haine de l'autre. La banlieue est hétérogène, créative et elle a beaucoup d'humour (on remarque d'ailleurs que de nombreux humoristes qui émergent dans le milieu du stand up sont issus de quartiers). Les quartiers sont des lieux de complexité, plus riches et ouverts qu'ils n'y paraissent quand on veut bien se donner la peine d'y prêter attention et considération.

Plus d'infos : <https://metropop.org/>

29

⁹ Michel Foucault, *Des espaces autres*, *Dits et Écrits II*, nouvelle édition, Gallimard, 2001, p. 157-1581 (première parution, 1984, *In Architecture-Mouvement-Continuité*)

Ainsi, les quartiers populaires ont mauvaise réputation et leurs habitant-es le savent mieux que quiconque. Face à la question « Quelles représentations les médias donnent des quartiers populaires, de votre quartier? », des jeunes filles du quartier de La Blaiserie à Poitiers mettent en avant des termes chargés négativement: « que les mauvais côtés »; « zones de non-droit »; « la criminalité, les gangs, les dealers »; « on est des voyous, des racailles »; « on est la majorité du problème en France »; « des personnes ne méritant pas le respect »; « méchants, sans éducation ». Ces clichés

structurent un imaginaire qui dévalorise fortement les habitant-es et leurs lieux de vie. Ces représentations ont le don d'irriter Serge, à La Roche-sur-Yon: « On vit pas dans les grandes tours spectaculaires! Nos quartiers sont mixtes, contrairement à l'idée qu'on s'en fait ».

Ce constat est fait à plus large échelle: selon une enquête du Ministère de l'Intérieur en 2017, 57% des habitant-es de quartiers prioritaires indiquent que la mauvaise image ou la mauvaise réputation est un problème dans leur quartier¹⁰.

Les médias, premiers responsables de l'image des quartiers

Comment se fabrique cette image et en quoi est-elle fidèle au vécu des habitant-es? Cette question fait l'objet de débats animés entre jeunes dans trois centres sociaux de Villiers-le-Bel. Cette ville, située dans le Val d'Oise, est particulièrement marquée par cet imaginaire négatif de la banlieue: « Quand on dit Villiers-le-Bel, les gens pensent tout de suite "émeutes", "quartiers chauds" » indique un des jeunes du quartier. Les habitant-es désignent les médias comme les premiers responsables de cette image de leurs quartiers. Reportages à sensations, faits divers montés en épingles, articles à charge... ils sont suspectés de venir créer de l'inquiétude et du rejet chez celles et ceux qui ne connaissent pas ces quartiers, comme l'explique un jeune homme lors d'un débat au centre social Boris Vian à Villiers-le-Bel: « Forcément ça va créer de l'insécurité, parce que les médias, ils donnent l'impression que si tu passes dans un quartier, tu vas forcément te faire dépouiller, tout ça. Mais pas forcément! Par exemple nous, on n'est pas des personnes comme ça, les gens, ils peuvent passer tranquillement. Ici, on est bonne *vibe*! ». Le groupe réuni acquiesce. Il ne remet pas en question l'existence de zones de deal,

de moments de tensions, de rixes parfois meurtrières, mais plutôt la montée en généralité à partir de moments, de lieux, de personnes spécifiques: « Les médias choisissent l'endroit où ils vont, c'est toujours là où il y a le plus de violence, où c'est le plus apparent. Ils ne vont pas là où c'est calme, là où il y a de l'entraide, on ne voit que le négatif ». Alors que le débat se poursuit, un autre jeune prend le groupe en exemple: « On est sur une étiquette. Regardez, autour de cette table, il y a cinq, six jeunes qui ont fait des études supérieures. Voilà. Ça, on n'en parle pas. Villiers-le-Bel, c'est connu uniquement par rapport aux violences, à la délinquance, à la drogue ».

Outre la télévision et les journaux, cette image biaisée des quartiers populaires est aujourd'hui également véhiculée par des personnalités et des influenceurs dont les avis sont de plus en plus prépondérants, notamment vis-à-vis de la jeunesse. Revenons à Villiers-le-Bel, où le groupe de jeunes réuni au centre social Camille Claudel dresse ce constat: « La dernière fois, j'ai vu le compte d'un flic qui fait des Tik Tok, un gros compte hein! Lui, il dit " Les jeunes au lieu de faire des bêtises aidez les mamans " mais nous on voit une mère avec des

→ Centre Social Moulin à vent – Roanne (42)



← AAGESC – Salon-de-Provence (13)



« On ne voit que la manière dont les quartiers sont délaissés, pas comment ils sont mis en valeur. »

– Un habitant lors des échanges à Villiers-le-Bel –

courses, on l'aide! Ces gens-là mentent, ou alors ils ne sont jamais venus dans

les quartiers!». Pour éviter ces impacts négatifs, certain-es habitant-es se protègent en évitant les journalistes et les caméras. Des collectivités optent également pour cette stratégie. Une femme de Villiers-le-Bel se rappelle la tentative du maire de changer l'image de la ville en refusant purement et simplement la présence des médias: « Il refusait que ça passe à la télé, à la radio. Il ne voulait pas médiatiser la ville dans le mauvais sens ».

« Dans les films, c'est toujours des quartiers archi en difficulté »

32

Dans le troisième centre social de Villiers-le-Bel mobilisé dans la démarche, Salvador Allende, le groupe se focalise sur la question de la représentation des quartiers populaires au cinéma. En effet, depuis le succès de *La Haine*, le film de Mathieu Kassovitz datant de 1995, le cinéma français sort à intervalles réguliers des films qui mettent en scène les quartiers populaires. *Banlieue 13*, *Entre les Murs*, *Les Misérables*, *Athéna*, *Banlieusards*, *Bande de filles*, *Divines*, mais aussi des séries comme *BRI* ou *Jusqu'ici tout va bien...* Les productions ne manquent pas.

Un groupe de filles débat sur les films qu'elles ont vus. L'une d'elles décrit les grands archétypes que l'on retrouve systématiquement: « C'est toujours l'histoire d'un grand du quartier, qui gère le trafic. Le langage est toujours archi familier. Il y a toujours à un moment un problème avec une fille, des histoires de viol, tout ça ». Sa voisine abonde: « C'est toujours des situations horribles dans des quartiers archi en difficulté. Nous c'est pas ce qu'on vit, on est pas dans ça ».

Lorsqu'on leur demande de quels films elles parlent, elles citent pêle-mêle: « *HLM Pussy*, *Athéna*, *La cité rose*, *Banlieusards...* ». L'animatrice les interrompt, surprise: « *Banlieusards*, le film de Kery James? Tu trouves? J'avais justement l'impression que c'était un autre regard ». L'une d'elles lui

explique: « Mais en fait, le problème, c'est que même les films qui parlent de "réussites", ils mettent en valeur les personnes qui s'en sortent, voilà celles qui sont plus cultivées, qui ont un truc en "plus". C'est jamais le quartier en lui-même qui s'en sort. Les quartiers, c'est tout le temps vu comme un truc malsain ».

Certains films, néanmoins, trouvent grâce aux yeux de certaines. Alors que le débat touche à sa fin, une d'elles cite *Yo mama* d'Amadou Mariko: « Ça a été tourné à Sarcelles, c'est dans le 95 et ça raconte l'histoire de mamans qui décident de faire du rap pour sensibiliser leurs enfants. Là, c'est autre chose, ça représente ces femmes-là, ça montre une autre réalité ». Le fait que le réalisateur soit originaire de la ville qu'il met en scène permet, selon elles, de correspondre plus au regard qu'elles portent elles-mêmes sur leur propre quartier, par exemple en accordant toute leur place aux mères de familles, figures souvent absentes ou effacées dans ce type de films, et pourtant au cœur de la vie de quartier.

Ces jeunes femmes considèrent ainsi que les personnes qui vivent dans le quartier sont mieux placées pour rendre compte de leur quotidien, pour diffuser une image plus fidèle à ce qu'elles vivent réellement. Dans d'autres quartiers, certain-es habitant-es qui partagent cette idée vont un peu plus loin:

pour lutter contre les clichés, ils vont réaliser leur propre contenu. Ainsi, à Cernay, Tahar propose de «faire un petit film en faisant parler les habitants, les jeunes, en présentant les animations qui ont lieu comme les kermesses. Ça serait bien de faire un petit

montage et de mettre sur Tik Tok, Facebook». À Villiers-le-Bel, un groupe de jeunes a déjà entamé une démarche: «On a un projet avec la maison de quartier, on est déjà dans l'écriture, on sait pas encore si ce sera un court métrage ou un documentaire».

« Cité », « ZUP », « banlieue » : une désignation stigmatisante

La fabrication de l'image des quartiers populaires agit jusque dans le langage commun. Il est ainsi facile de remarquer à quel point la manière de parler des quartiers renvoie la plupart du temps à un imaginaire négatif de la «banlieue», de la «cité», etc. Raïssa, du quartier des Canourgues à Salon-de-Provence, entend souvent parler de son quartier comme du «quartier à risques».

**« Les gens disent
"Ah tu habites à la ZUP",
c'est tout de suite négatif! »
— Fatiha à Oyonnax —**

C'est le cas du quartier de la Forge à Oyonnax comme l'indique Fatiha: «Quand on parle de notre quartier, les gens disent "Ah tu habites à la ZUP", c'est tout de suite négatif!». Élodie, qui anime la rencontre, rebondit: «C'est intéressant parce que la ville elle-même est consciente de ça. Dans sa communication, elle dit: "Hier la ZUP; demain la Forge"». On retrouve les mêmes tentatives de s'extraire d'un imaginaire de «cité» à Cernay, où Julie évoque les changements survenus avec la rénovation urbaine: «Il y a moins d'immeubles et plus de résidences. Maintenant, ils appellent ça résidence des roses, des tulipes. Avant, on parlait du quartier à travers les numéros d'immeubles carrément, B1, C2... Donc oui, ça change!».

33

Parmi ces termes utilisés pour qualifier les quartiers populaires de manière péjorative, on retrouve même des formulations issues de zonages spécifiques à la politique de la ville. C'est le cas des «ZEP» pour Zone d'éducation prioritaire, bien que celles-ci aient été remplacées par les Réseaux d'éducation prioritaire (REP) en 1997, ou bien des «ZUP» pour Zone à urbaniser en priorité, auxquelles on préfère le terme de Zones d'aménagement concerté (ZAC) depuis... 1967! Néanmoins, le nombre de grands ensembles construits sous cette procédure dans les années 1960 est très important et beaucoup de quartiers gardent encore aujourd'hui cette appellation accolée à leur nom.

Une étiquette qui a des conséquences sur la vie quotidienne des habitant-es

Ces images négatives des quartiers populaires stigmatisent celles et ceux qui y vivent. Ils et elles s'offusquent de la violence que ces images engendrent et des conséquences concrètes qu'elles peuvent avoir.

Les habitant-es sont en effet associé-es au quartier, sans qu'ils et elles ne puissent y faire grand-chose : habiter quelque part définit ainsi qui ils et elles sont. Et cela vient porter atteinte à l'image projetée sur eux et elles. Louise, adolescente de Saint-Benoît à La Réunion, en a fait l'expérience : « Quand je dis à des gens que je rencontre que je viens de mon quartier, on me dit "ah toi tu es une violente", mais moi je suis pas aussi violente que ça ! ».

leur quartier est soigneusement évité. Les événements culturels proposés attirent peu de monde, malgré une offre intéressante, comme dans la salle de spectacle du Nouveau Cap à Aulnay-sous-Bois, où Zoulikha raconte : « La plupart des gens qui habitent hors des quartiers n'y vont pas parce qu'il y a cette peur, tout ça parce que la salle est située dans un "quartier sensible" ».

Les collèges et lycées situés dans les quartiers populaires font l'objet de stratégies de contournement scolaire qui témoignent de l'image extrêmement négative qu'a le reste de la population sur ces quartiers et leurs habitant-es. Parfois, ces perceptions sont exposées de manière explicite. Gabrielle, à Cernay, évoque une discussion violente pour elle et ses enfants : « L'école du quartier voisin va fermer et beaucoup de mamans sont mécontentes parce que l'école d'ici, les Hirondelles, elles l'associent au quartier. J'ai entendu des mamans dire "Mon enfant ne va pas traîner avec des enfants de cassos". Elles ne savaient pas que moi j'habite ici. Je leur ai dit "ne vous inquiétez pas, avec la fermeture de l'autre école, il y aura aussi vos petits Jean-Eudes, vos petits Jean-Edouard!". Mais je sais qu'elles sont déjà en train de faire des dérogations ».

Enfin, de nombreux cas de discriminations à l'emploi sont régulièrement relevés. À La Roche-sur-Yon, le groupe indique : « Avec tout ça, c'est difficile de trouver du boulot pour les jeunes qui viennent du quartier. C'est ce que confirme un jeune à Villiers-Le-Bel : « Quelqu'un peut avoir un talent à développer, peut être bon dans un domaine mais on va pas lui laisser sa chance pour trouver un emploi. Tu as quelqu'un qui vient de Villiers-le-Bel et quelqu'un qui vient du 16^e arrondissement de Paris, c'est plus intéressant de prendre celui du 16^e, c'est comme ça ».

Certain-es font un lien évident entre cette ségrégation spatiale, que vivent les habitant-es de quartiers populaires, et la discrimination raciale que vivent les personnes

34

« On m'a déjà dit sur mon lieu de travail : "tu viens de Cernay, t'es une cassosse" »

— Ymen à Cernay —

Cela peut amener les habitant-es à éviter de dire leur lieu de résidence par peur d'être stigmatisé-es. Ainsi, Karine à Poitiers raconte : « Dès que je dis que j'habite à Bel-Air, on me dit "mais t'as pas peur, pour toi, tes enfants, à l'école ?" ; alors voilà, maintenant, souvent, je dis pas que j'habite à Bel-Air, pour pas avoir des discussions avec des gens qui confondent tout, je dis que je viens de la Blaiserie (le quartier voisin) et personne ne me pose de question ». Hervé, à Chennevières-sur-Marne, raconte la réaction d'un collègue de travail qu'il avait invité à dîner : « Il est arrivé en moto... et il est reparti ! Il m'a dit "non, non, je laisse pas ma moto ici". Les gens, de l'extérieur, ils pensent qu'on habite chez les fous ».

Cette stigmatisation a des conséquences concrètes dans la vie quotidienne des habitant-es de ces quartiers. En premier lieu,

racisées, qui sont nombreuses à vivre dans ces quartiers. À Chennevières-sur-Marne, à l'écoute de toutes ces anecdotes, une femme, qui depuis le début de la rencontre n'a pas pris la parole, se désole: «Non mais ils ont peur de nous ou quoi? Ils ont peur de moi, de certaines catégories, ça c'est clair!». Face à cette femme noire de peau, Hervé relance: «Vous savez, pour eux, trop de noirs, trop d'arabes, c'est dangereux hein». En les écoutant, Imane réagit: «Dès qu'il se passe quelque chose, ce que l'on montre, c'est les noirs et les arabes. Ça fait la différence. Après on se présente pour un travail, on voit notre tête, c'est presque toujours refusé». Ces propos renvoient à la dimension racialisée des images véhiculées sur ces quartiers

« Avec tout ça, c'est difficile de trouver du boulot pour les jeunes qui viennent du quartier. »

– Un habitant lors des échanges à La Roche-sur-Yon –

et à la corrélation qui est faite entre violence et immigration. Ainsi ces discriminations s'ajoutent aux formes de stigmatisation économique à l'œuvre, dès lors que l'on parle de ces territoires populaires comme des territoires du désordre et de l'insécurité.

Se sent-on en insécurité dans les quartiers populaires ?

35

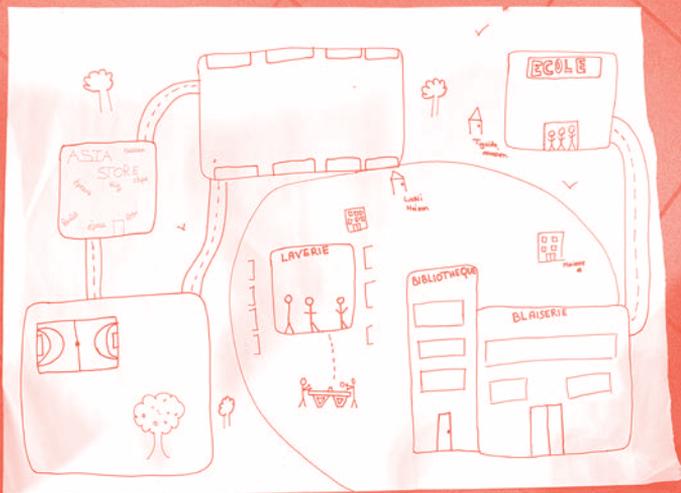
Si les habitant-es s'offusquent d'une image négative, caricaturale et discriminante où le quartier est bien souvent perçu comme un lieu de violence, d'insécurité, de déclassement, qu'en est-il de leur propre vision de leur territoire? Qu'en est-il de leur propre rapport à la sécurité dans leur quartier?

La question du sentiment de sécurité ou d'insécurité fait l'objet de nombreux débats entre habitant-es lors des rencontres. Si certain-es évoquent un sentiment de peur, d'autres au contraire se sentent tout à fait à l'aise dans leur quartier, de jour comme de nuit. Ces écarts renvoient au fait que

chaque quartier présente des réalités différentes, et qu'à l'intérieur d'un même quartier, chaque habitant-e dispose de parcours de vie, d'expériences vécues et de perspectives différents.

Globalement, les personnes qui se sont exprimées lors des rencontres témoignent d'un climat général plus insécurisant, alimenté notamment par les réseaux sociaux. Néanmoins, beaucoup expriment se sentir relativement plus en sécurité dans leur quartier que dans les quartiers voisins, le centre-ville ou d'autres villes en France.

→ MJC Centre Social de Saint-Benoît — La Réunion (974)



← Centre Social La Blaiserie — Poitiers (86)

« Quand je suis dans la cité, je n'ai pas peur »

Lorsqu'on leur demande si elles se sentent en sécurité dans leur quartier, les personnes rencontrées expriment dans leur grande majorité le fait qu'elles peuvent sortir, se balader, être dehors sans ressentir de crainte. Partout, on retrouve des propos similaires qui vont dans ce sens. À Tergnier, Jeanne se sent en sécurité partout : « Je ne sens pas que je peux me faire agresser » ; à Salon-de-Provence, Raïssa, elle, n'a « jamais ressenti un sentiment d'insécurité. Je peux me promener dans la nuit aux Carnougues, rien ne m'arrivera, donc les qu'en dira-t-on, c'est un peu exagéré ». À Saint-Martin-d'Hères, deux femmes prennent la parole pour dire la même chose : « Moi je voulais dire que je ne me sens pas en insécurité ! », dit la première et la seconde enchaîne : « À partir du moment où je peux sortir à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, que ma fille peut aussi se promener sans être agressée, on peut dire que ce n'est pas un quartier dangereux ». Malgré la présence de deal, Françoise à Pithiviers exprime le même sentiment : « On sait très bien qu'il y a des jeunes dans la rue, du deal... Mais moi par exemple, ou mes garçons, quand on sort, il n'y a aucune crainte. Ces jeunes, ils sont respectueux ».

On retrouve des propos similaires dans les autres territoires : à Allonnes, Carmaux, Poitiers, Chennevières-sur-Marne et également à Cayenne... « On ne peut pas dire qu'on est pas en sécurité ici » ; « Si on cherche l'insécurité, on peut toujours la trouver, mais on est pas forcément en insécurité dans la cité » ; « Quand je suis dans la cité, je n'ai pas peur ». À Aulnay-sous-Bois, en fin de réunion, Radia, qui jusque-là avait mentionné des choses qui la dérangent dans le quartier, comme les questions de deal, d'éclairage ou de nuisances sonores, conclut en disant : « En vérité, je ne me sens pas en danger dans le quartier ».

Ainsi, bien qu'il y ait des éléments qui produisent des désagréments, de la gêne ou

de la colère, ce n'est pas le sentiment de peur dans l'espace public de leur quartier qui prédomine chez une majorité de personnes présentes lors des rencontres.

Néanmoins, cette question amène du débat entre les participant-es, certaines exprimant des formes de craintes, notamment la nuit. À Allonnes, alors que l'animatrice demande : « Est ce que vous avez des difficultés à sortir, notamment le soir ? », le groupe répond en chœur : « Non, non, pas ici ». Mais une femme prend la parole pour raconter son ressenti : « Moi, je ne sortirais pas le soir, en réalité, je ne sors plus », suivie d'une autre : « Moi je continue à sortir mais je ne suis pas sereine, je me dis que de toute façon ça peut arriver, de jour comme de nuit, il faut bien vivre ». À côté d'elles, d'autres femmes semblent surprises : « C'est bizarre, moi le quartier je ne le ressens pas du tout comme ça. Je vais voir des copines, je récupère ma mère à des heures pas possibles, je m'en sors très bien ».

Le sentiment d'insécurité semble corrélé à une forme d'isolement. Plus on sort, plus on est à l'aise, plus on apprivoise son territoire. Inversement, la peur produit de l'isolement qui en retour renforce le sentiment d'insécurité.

Toujours à Allonnes, après avoir écouté ses voisines, Émilie évoque cette crainte de la solitude : « Je sais que quand ma fille va partir, je vais être plus toute seule. J'ai pas confiance. Je voudrais déménager, mais j'ai peur d'être encore plus isolée ». À Aulnay-sous-Bois, le débat tourne autour des risques encourus. Une première personne s'exprime : « Je dirais pas que j'ai une phobie de sortir, mais potentiellement, un jour, on pourrait être victime de... enfin voilà, je vois, c'est arrivé à d'autres ». Sa voisine lui rétorque que : « Ça, c'est pas que ici ! Ça peut arriver partout ».



Pourquoi si peu de personnes expriment un sentiment d'insécurité ?



11 Enquête nationale «Victimation et perceptions de la sécurité», Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), ministère de l'intérieur, 2018

38

Lors des rencontres de cette édition du rapport, une grande partie des personnes interrogées évoque plutôt un sentiment de sécurité dans leur quartier. Ce résultat, qui vient remettre en question le discours dominant sur les quartiers populaires comme lieux d'insécurité et de désordre, mérite un éclaircissement et quelques pistes d'explication. Dans le cadre d'enquêtes nationales, les habitant-es de ces quartiers sont plus nombreux et nombreuses à exprimer un sentiment d'insécurité que la moyenne nationale : 26 % contre 13 % dans les autres quartiers¹¹. Bien que plus élevé que la moyenne nationale, ce chiffre montre que ce sentiment ne touche qu'une minorité d'habitant-es de quartiers populaires. Cela ne signifie pas que par ailleurs, les habitant-es ne constatent pas des formes de délinquance. Cependant, quand bien même celle-ci existe et est visible, elle ne produit pas nécessairement un sentiment d'insécurité. Ensuite, on peut supposer que les habitant-es qui viennent s'exprimer dans les rencontres collectives dans des centres sociaux sont des personnes plus mobilisées dans la vie de quartier que la moyenne. On peut émettre l'hypothèse - que l'on dévelop-

pera plus en détail dans le chapitre 4 – que les personnes plus tournées vers la vie collective et associative ressentent moins la peur dans l'espace public.

D'ailleurs, les participant-es eux-mêmes ont conscience de ce biais. Alors qu'il s'accorde avec le groupe qui l'entoure sur le fait qu'Oyonnax n'est pas un territoire dangereux, un homme conclut : « Bon, on a un petit échantillon, peut-être que d'autres habitants diraient autre chose? ». À Vierzon, Lucie raconte une anecdote sur son voisin qui a l'air de se sentir bien plus en insécurité qu'elle : « J'ai un voisin qui habite en face. Il a une voiture. Et bien, je le vois, des fois, descendre, juste pour vérifier si sa voiture va bien. Il ouvre, il ferme, il vérifie toutes les portières. Une fois je l'ai vu faire 4 fois l'aller-retour et il habite au 4^e sans ascenseur ! ». Anna lui répond : « C'est à lui qu'il faudrait parler d'insécurité ! » ; ce qui déclenche des rires du groupe autour d'elles. Ainsi, si très majoritairement, les habitant-es présent-es aux rencontres ne ressentent pas généralement un sentiment d'insécurité dans leur quartier, cela n'est peut-être pas représentatif de tou-tes les habitant-es de ces quartiers.

L'âge influence le sentiment de sécurité ou d'insécurité

Malgré une majorité de personnes exprimant un sentiment de sécurité, on constate

une différence de ressenti parmi les catégories de population.

L'âge est un premier facteur déterminant. Les jeunes rencontré-es, garçons comme filles, se disent quasiment toutes et tous en sécurité. À l'inverse, les personnes âgées, qui sont plus touchées par l'isolement social, apparaissent comme plus vulnérables. Une femme retraitée, à Saint-Martin-d'Hères, dit ainsi que: «Quand on est plus âgé, on est en plus mauvaise sécurité». Sa voisine se plaint de comportements irrespectueux envers les plus âgé-es, ce qui peut nourrir un sentiment de défiance, voire de crainte: «Vous montez dans un tram, tout le monde, les jeunes, ils sont tous assis avec leur portable et vous vous retrouvez à 80 ans à devoir rester debout à tenir la barre, il n'y en a pas un qui se lève. C'est un manque de respect». À Tergnier, malgré un discours plutôt positif exprimé par le reste de son groupe, Patrick, retraité, ne lésine pas sur la critique de sa ville: «Tergnier est en danger. Il n'y a plus de sécurité du tout, surtout pour les retraités. À une certaine heure on ne sort plus, voilà». Lorsque son voisin, retraité également, tente de démentir, en indiquant qu'il ne voit pas de problème dans le quartier, il répond: «La vérité c'est que tu aurais très bien pu te faire agresser!»; ce qui amène le reste du groupe à le reprendre: «Tu exagères là, tu cherches!». À Chennevières-sur-Marne, Hervé tente de mettre en perspective cette expérience de la peur, en essayant de montrer que c'est un phénomène qui peut se produire lorsque

l'on est depuis longtemps sur le quartier: «À l'époque, quand je suis arrivé, j'avais 22 ans et il y avait des jeunes qui jouaient aux cartes dans le hall de l'immeuble. Moi j'avais 22 ans, ça ne me posait pas de problème. Les gens de l'immeuble voulaient les empêcher de faire du bruit, de jouer tard et ça avait fait un scandale! On disait: "Où tu veux qu'ils aillent, ils ne peuvent pas aller chez les parents". Et ce qui est drôle, c'est que maintenant, ces anciens jeunes, ils viennent nous voir pour dire: "Oh la la les jeunes qui traînent dehors..."». Il rigole et enchaîne: «Moi je leur dis "mais souvenez-vous, je vous avais défendus à l'époque". Ils me répondent: "Nous c'était pas pareil on insultait pas les gens", et bien moi je trouve pas qu'ils insultent les gens non plus, mais bon».

À travers ce témoignage, on constate qu'avec l'âge, les perceptions peuvent évoluer face à des situations objectivement similaires. Mais cela ne touche pas tout le monde de la même manière: c'est tout autant la nécessité de se distinguer («Nous c'était pas pareil») que l'âge en soi qui produit du rejet et amène à critiquer des comportements jugés problématiques. À l'inverse, de nombreux témoignages justifient leur sentiment de sécurité par l'idée d'une appartenance à un groupe, un collectif, une communauté de vie commune («On les connaît ces jeunes»); ce qui amène à ne pas avoir peur dans l'espace public¹².

Être une femme dans l'espace public

Le genre est également un facteur déterminant. Les femmes ont plus tendance à exprimer un sentiment d'insécurité dans l'espace public, pour elles-mêmes mais également pour leurs enfants quand elles sont mères de famille.

25% des femmes âgées de 20 à 69 ans déclarent avoir subi au moins une forme de vio-

lence dans l'espace public au cours des 12 derniers mois. Cela représente environ 5 millions de femmes victimes chaque année¹³. L'espace public est plus dangereux pour les femmes que pour les hommes, et elles le savent bien: 26% des femmes déclarent se sentir en insécurité dans leur quartier ou village, contre 16% des hommes¹⁴.

Cette situation de plus forte insécurité est

39

¹³ Les violences sexistes et sexuelles dans l'espace public, MIPPOF 2018. ¹⁴ Enquête nationale «Victimation et perceptions de la sécurité», Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), ministère de l'intérieur, 2018

évoquée par les femmes des quartiers populaires, qui se désolent d'être objectivées, prises pour cibles par les hommes dans l'espace public. Elles évoquent des remarques, des comportements, des gestes qui insistent un sentiment d'insécurité permanent. Adeline, à Tergnier, l'explique: «Rien que de se faire siffler, c'est de l'insécurité. Une femme qui se promène toute seule dans les rues, en plein jour ou en pleine nuit, c'est une cible potentielle». À Allonnes, Fairouz explique que: «Nous, en tant que femmes, quand on doit aller au bureau de tabac, et qu'il y a des regroupements d'hommes, de jeunes hommes, devant, ça donne pas envie d'y aller. En soi, on a peur». À Saint-Martin-D'Hères, une femme définit, ce que, pour elle, est l'insécurité: «C'est quand les hommes s'approchent et draguent, alors qu'on les connaît pas, moi je me sens pas en sécurité». Dans son groupe de discussion, tout le monde finit par être d'accord pour dire que, de toutes les catégories de population, ce sont les femmes qui sont le plus en insécurité dans les espaces publics de leur ville. Parfois, ces comportements se transforment en agressions. Dans un des centres sociaux participant à la démarche, une ancienne salariée a quitté son poste après s'être faite agresser dans le quartier, dans le cadre de ses fonctions. Une habitante du quartier s'en désolé et regrette cette salariée qu'elle appréciait: «On a vu, quand elle est arrivée, certains jeunes essayaient de la draguer. Mais elle arrivait à gérer...».

Confrontés à ces discours, certains hommes se braquent. Ils renvoient la faute sur les femmes elles-mêmes. D'abord, en les soupçonnant de ne pas tout le temps raconter la vérité sur les formes de violences qu'elles disent subir, à l'image de ce jeune à Villiers-le-Bel: «Les filles aussi, elles aiment bien inventer, c'est des menteuses. Une fille disait qu'elle marchait dans les transports et un SDF serait venu lui faire un bisou, comme ça. C'est impossible». Une femme le reprend: «Ici, il y avait un monsieur, il suivait les filles, et ma fille aussi elle a été suivie. Elle est partie voir un éducateur du collège, qui est parti le voir et qui l'a signalé à la police parce qu'il suivait les filles toutes seules». Le jeune finit par la croire: «Il y a une vigilance à avoir, faut pas rigoler avec ça».

Dans une autre rencontre à Tergnier, Patrick réagit face à des femmes qui racontent leur propre vécu et qui expliquent que cela touche également des plus jeunes. Il s'en prend aux tenues portées, renvoyant la faute sur les victimes et leur entourage: «Il y a des jeunes filles qui ne savent pas s'habiller. Les parents sont responsables aussi, une fille ne devrait pas pouvoir sortir si elle n'est pas bien habillée». En fin de rencontre, l'animateur revient sur ses propos et engage le débat: «J'ai entendu quelque chose qui m'a gêné tout à l'heure. Quand on dit qu'une femme doit se rhabiller parce qu'il y a des hommes, ça veut dire que la femme est en insécurité vis-à-vis des hommes. J'ai du mal à l'entendre. On est des êtres humains, pas des prédateurs. On doit savoir se contrôler.

« Une femme qui se promène [...] c'est une cible potentielle. »

— Adeline à Tergnier —

« Ça m'a fortement gêné ». Plusieurs femmes expriment leur accord, mais Jeanne prend la défense de Patrick: « J'ai vu des gamines de 14-15 ans où je me dis que sa jupe, plus courte, c'est une ceinture ! Et pourtant je suis une femme, mais je dis ça, aussi ». Le débat se poursuit et une autre femme remet la question du comportement des hommes, et non des tenues, au centre de la discussion: « Dans certains endroits, on peut se faire harceler même en étant habillées hein ! ». Elle prend ensuite pour exemple sa propre fille: « J'ai une fille de 12 ans et demi, qui aimerait bien de temps en temps porter une robe pour aller au collège. Et elle ne s'autorise pas à le faire, parce qu'elle sait que si elle le fait elle va se faire traiter de pute. Par les garçons et par les filles. À 12 ans et demi... ».

Lors d'une rencontre à Villiers-le-Bel, un jeune évoque un autre phénomène, qui donne une autre perspective sur cette division genrée de l'insécurité. Lors d'un débat avec d'autres jeunes hommes et femmes, il explique que ceux qui tiennent les murs du

↳ Maison de quartier Louis Aragon – Saint-Martin-d'Hères (38)



41



← Centre Social Espace au fil de l'eau – Tergnier (02)



↑ Centre Social Espace au fil de l'eau – Tergnier (02)

↓ Centre Social Salvador Allende – Villiers-le-Bel (95)

42



« Il y a une libération de la parole, mais on voit que les femmes ne sont pas libérées au quotidien. »

— Un animateur à Tergnier —

quartier, notamment pour le deal, vont plus facilement s'en prendre aux hommes qu'ils ne connaissent pas qu'aux femmes: «Aux meufs, ils vont pas leur demander d'où elles viennent, leur mettre la pression. C'est plus les mecs. Un gars des Carreaux qui passe à la Foucault après 23 heures, ils vont l'attraper». Ainsi, à côté des agressions sexuelles qui touchent les femmes, les agressions physiques concerneraient, elles, plus les hommes, et plus spécifiquement les jeunes hommes, dans le cadre de rivalités et de tensions entre quartiers.

En définitive, face au constat largement partagé que l'espace public est plus dangereux pour elles, les femmes aimeraient sim-

plement pouvoir se déplacer sans crainte. Une revendication qu'elles n'expriment pas spécifiquement pour leur quartier, mais pour tout espace public en général. Lorsqu'on lui demande ce qu'est, pour elle, la sécurité, une femme de Saint-Martin-D'hères parle de «liberté»: «Je suis en sécurité si je me sens libre, d'aller où je veux, quand je veux, habillée comme je veux». Après une rencontre marquée par beaucoup de débats sur le sujet, l'animateur du centre social Au fil de l'Eau à Tergnier conclut: «J'ai l'impression que les femmes peuvent plus dire les choses qu'avant, mais on retrouve toujours les mêmes phénomènes au final. Il y a une libération de la parole, mais les femmes ne sont pas libérées au quotidien. Alors, on fait quoi?». Les habitant-es finiront, lors de la rencontre suivante, par proposer des ateliers d'éducation sur l'égalité hommes-femmes, dans le couple et en général. Dans la maison de quartier Louis Aragon à Saint-Martin-d'Hères, les personnes réunies proposent une action similaire de sensibilisation, dans les écoles, sur les droits et en particulier sur ceux des femmes.

43

La peur, c'est ailleurs qu'on la ressent

Si, majoritairement, les habitant-es évoquent plutôt leur quartier comme un endroit sécurisant, de nombreuses personnes parlent d'autres territoires comme une source d'anxiété.

Certain-es évoquent en premier lieu les autres quartiers populaires présents sur leur territoire. À Allonnes, le groupe de femmes réunies parle du sujet de la sécurité. Rapidement, elles évoquent d'autres quartiers: «Il y a des quartiers plus sensibles que d'autres! Nous on entend parler des Sablons, des Glonnières...». L'animatrice réagit: «Pour vous, ces quartiers, qui sont au Mans, ils sont plus sensibles?». L'approbation est générale: «Bah oui!». Une femme développe: «J'ai vécu aux

Sablons pendant 24 ans, ça s'est dégradé, les populations, les lieux, les déchets, c'est pas sécurisant».

La crainte est également souvent exprimée vis-à-vis du centre-ville ou d'une grande ville voisine. À Roanne, Fatima parle de Lyon de manière très négative: «Ce qu'il se passe sur

« Ce qui fait peur, c'est l'inconnu. »

— Leïla à Aulnay-sous-Bois —

Lyon, c'est dix fois pire que Roanne! Je me sens plus en sécurité ici, il se passe moins de choses graves».

En banlieue parisienne, la comparaison entre la relative (in)sécurité des différents territoires d'Ile-de-France bat son plein dans les discussions. Leïla raconte son arrivée à Sevran: «Au début, je voulais pas aller à la gare. J'allais jusqu'à Aulnay pour prendre le train, j'avais peur». Sa voisine rebondit: «Moi à l'inverse, j'oserais jamais aller ailleurs prendre le train. Par exemple, je veux surtout pas me retrouver à Saint-Denis la nuit toute seule... C'est pas chez moi en fait, je n'y habite pas, j'aurais peur de me faire agresser». Un jeune de Villiers-le-Bel raconte qu'il se sent en sécurité dans son quartier. Par contre, précise-t-il: «Moi je vais à la Courneuve, je vois des grands qui me guettent mal, je vais vite hein». Lors des discussions entre les jeunes, la gare de Saint-Denis revient à plusieurs reprises. Une jeune fille avance: «Saint-Denis, ça fait un peu peur la nuit, avec les fous là! Franchement moi j'ai plus peur d'un fou qu'un gars de cité, je suis désolée!». Le groupe rigole. L'animatrice, qui habite Saint-Denis, marque son étonnement. Le groupe lui demande: «Mais vous avez pas peur vous?», elle dit: «Ça dépend des endroits, mais c'est vrai que la gare... bon la gare aussi, c'est pas les gens qui habitent à Saint-Denis qui traînent là-bas». Une fille s'écrie: «Oh mon dieu, Saint-Denis, et en plus je me suis faite arnaquer là-bas!».

« J'ai plus peur d'un fou que d'un gars de cité. »

– Une habitante lors d'une rencontre à Villiers-le-Bel –

À Villiers-le-Bel, un autre territoire est mentionné: Enghien-les-Bains, commune aisée du Val d'Oise qui dispose, notamment, d'un casino. Une femme prend cette ville en exemple: «Il y a des coins pourris aussi là-bas! Enghien, c'est de la drogue comme pas possible et on en parle pas!». Son voisin confirme: «Enghien, le casino, la patrouille des municipales toutes les deux minutes,

tout ça c'est pour l'apparence. Il se passe des choses aussi là-bas».

Malia, de Saint-Martin-d'Hères, qui travaille sur Grenoble, raconte ses trajets retour dans le tram: «Quand je suis sur la ligne D, que je rentre, quand j'arrive au terminus, je me dis "c'est bon je suis chez moi". Je me suis déjà faite embêter à l'arrêt de tram mais les jeunes du quartier sont intervenus. Ils étaient là et je sais qu'ils sont là pour m'aider. Je ne me sens pas en insécurité ici comme je me sentirais en ville, au contraire. À Grenoble, je ne pourrais jamais marcher toute seule en ville la nuit».

« Notre quartier, il est pas ghetto. Tu risques moins de te faire attaquer ici que si tu traînes en ville la nuit. »

– Une habitante lors d'une rencontre à Poitiers –

Ce qui produit de l'insécurité, ce n'est donc pas nécessairement l'accumulation de facteurs de pauvreté et la présence de délinquance qui caractérisent les quartiers populaires, mais plutôt deux autres phénomènes pointés du doigt par les habitant-es. Le premier est celui du degré de connaissance du territoire et du sentiment d'être «chez soi» ou non. Le second est le fait que c'est dans les centres-villes, et pas dans les quartiers populaires, que la nuit amène les fêtes et leur lot de problèmes et d'embrouilles; c'est dans les lieux très denses et avec beaucoup de circulation, comme les zones touristiques ou les abords de gares, et pas dans les quartiers populaires, que les pick-pockets et arnaqueurs agissent et que l'on a plus de chance de retrouver d'autres formes de déviances, avec la présence notamment de personnes parfois sous emprise d'alcool ou de drogues dures, qui peuvent provoquer un sentiment d'insécurité. Face à tous ces risques évoqués, qui se déroulent principalement en-dehors des quartiers populaires, le territoire dans lequel on vit, où l'on connaît du monde, est au contraire vu comme un espace protecteur, peu importe qu'il s'agisse d'un quartier populaire ou non.

Quelques mots pour finir

Face à une image extrêmement négative, produite par les médias, dont les conséquences sont importantes en termes de stigmatisation des habitant·es de quartiers populaires, ceux-ci amènent une autre perspective. Les paroles récoltées témoignent majoritairement d'un sentiment de confiance dans l'espace public, même s'il existe des expressions plus négatives. Celles-ci reposent souvent sur des formes de désagréments face aux nuisances et aux mauvais comportements. La peur face à de potentielles agressions ou vols dans le quartier, qui peuvent amener jusqu'à craindre de sortir de chez soi, existe mais reste beaucoup plus minoritaire, et concerne plus spécifiquement les femmes et les personnes âgées. Explorons maintenant plus précisément ces différentes facettes de l'insécurité : comment, concrètement, elle se matérialise dans les quartiers populaires ?

MOMENTS ET LIEUX DE L'INSÉCU- RITÉ: UN DÉCRYPTAGE

47

Introduction

55 % des habitant-es en quartier prioritaire de la politique de la ville estiment que leur quartier est concerné par la délinquance, contre 23 % en moyenne nationale¹⁵. Si l'on devait définir le terme de « délinquance », Camilla, habitante de Boissy-Saint-Léger, propose une définition personnelle : « L'agression, le harcèlement... tout ce qui provoque la peur d'être agressé ». Cette peur, elle émerge dans les quartiers populaires dans différentes situations, telles que la présence du trafic dans certains secteurs, des nuisances sonores la nuit, des enjeux de sécurité routière liés à certaines routes mal entretenues ou à des usages intempestifs de deux-roues, des moments de tensions lors de descentes de police notamment durant le Nouvel An. Ces faits se limitent à certains lieux et à certaines périodes. Cette réalité se situe loin de l'image stéréotypée de quartiers comme « zones de non-droit », où l'insécurité serait une constante créée par la simple présence de bandes de jeunes dans l'espace public.

Par ailleurs, l'insécurité ne se vit pas uniquement dans l'espace public du quartier, sur la route, dans les parcs ou en bas des immeubles. En effet, elle est aussi fortement produite par des problématiques plus interpersonnelles de voisinage, voire à l'intérieur même de l'espace privé (notamment du fait de violences intra-familiales). Ces réalités ne sont pas propres aux quartiers populaires et renvoient à des problématiques sociales plus larges, comme par exemple, celle de la place des femmes dans l'espace privé et public.

Jeunes de quartier et délinquance, une équation inévitable ?

La peur des quartiers populaires s'incarne souvent à travers la figure stéréotypée du «jeune de banlieue», figure visible dans l'espace public, présent en bande, en bas des tours ou dans les parcs publics. Une figure repoussoir et inquiétante pour celles et ceux qui ne seraient pas du quartier. Ces jeunes représentent, dans l'imaginaire collectif, les «classes dangereuses» d'aujourd'hui¹⁶.

Ce lien automatique fait entre jeunesse et délinquance ne se soucie pas de définir réellement qui sont les «jeunes» dont on parle. Surtout, il pose d'emblée deux hypothèses qui doivent être déconstruites: d'une part, que les actes de délinquance seraient nécessairement le fait de «jeunes», et d'autre part, que l'existence de bandes de jeunes dans l'espace public serait en soi productrice d'insécurité.

Définir les «jeunes» des «bandes de jeunes»

Lorsque l'on évoque les formes de délinquance et de nuisance comme le deal, les rodéos urbains, les tirs de mortiers, les «jeunes de quartier» apparaissent toujours de manière implicite comme les auteurs présumés de ces faits. Dans un débat sur l'image des quartiers à La Roche-sur-Yon, un groupe de personnes résume cette idée: «Les groupes de jeunes créent un sentiment d'insécurité».

Selon le service des statistiques du Ministère de l'Intérieur, les actes de délinquance juvénile seraient pourtant en baisse depuis 2016: 17% des personnes mises en cause pour des infractions étaient des mineurs en 2016, chiffre qui diminue de façon continue jusqu'à tomber à 12% en 2024. Néanmoins, les actes violents commis par des mineurs - assassinats, meurtres, coups mortels ou violences aggravées - augmentent sur la même période, passant de 1207 à 2095 en 2023.

**« Les problèmes c'est pas les filles,
c'est 99% les garçons. »**

– Mehmett à Cernay –

Dans le langage commun, ces jeunes délinquants ne sont pas définis clairement. De fait, on devine leur genre mais on ne sait rien de leurs âges, ni si ce sont des jeunes du quartier ou d'ailleurs. En écoutant les paroles des habitant-es, les profils se précisent. D'abord, ceux-ci confirment que l'on a affaire à des hommes. Mehmett, à Cernay, est catégorique: «Ça ne concerne pas les filles, c'est à 99% les garçons. Moi, je sais que j'ai un garçon, si je le laisse traîner dans le quartier, lui il ne fera pas forcément des bêtises, mais si y a des bêtises, il sera dans le coin». Il précise: «De toute façon, il prendra la même chose», soulevant le problème de traitement réservé à l'ensemble des jeunes du quartier par les forces de police¹⁷. Ensuite, à en croire Derya, à Cernay, ces jeunes sont de plus en plus jeunes: «J'ai l'impression que les jeunes qui squattent

sont plus jeunes qu'avant. À l'époque, c'était plus la vingtaine, entre 20-25 ans, allez voire même 30 ans. Aujourd'hui, c'est des 14-15-16 ans, des petits jeunes». Il semblerait ainsi que les jeunes soient pris de plus en plus tôt dans les affaires de délinquance, de squat, de deal, quand bien même cette idée est remise en question par les enquêtes. Selon le sociologue Laurent Mucchielli, «nous avons affaire pour l'essentiel à des adolescents, qui ne sont aujourd'hui ni plus jeunes, ni par ailleurs plus violents que ceux d'hier»¹⁸.

Enfin, plusieurs habitant-es tiennent à préciser un élément important à leurs yeux: les jeunes qui nuisent au quartier ne sont bien souvent pas des résident-es. Pour Fatima, à Roanne: «Les jeunes qui écrivent sur les murs, les voitures brûlées, tout ça, ça vient d'ailleurs», car, selon elle, «c'est pas nos jeunes du quartier qui iraient faire du mal à d'autres familles du quartier!». Sarah le confirme: «Ça vient de l'extérieur. Nous, l'été on reste dehors, les jeunes nous connaissent, on les connaît. Mais si c'est des jeunes qui viennent d'ailleurs, on sait pas ce qu'il se passe». À Cayenne, le groupe d'habitant-es débat autour de la question du sentiment d'insécurité et un habitant précise: «Attention, il y a beaucoup de va et vient aussi. Ce n'est pas nos voisins qui vont nous agresser».

La peur de l'agression n'est pas qu'un problème de jeunes

Un certain nombre de situations, dans lesquelles les habitant-es évoquent cette peur, ne concerne pas les jeunes. Hannah, à Saint-Martin-d'Hères, évoque plutôt des groupes d'hommes alcoolisés: «Le petit clan des hommes très alcoolisés, ils me font très peur. Je les ai déjà vus essayer d'ouvrir une voiture. Ils ont des chiens qui ne sont même pas en laisse, ça m'est déjà arrivé qu'ils courent vers moi...». Un constat partagé par les habitant-es de La Roche-sur-Yon qui évoquent le «coin des alcoo-

**« Le petit clan des hommes très
alcoolisés, ils me font très peur. »**

– Hannah à Saint-Martin-d'Hères –

50

← MJC Centre Social de Saint-Benoît – La Réunion (974)
→ Espace de Vie Sociale Jacarandas – Cayenne (973)



liques devant la supérette qui produit un sentiment d'insécurité».

La présence de chiens dans l'espace public est une autre source d'insécurité qui ne concerne pas spécifiquement les jeunes. Luc, retraité habitant depuis longtemps à Saint-Martin-d'Hères, analyse le changement dans son quartier: «J'ai observé, ces dernières années, l'élevage de chiens violents, je dirais même des chiens de combat. Ils les entraînent pour ça, je ne sais pas à quel point il y a des combats organisés,

à quel point tout ça existe, mais ça donne vraiment cette impression».

Ainsi, les regroupements de personnes en situation d'ébriété, notamment aux abords des commerces du quartier la nuit, d'un côté, et la présence de chiens parfois non tenus en laisse, de l'autre, sont facteurs d'insécurité. Ces phénomènes plus spécifiques permettent de décentrer le regard par rapport à la focalisation sur la seule présence de jeunes hommes dans l'espace public.

Les jeunes du quartier, une présence qui peut rassurer

52

Si la peur dans l'espace public n'est pas que le fait des jeunes du quartier, inversement, il apparaît clairement que toutes les activités des jeunes, même si certaines peuvent effectivement troubler la tranquillité des habitant-es, ne relèvent pas nécessairement de la délinquance. Thérèse, à Roanne, apporte un éclairage différent: «Il ne faut pas confondre délinquance et bêtises d'adolescents. Quand mes enfants étaient jeunes, je pensais qu'ils ne faisaient pas de bêtises... Mais j'ai appris bien des choses quand ils ont eu 20 ans! Comme courir sur la verrière d'une serre... Ils auraient pu se tuer! Ce n'étaient pas des délinquants pour autant». À la MJC de Saint-Benoît sur l'Île de la Réunion, la jeune Louise le confesse: «Moi des fois je traîne dehors un peu... Mais c'est pas pour rien faire! On me dit "Ouais tu traînes dehors" mais moi je fais juste du vélo quoi. C'est comme si "traîner" c'était mal en soi, comme si tout de suite tu allais voler ou quelque chose d'autre!». À celles et ceux que cette présence dérange, les institutions rappellent qu'il n'y a d'ailleurs rien d'illégal à être assis-e sur un banc public pour discuter. À Allonnes, l'animatrice reprend un groupe de femmes qui s'épanche sur le fait que: «On sait pas pourquoi ils traînent, est-ce qu'ils travaillent ces jeunes, est-ce qu'ils ont une vie?». Elle leur

**« Il ne faut pas confondre délinquance
et bêtises de gamins. »**

— Thérèse à Roanne —

répond: «Les regroupements ne sont pas interdits tout de même!». Une des femmes précise: «Non bien sûr, mais c'est vrai que c'est impressionnant. Ce serait mieux s'ils avaient un endroit où se retrouver entre eux». À Vierzon, un homme en rigole: «Je me rappelle, des familles s'étaient plaintes auprès du médiateur parce qu'il y avait des jeunes dans l'espace public. Il est allé les voir, mais qu'est-ce que vous voulez, ils ont quand même le droit d'être là, de s'asseoir, de faire du scooter!». Meriem, à Poitiers, rappelle que cette réalité quotidienne est bien loin de l'imaginaire qui circule autour de cette présence: «Ça parle tout le temps de rixes, mais c'est faux, il peut y avoir des embrouilles parfois, mais voilà, ça s'arrête là. Ils essaient de détourner la réalité avec leurs mots».

«C'est comme si "traîner" c'était mal en soi.»

– Louise à Saint-Benoît sur l'Île de la Réunion –

Pour les habitant-es, en général, la présence des jeunes dans l'espace public n'est pas vue de manière négative, une fois les premières appréhensions passées lorsque l'on s'installe dans le quartier. Une femme d'Alonnes résume cette idée: «Les jeunes qui sont là entre eux, peut être juste pour se voir, discuter, c'est vrai que c'est impressionnant mais ça veut pas dire que, voilà... ils ont juste envie d'être tranquilles entre eux...».

Une fois que les habitant-es connaissent ces jeunes, et sont connu-es et reconnu-es par eux, le sentiment de peur s'estompe

pour, bien souvent, laisser place à du respect mutuel. C'est ce que ressentent Fatima et Dalila à Salon-de-Provence: «Je ne sais pas ce qu'ils font là ces jeunes... mais je sais qu'ils sont gentils avec nous, aident à porter les courses. Ils sont respectueux»; «C'est vrai, ils ne nous ont jamais fait peur, certains nous appellent "tata"!». Sarah dit la même chose à Oyonnax: «Je sors tous les jours à 4 heures du matin. Des fois, je croise des jeunes, ils sont respectueux. Ils sont dehors, ça ne veut pas dire qu'ils vont faire des bêtises». Par ailleurs, ces embrouilles, quand elles ont lieu, restent entre jeunes et ne visent pas, en général, le reste de la population. Une femme de Villiers-le-Bel présente ses observations: «Ils ont toujours été très respectueux avec moi, mais après, je les entends entre eux, les gros mots, ça n'arrête pas! Même quand ils sont dans leurs problèmes, leurs bagarres, ils voient une maman passer, ils s'arrêtent et c'est tout de suite "est-ce que vous avez besoin d'aide?"».

53

Un constat partagé : la présence du deal

Dans l'espace public, la présence du deal est constatée dans la majorité des rencontres, que ce soit dans des zones spécifiques du quartier, souvent à l'abri des regards ou à l'abandon, voire parfois dans les halls d'immeubles. La consommation produit des nuisances pour le voisinage, comme l'indique un habitant à Saint-Martin-d'Hères: «J'aimerais pouvoir respirer, ouvrir ma fenêtre, mais je peux pas avec le point de deal en dessous. Donc j'ai besoin de respirer!». Mehmett à Cernay fait le même constat: «Le problème, c'est pas les jeunes qui squattent, c'est qu'ils sont là pour fumer. Ça remonte dans les appartements, ça touche tous les gens du rez-de-chaussée mais aussi dans les premiers étages».

Quant à savoir si cette présence est inquiétante, les habitant-es répondent plutôt

par la négative. Les personnes qui dealent dans le quartier y résident en règle générale et sont à ce titre connues, comme le rappelle Marina à Pau: «On a des dealers ici, oui. Moi je les ai connus tout petits, ils ont jamais agressé personne. On sait que ça tourne dans le quartier, mais ils nous

«Les dealers ici, je les connais depuis tout petit, ils ont jamais agressé personne.»

– Marina à Pau –



54

↑ Centre Social Tunnel-Château – Vierzon (18)

Centre Social Gisèle Halimi
– Allonnes (72) →



connaissent, nous respectent, il y a toujours un "bonjour madame", même si on sait ce qu'ils font». À Vierzon, Anna constate la présence du trafic mais ne craint pas pour sa sécurité: «Il y a beaucoup de dealers. Ils ne sont pas méchants, je n'ai jamais eu de problèmes avec eux, rien, donc je ne me sens pas en insécurité».

Benoît sur l'Île de la Réunion, Felsha, adolescente du quartier, souhaite attirer l'attention: «J'ai vu quelqu'un dans le quartier se faire arrêter à cause du *Zamal* [nom donné au Cannabis sur l'Île de la Réunion]. Les adolescents qui commencent à fumer, ne voient pas la gravité de la chose. Cela crée de la violence. Ils ne sont pas conscients de ce qu'ils font.»

« Les adolescents qui commencent à fumer ne voient pas la gravité de la chose. »

– Felsha à Saint-Benoît sur l'Île de la Réunion –

Le trafic peut amener son lot de tensions, mais plutôt en présence de personnes extérieures au quartier. À Poitiers, Karine n'est pas rassurée, même si elle sait que les jeunes ne seront pas agressifs envers elle: «Même si ceux qui sont là ne sont pas agressifs en soi, mais il suffit qu'il y ait une interaction entre eux et des groupes extérieurs et que nous on se retrouve au mauvais endroit au mauvais moment comme on dit». Elle aimerait qu'il n'y ait plus de trafic, car, selon elle: «Sans ce point de deal, on serait en sécurité, c'est dommage».

À l'inverse, certain-es évoquent le fait que les dealers n'ont aucun intérêt à se mettre à dos la population et à attirer l'attention de la police. Un jeune, à Villiers-le-Bel, l'explique clairement: «Les vols de sacs, tout ça, c'était avant. Aujourd'hui, la priorité, c'est de faire de l'argent. Qui va t'agresser?». Luc, à Saint-Martin-d'Hères, fait le même constat: «Mon sentiment c'est qu'on donne aux dealers l'ordre de foutre la paix à la population, d'avoir le moins d'accrochages possibles». Ainsi, la présence du trafic pourrait, de manière paradoxale, apporter une certaine forme de paix sociale en canalisant les jeunes dans des business qui ont tout intérêt à ne pas faire de remous auprès du reste de la population.

Des business qui, par contre, peuvent être destructeurs pour les jeunes eux-mêmes. C'est sur ce point que, à la MJC Saint-

Des espaces qui font peur: une micro-géographie de l'insécurité?

Lorsqu'ils évoquent un sentiment d'insécurité, les habitant-es ne parlent jamais de l'espace du quartier dans son ensemble. Halls

d'immeubles, caves, parcs abandonnés, zones isolées... Ils ciblent généralement très spécifiquement certains lieux.

56

Lieux de regroupements, lieux isolés : deux sources d'inquiétude

Parmi les lieux les plus mentionnés, on retrouve des endroits dans lesquels beaucoup de personnes se regroupent, comme les arrêts de transports en commun, des places ou devant des commerces, pouvant produire de l'inquiétude¹⁹. À Saint-Martin-d'Hères, un homme évoque bien cette micro-géographie: «Quand je suis à Chamberton, je me sens en sécurité, tranquille. Mais dès que j'arrive vers le tram ou vers la Poste, je fais plus attention». À Allonnes, le groupe d'habitant-es cite les lieux qui produisent de l'insécurité et évoquent «la poste, la place du Mail, des endroits où il y a des regroupements avec beaucoup de jeunes et où on peut avoir peur». À Poitiers, Karine explique que: «Plus personne ne va au tabac, c'est intimidant, il y a des dealers,

des consommateurs, ils sont nombreux. C'est risqué».

À l'exact inverse, l'insécurité peut être ressentie justement dans des zones moins visibles, à l'abri des regards, où certain-es se regroupent parfois. Saïda vivait dans un

« Dès que j'arrive vers le tram ou vers la Poste, je fais plus attention. »

– Un habitant lors des échanges à Saint-Martin-d'Hères –

secteur de son quartier, derrière un garage, qui était le lieu où les jeunes du quartier venaient « faire des bêtises ». Depuis, elle a déménagé à côté de l'école: « Ici, il y a l'école, ils ne vont rien faire. Mais là-bas, derrière les garages, c'était une catastrophe, ils cassaient, ils fumaient, il y avait toujours la police qui venait... ». À Chennevières-sur-Marne, il y a une colline un peu à l'écart du quartier du Bois l'Abbé, qui donne son nom au centre social. Malgré les activités orga-

nisées par le centre, cela reste un lieu mal vu par les habitant·es du fait de son passé sulfureux, comme le rappelle le salarié qui anime la rencontre: « Il y a 20 ans c'était un lieu de deal, de drogue dure, avec beaucoup de consommation. Aujourd'hui, certaines femmes se sentent pas à l'aise d'aller en famille à la Colline, le week-end, en soirée. Dès qu'il n'y a pas des activités proposées par le centre social ou par l'église, les gens ne se sentent pas en sécurité ».

« J'ai peur de rentrer dans mon immeuble de temps en temps, quand il y a le squat »

La présence de personnes dans les halls d'immeubles et dans les caves est également un phénomène souvent mentionné dans les diverses rencontres. Dalila, à Boissy-Saint-Léger, explique que les dealers peuvent profiter de ces lieux car « ils ont le confort et c'est aussi un endroit facile pour s'échapper quand il y a la police ».

Cette présence est souvent vécue avec crainte pour les résident·es. « Il y a une personne qui squatte dans la cave, on a peur », indique une personne à Pithiviers. Marina à Pau raconte: « Ils ont défoncé les portes des caves, et ils ont rien volé! Bon moi depuis j'ai laissé toutes mes affaires, qu'ils se servent, ça m'évite un passage à la déchetterie ». Elle rigole de cette situation, puis reprend, plus sérieusement: « Ma fille m'a dit "tu descends plus à la cave toute seule". Et bon c'est vrai qu'en plus les caves, c'est lugubre, ça fait flipper ».

Derya, à Cernay, vit la même inquiétude: « J'ai peur de rentrer dans mon immeuble de temps en temps, quand il y a le squat. Quand je passe par la cave, je remonte, j'ouvre la porte et les jeunes sont là en train de fumer, ils prennent nos poussettes pour s'installer dedans. On rentre dans une pièce et on se retrouve avec dix jeunes comme

ça, sur le coup, ça fait peur quoi ». Cette présence impressionne et s'accompagne de nuisances, lorsque les jeunes consomment, qu'ils laissent les lieux dans un mauvais état après leur passage, voire qu'ils le salissent, comme s'en plaint une femme à Allonnes: « Je sais qu'ils font pipi dans le hall et ça les dérange pas! Ce n'est pas possible ça! ».

« Les mêmes jeunes qui squattent, c'est les jeunes qui viendront nous aider. »

— Ymen à Cernay —

Ces nuisances affectent le quotidien des résident·es de ces immeubles, quand bien même ces jeunes ne sont pas agressifs, comme tient à le rappeler Ymen: « Ces jeunes qui squattent, ils sont polis, ils demandent comment ça va avec les enfants, si j'ai besoin d'aide pour les courses... ». Elle conclut: « C'est une balance en fait, les mêmes jeunes qui squattent, c'est les jeunes qui viendront nous aider. » Mehmatt

lui répond : « Oui, mais il y a quand même du squat et c'est un problème ».

Pour mieux comprendre ce phénomène et trouver des solutions avec les squatteurs qui ne seraient pas uniquement répressives, le groupe d'habitant-es réuni à Cernay finit par se dire qu'il faudrait aller à leur rencontre, organiser un temps avec eux pour leur donner la parole et, pourquoi pas, réaliser un film sur leur quotidien.

À Oyonnax, Sarah raconte une anecdote un peu particulière concernant son hall d'immeuble. Alors qu'un projet de rénovation urbaine est pour le moment laissé en suspens et que l'immeuble ne fait plus l'objet d'aucun travaux d'entretien, une porte reste manquante et non remplacée dans le hall d'entrée : « On s'est tout de suite dit que les jeunes allaient squatter là, qu'il fallait fermer ! ». Et un dimanche, elle rentre de

balade et tombe sur un profil de squatteurs un peu particulier : « C'était des petites filles qui s'étaient installées là. Elles ont mis un bureau, elles ont mis des poupées et personne n'y a touché ! C'était vraiment le club des petites filles, ça faisait comme une maison de poupées, il y avait du rose de partout, il y avait des licornes qui étaient accrochées. En fait c'était vraiment extraordinaire. Quand j'ai vu ça j'avoue que je ne l'ai pas signalé, j'ai trouvé ça tellement super. À chaque fois, on se dit c'est les garçons qui prennent l'espace, et ben là c'est les filles qui avaient pris l'espace. Elles ont ramené du matériel, des petites chaises, le bureau, et puis en même temps les garçons qui squattent à côté n'ont rien touché ». Les halls d'immeubles peuvent donc aussi être appropriés de manière plus positive, sans que cela ne vienne nuire au voisinage.

58

Les deux-roues, vecteurs d'insécurité routière

Bien que moins mentionnée, la question de la sécurité routière reste cependant un sujet important pour certain-es. Sont mentionnés, en premier lieu, les comportements dangereux. Des personnes en deux-roues circulent dans le quartier et peuvent effrayer les passant-es, par exemple à Roanne dans un parc, comme le raconte Thérèse : « Il y a un parc privé derrière chez moi. Les mobylettes le traversent très vite, alors qu'il y a des enfants en train de jouer. Ils roulent vite, ils font les zouaves, c'est épouvantable ».

« Le vrai problème, c'est les trottinettes. Ça godille entre le feu rouge et le trottoir. La nuit, on ne les voit pas. »

– Marie-France à Carmaux –

Ces passages à vive allure sont parfois définis comme des « rodéos urbains », comme cette femme, à Allonnes, qui explique en quoi cela provoque de l'insécurité : « Il y a le bruit, mais il y a aussi la peur, ils pourraient percuter un gamin ! Et c'est même dangereux pour eux-mêmes en réalité ». Khadidja à Chennevières-sur-Marne exprime que son sentiment d'insécurité vient de là : « Les seuls faits de délinquance dont j'ai été témoin, c'est les rodéos urbains, la moto. Le reste, comme le deal, ça m'inquiète mais je le vois pas vraiment ».

Certaines sections de la route sont aussi vues comme dangereuses, à l'image d'un rond-point à Tergnier, avec très peu de visibilité, comme l'explique Marianne : « Au niveau du rond-point, les gens arrivent vite et tournent large. Du coup, on a peur de passer par là, on évite ce trajet ».

Enfin, plus récemment, c'est l'irruption des trottinettes électriques, que l'on retrouve autant sur la route que sur les trottoirs, qui

↓ Centre Social Terre en couleurs – Pithiviers (45)



59



← Centre Social La Colline –
Chennevières-sur-Marne (94)

crée du danger. Les habitant-es de Carmaux et de Saint-Martin-d'Hères font des témoignages similaires, de trotinettes qui «godillent entre le feu rouge, le trottoir», que l'on ne voit pas la nuit, et qui passent «juste devant mon immeuble, à vive allure!». À plusieurs reprises, certaines per-

sonnes évoquent le fait qu'elles ont ainsi failli se faire renverser.

En définitive, c'est surtout la vitesse excessive des deux-roues et leur utilisation en-dehors de la voirie, qui constituent, dans la grande majorité des cas, le problème de la sécurité routière dans les quartiers populaires.

Des moments qui font peur: une chronologie de l'insécurité

60

Le sentiment d'insécurité se joue dans des endroits spécifiques, mais également lors de moments particuliers. Que ce soit entre le jour et la nuit ou en fonction des saisons,

il y a un rythme spécifique à la vie du quartier qui produit plus ou moins de sérénité dans l'espace public.

Le jour ou la nuit, l'été ou l'hiver: l'influence de la période sur le ressenti

Si la journée, l'espace public est plutôt pacifié, la nuit, il fait l'objet de craintes de la part des habitant-es, car, comme l'indique une habitante à Saint-Martin-d'Hères: «La journée, il n'y a personne au point de deal, ils y sont plus le soir donc on est plus en insécurité». De fait, elle ne sort plus le soir, conseillée par sa famille: «Mes enfants ne veulent plus que je rentre le soir tard chez moi». Une autre mère de famille, à Vierzon, dit devoir adapter

son mode de vie, chez elle, pour rassurer ses enfants: «Je laisse la lumière allumée dans la chambre de mes enfants, comme ça ils n'ont pas peur lorsqu'ils se réveillent à cause des cris dehors à trois heures du matin». L'occupation, parfois bruyante, de l'espace public la nuit peut inquiéter.

Cette question de la nuisance sonore la nuit fait l'objet de débats entre habitant-es. Saïda, qui réside dans le même immeuble qu'Aïcha,

rappelle que la question du bruit est aussi un enjeu d'isolation: «Il faut dire qu'on entend tout dans nos appartements, les cloisons sont trop fines. Mes voisins s'ils marchent dans leur appartement la nuit, j'entends. On entend tout». Fatima, à Saint-Benoît sur l'Île de la Réunion, apporte un témoignage similaire: «On vit les uns sur les autres, et ça j'aime pas. Lui il met sa musique, l'autre il entend tout [...]. Il faudrait des logements plus espacés ou plus d'isolation».

« Mes enfants ne veulent plus que je rentre tard le soir chez moi. »

– Une habitante lors des échanges à Saint-Martin-d'Hères –

La présence des jeunes dans l'espace public, et certaines incivilités qu'ils peuvent commettre, sont également rythmées par les saisons, comme le rappelle Nour à Aulnay-sous-Bois: «C'est surtout l'été, les nuisances, les rodéos. L'hiver ils ont froid, c'est dans les parkings, mais l'été, jusqu'à 23h, minuit, une heure, deux heures...». Aïcha, au Chambon-Feugerolles, le confirme: «L'hiver, ils dorment comme un escargot! Mais l'été ça bouge, pour dormir, il faut tout fermer sinon, avec les voitures, les motos, oh la la...». Néanmoins, l'animation de l'espace public avec l'arrivée de l'été est vue de manière positive par certaines, comme Anna et Fatima à Vierzon. Lorsque la première se plaint du manque d'activités dans le quartier, la seconde lui répond: «Oui, c'est joie dans l'été et tristesse en hiver».

L'été, la nuit est aussi un moment d'échanges, dont Dominique fait l'expérience à Cernay: «L'été, le soir ils font du thé à la menthe. Alors moi, je descends avec mes gâteaux. Un garçon m'a dit un jour "des gâteaux, du thé à la menthe, comme au bled!" Voilà, moi je suis sur le trottoir et on boit, on discute et je suis acceptée». Alors que d'autres personnes autour de la table se plaignent des nuisances, son voisin abonde en son sens: «Bah oui,

l'été, c'est quand même mieux quand tout le monde est dehors».

L'occupation de l'espace public, la nuit pendant l'été, fait l'objet d'un long échange dans le groupe de femmes réuni à Vierzon. Ces mères de familles évoquent notamment la question de la place des enfants, dehors le soir et Lucie ne comprend pas que des jeunes puissent rester dehors jusque tard dans la nuit. Elle explique: «Moi mes enfants, même l'été, à 19h30, ils sont au lit!». Fatima rebondit sur le ton de l'humour: «À 19h30 moi ils ont même pas encore pris le goûter!». Tout le monde rigole autour de la table, puis la conversation reprend avec Anna: «Je crois que c'est dans la culture aussi. Moi je suis française, mon papa il était marocain et dans la culture arabe, les enfants se couchent très tard. Je me rappelle l'été, les enfants étaient avec nous jusqu'à 1h, 2h du matin, pour eux c'est normal et moi ça ne me choque pas en fait quand je vois les enfants dehors, avec les parents évidemment!». L'animatrice poursuit la discussion: «C'est aussi qu'il fait chaud dans les logements» et tout le monde approuve. Fatima explique que, parfois, elle aimerait «pouvoir rester à la maison, me reposer, mais non, il fait chaud et puis de toute façon mes enfants c'est tout de suite "quand est-ce qu'on va dehors?" ». Et Anna conclut: «C'est pas que ici, je me rappelle dans la ZUP à Blois, c'était pareil, il y avait beaucoup de marocains, d'algériens et la nuit, tout le monde était dehors avec le thé, et voilà!».

« C'est joie dans l'été et tristesse en hiver. »

– Fatima à Vierzon –

Ces différentes perceptions de l'occupation de l'espace public, le jour et la nuit, l'été ou l'hiver, renvoient à deux dimensions. Premièrement, l'occupation de l'espace public peut être perçue comme une menace ou au contraire comme une aménité



62

↓ AAGESC — Salon-de-Provence (13)

Maison de quartier de la Liberté
— La Roche-sur-Yon (85) →



pour le quartier en fonction des formes que prennent cette présence, des moments et des habitudes familiales, sociales et culturelles des personnes. Trainedehors, l'été, jusque parfois tard le soir, c'est à la fois ce qui produit de la vie collective, de la joie, du partage et ce qui peut amener des nuisances et un sentiment de peur. Deuxièmement, la problématique des nui-

sances liées à l'occupation de l'espace public est également un problème urbanistique et architectural : les logements sont à la fois trop petits pour permettre de s'occuper à plusieurs à l'intérieur, trop mal isolés thermiquement pour pouvoir rester chez soi l'été et trop mal isolés phoniquement ; ce qui participe à produire de la gêne liée à des nuisances sonores²⁰.

Des événements marquants qui laissent des traces

Le sentiment de sécurité et d'insécurité n'est pas uniquement rythmé par les saisons. Il est également produit par des « moments » spécifiques, des événements, des expériences, individuelles ou collectives, qui laissent des traces dans l'inconscient de celles et ceux qui les vivent. À Salon-de-Provence, Salif résume la situation : « On sait qu'il y a une problématique sur le quartier mais ce n'est pas énorme, tout se passe bien. C'est quelques fois, il ne faut pas en faire tout un fromage, c'est pas comme si c'était la zone à risque ». Rares ou fréquents, les événements qui arrivent sur le quartier ont néanmoins un impact sur les habitant-es.

Il y a d'abord les actes délinquants dont certaines ont été victimes comme un homme qui explique s'être fait rayer sa voiture, à Saint-Martin-d'Hères. Mais parmi les délits, ce sont surtout les vols qui sont évoqués. Un jeune et une femme constatent la fréquence des vols dans leur quartier à Villiers-le-Bel.

« On dit qu'il y a un problème sur le quartier, mais c'est des cas à part, de temps en temps. »
— Salif à Salon-de-Provence —

Celle-ci commence en expliquant que : « J'ai vu un vol en direct, d'un téléphone ! Depuis je ne sors jamais mon téléphone », et lui enchaîne : « Ma mère, elle s'est fait voler son téléphone, mais combien de fois ? Je compte plus, au marché, dans le train, tout

« Il lui a montré son couteau et lui a dit "Donne-moi ton téléphone" »
— Une habitante lors des échanges à Pithiviers —

le temps... ».

Certaines expériences de vols sont plus violentes et laissent des traces et une crainte dans la durée pour les victimes. Une femme, à Pithiviers, raconte ce qui est arrivé à sa nièce : « Il y a un jeune à côté des magasins, il était avec son copain et ma nièce revenait du collège. Il lui a montré son couteau et lui a dit "Donne-moi ton téléphone". Elle n'a pas de téléphone donc finalement ils l'ont laissée tranquille, mais elle a pleuré en rentrant, elle était choquée. Il n'y avait pas ça avant à Pithiviers ». Mélanie, à Allonnes, a également été victime d'une agression dans le cadre d'une tentative de vol : « J'ai été victime d'agression, je sortais le chien de ma fille, cinq jeunes ont arrêté la voiture

et ont voulu embarquer le chien, moi je suis rentrée à la maison, j'ai eu trop les boules!». Ainsi pour certain-es, les vols, et notamment les vols à l'arrachée, sont une source d'insécurité importante, à la fois pour les dommages causés et pour le traumatisme de l'expérience. Les victimes de ce type de délit sont plus à même de se considérer en insécurité, et de dire, comme Mélanie à Allonnes ou comme la tante de la jeune fille agressée à Pithiviers, que le quartier se dégrade.

« Le 31 décembre, c'est un peu la hantise, on a toujours peur. »

– Karine à Poitiers –

Outre ces expériences individuelles, certains événements collectifs contribuent à produire de l'insécurité. Comme l'indique une habitante à Aulnay-sous-Bois: «Les gens appréhendent les tensions extérieures, quand bien même cela n'a pas forcément lieu là tout de suite, ça a déjà eu lieu, et donc ils appréhendent».

Dans les quartiers, certaines nuits agitées peuvent tourner à la démonstration de force, donner lieu à des coups de tirs de mortier ou de voitures brûlées. Par exemple, le jour de l'an revient à plusieurs reprises dans la bouche des participant-es comme une source d'angoisse. À Salon-de-Provence, les animateurs du centre social ont dû organiser un accompagnement des femmes restées au centre social pour célébrer la nouvelle année. Fatima s'en souvient: «Les animateurs m'ont raccompagnée jusqu'à la porte de la maison. C'était atroce. Ils étaient en train de tout brûler». Karine, à Poitiers, raconte la crainte de savoir ses enfants dehors ce soir-là: «Le 31 décembre, c'est un peu la hantise pour tous, pour les parents, on a toujours peur».

Ces moments laissent des traces physiques sur le quartier, mais aussi dans les esprits des habitant-es, d'autant plus lorsqu'ils sont répétés. Madeleine, à Saint-Benoît sur l'Île

de la Réunion, a ainsi le sentiment que: «Tout est tout le temps en train de casser, ce n'est pas la bonne solution!». Fatiha, à Oyonnax, fait une remarque similaire: «Les feux d'artifice, des fois, j'ai l'impression que c'est n'importe quelle heure, n'importe quel jour, à tel point que j'ai demandé à mon fils "mais les quartiers, c'est comme ça qu'ils parlent entre eux c'est ça?"».

Dans les cas les plus graves, des règlements de compte entre quartiers, avec parfois des coups de feux, peuvent entraîner, dans les cas plus tragiques, des morts. Sonia, à Aulnay-Sous-Bois, témoigne: «Il y a eu beaucoup de règlements de compte dans ce quartier, il y a eu dernièrement des coups de feu, il y a eu des meurtres au pied de nos fenêtres, des fois en plein jour, au moment où les enfants rentrent de l'école!». Fatima, à Roanne, fait un constat similaire: «On a eu beaucoup d'événements ces deux dernières années, dans le quartier et à Roanne en général, une personne s'est faite tuer, j'ai le sentiment qu'on ne vivait pas, chez nous, ces faits divers auparavant». Un sentiment qui n'est peut-être pas sans fondement statistique: depuis la moitié des années 2010, ce type d'infraction est en augmentation en France (tous territoires confondus), que ce soit les homicides (+1% par an) ou les tentatives d'homicide (+8% par an)²¹— quand bien même la libération de la parole des victimes et de leur propension à porter plainte explique en partie cette hausse spectaculaire.



Les violences urbaines de 2023: la peur et les explications



Parmi les événements récents, les violences urbaines de l'été 2023 suite au meurtre de Nahel, tué par un policier à Nanterre, sont revenues à de nombreuses reprises. L'intensité des violences commises, et le fait qu'elles ne soient pas localisées uniquement dans les quartiers de grands ensembles plus habitués à ce type de révoltes, a beaucoup fait réagir.

À Oyonnax, un résident du quartier de la Forge raconte: «Les feux d'artifices arrivaient jusqu'à nos fenêtres. Là on a eu peur, c'est le seul moment où je me suis dit "ça y est, Oyonnax est parti en cacahuètes"». Karine à Poitiers, raconte, encore émue, son expérience: «Je l'ai vécu en direct, et j'ai vu jusqu'où la colère pouvait aller, c'était très choquant, pour moi et pour ma famille. Le quartier était encerclé, on ne pouvait plus sortir et les pompiers ou la police ne pouvaient pas entrer. Et nous, on voyait les grosses fumées noires et on se demandait ce qu'il allait se passer... Le lendemain au réveil, c'était apocalyptique, j'ai mis beaucoup de temps à m'en remettre, je suis arrivée au travail et j'ai pleuré parce que j'ai eu très peur. Et si mes enfants avaient été dehors à ce moment-là?». Dans un autre groupe, des jeunes filles discutent de ce qu'elles ont ressenti pendant les soirs de révoltes. Certaines ont eu peur pour elles, pas loin des tirs de mortier, pendant que d'autres voyaient cela au loin et n'étaient pas touchées de la même manière: «Sur le coup ça paraissait éloigné», raconte l'une d'entre elles, «on était presque excitées de voir ce qui se passait, ça tournait en stories! Mais on trouvait pas ça dangereux. Même si après il y a eu plein d'inconvénients».

Les habitant-es ne condamnent pas la cause menée, au contraire. Même Karine, à Poitiers, pourtant extrêmement marquée par ces nuits de violences, a participé à une

marche: «On a fait une marche par rapport au jeune homme qui avait été tué, on voulait dire non à la violence et on voulait pas plus de violence en réponse à la violence».

Si le sentiment de révolte est partagé, ce sont plutôt les modes d'action employés qui suscitent de la colère. À Poitiers et à Aulnay-sous-Bois, la configuration des échanges a permis à des groupes de jeunes de discuter entre eux. La parole se libère alors et les débats sont âpres. Puisque les émeutiers s'en sont pris au quartier, à ses commerces, certaines remettent en question le caractère politisé, revendicatif, de la démarche chez ceux qui ont participé à ces dégradations. La colère envers la police, envers le gouvernement, ne serait qu'un prétexte. D'autres refusent ces discours, expliquant que c'est la seule manière de se faire entendre.

« Il y a cette colère parce que personne ne les écoute [...] Œil pour œil, comme on dit »

– Une habitante lors des échanges à Aulnay-sous-Bois –

À Poitiers, une des jeunes femmes commence: «C'est juste de la hype, de l'envie de suivre la hype. Quand ils attaquent la Poste, ils pensent pas à leurs mamans qui ont besoin de la Poste». Sa voisine exprime son désaccord: «De toute façon, ils savent que les médias vont pas les écouter. Là, au moins, on parle d'eux». Une troisième regrette le manque de ciblage des actions menées: «Nahel, celui qui l'a tué c'est un policier, donc faut casser les postes de police, c'est pas la Poste qui est responsable, c'est pas le réparateur de téléphones qui a fait ça!». ...



... À Aulnay-sous-Bois, Leïla expose son avis: «Je pense que les jeunes se sont cachés derrière cette souffrance, pour pouvoir justifier des actes. Ils ont envie de casser pour casser. Au bout d'un moment, c'est devenu un prétexte. Brûler un magasin où les voisins, les parents vont faire des courses, tu pénalises tes parents, tes voisins, tu ne

pénalises pas le gouvernement! Comment tu justifies cette colère-là?». Une autre jeune femme lui répond: «C'est une colère parce que personne les écoute. Quand t'es en colère, t'es énervé contre tout, le gouvernement, tout ce que tu veux, en fait, ils ont trouvé un moyen. Ils se sont pris à ça. Œil pour œil comme on dit.»

66

L'insécurité, c'est aussi chez soi

Dans les quartiers populaires, lorsque l'on pense aux questions d'insécurité, les images de violences urbaines ou encore de deal viennent facilement en tête. Néanmoins, les habitant-es évoquent d'autres phénomènes qui provoquent de la peur, et qui ne sont pas spécifiquement liés aux territoires populaires: l'insécurité dans l'es-

pace privé – que ce soit celui de l'immeuble ou de la résidence avec les problématiques de voisinage – ou à l'intérieur même de son appartement, avec notamment l'existence de violences intra-familiales. L'irruption de violences dans l'espace privé est ainsi évoquée à de nombreuses reprises.

Les problèmes de voisinage comme source d'inquiétude

Les habitant-es évoquent parfois leurs voisin-es de manière positive, comme une source d'entraide, et parfois de manière

relativement neutre, lorsqu'ils et elles les connaissent peu. Néanmoins, lorsqu'à Saint-Benoît sur l'Île de la Réunion, l'anima-

↓ ACSA – Centre Social du Gros Saule – Aulnay-sous-Bois (93)



← Centre Social Camille Claudel
– Villiers-le-Bel (95)





Dans les quartiers populaires, moins de cambriolages



Parmi les craintes que l'on peut avoir chez soi, la peur des cambriolages peut être source d'insécurité. Néanmoins, les habitant-es rencontré-es évoquent très peu ces situations. Et pour cause: elles touchent très peu les quartiers prioritaires de la politique de la ville, en moyenne deux fois moins qu'ailleurs. On recense 2,2 infractions pour 1000 habitant-es en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), pour 4,5 pour 1000 dans des villes, hors QPV²².

Les maisons volées se situent donc plutôt en-dehors des QPV, comme le rappelle un habitant à Pau: «Les cambriolages, c'est à Pau, mais c'est surtout dans l'agglomération». Marina apporte une précision: «Les gens, ils vont cambrioler à la campagne». À Allonnes comme à Pithiviers, des cambriolages sont évoqués, mais par des résident-es de quartiers hors QPV. Hors des zones urbaines denses, les résidences sont relativement isolées et donc les cambriolages sont plus discrets, moins risqués.

Avec les cambriolages, ce sont aussi les arnaques par démarchage qui visent plutôt des secteurs moins denses. Celles-ci

semblent toucher plus fortement les personnes âgées en campagne. Toujours à Pau, une habitante explique: «Les démarcheurs, c'est un vrai problème. C'est arrivé à ma belle-mère dans le Cantal. Pour refaire ta toiture ça te fait des factures à 4000 euros alors qu'il y a un toit bouché parce que c'est des personnes âgées, la différence entre le Franc et l'Euro, même certains sont en anciens Francs, ça parle de millions, ils ne savent pas, ils sont perdus! Nous les démarcheurs on ne leur ouvre plus».

Néanmoins, les habitant-es de ces territoires développent leurs propres moyens de prévention, notamment via les réseaux sociaux. À Allonnes, comme à Pau, les personnes évoquent des groupes sur Facebook ou Whatsapp où tout le monde se prévient dès qu'il se passe quelque chose, comme l'explique Marina: «Je vois sur Facebook, les gens de mon bled, quand t'as une voiture qui n'a rien à faire là tout le monde le sait! "Attention, telle voiture, tel camion, tels démarcheurs pour la cheminée", et ça diffuse tout ça.»

trice demande aux 14 personnes réunies lors d'une des rencontres celles qui ont déjà eu des affaires de voisinage, 10 personnes lèvent la main.

À Vierzon, Pau, Cernay, Allonnes ou encore Poitiers, les anecdotes de problèmes de voisinage fusent. Nirmala, à Poitiers, parle de son voisin: «Le monsieur qui vit juste en face de chez moi, il est souvent bourré. Même s'il est très gentil, il va se passer quelque chose un jour, parce qu'on sait ja-

mais jusqu'où il peut aller. Un jour, il a brûlé sa boîte aux lettres, des fois, il crie tout seul. C'est comme ça depuis que sa femme l'a quitté». Fatima, à Vierzon, s'exprime sur le sujet: «Moi, l'insécurité, c'est juste à cause des nouveaux voisins. La nuit, quelqu'un vient, je ne sais pas si c'est son ex, son conjoint, mais il tape la porte, la porte du bâtiment... Je me sens en insécurité quand je croise ce monsieur quand je vais à la boîte aux lettres». À Cernay, Ymen assure

que son voisin « a complètement pétié les plombs. Je vois du sang sur sa porte! J'ai dû appeler les ambulances, il est devenu dingue. Et quand on le croise, il insulte. J'ai peur, ma fille a peur quand elle va à l'école... ».

Face à cette situation, Ymen se désole que rien ne bouge : « Ils ne font rien, rien du tout, ni la police, ni le bailleur... ». Le manque de traitement de ces problématiques de voisinage est un véritable problème, comme l'explique Suzanne à Allonnes : « On a un sérieux problème avec un locataire de l'immeuble qui casse des portes, qui jette des choses par la fenêtre, on a fait des pétitions, etc, mais ça donne rien, il continue et les bagarres le week end, c'est la folie chez lui. On a tout fait avec le bailleur social, ça ne donne rien. La loi devrait pourtant être pareille pour tout le monde ».

Ces problèmes de voisinage sont en grande majorité des problèmes d'hommes, dans le cadre de relations de couple, que ce soit un ancien compagnon ou le conjoint jaloux dont parle Fatima à Vierzon ou le voisin de Nirmala à Poitiers qui a un comportement dangereux pour lui et les autres depuis qu'il a perdu sa femme.

En 2022, 373 000 femmes ont été victimes de violences physiques, sexuelles et/ou psychologiques par leur conjoint ou ex-conjoint, cohabitant ou non²³. Un chiffre qui pourrait être encore très éloigné de la réalité, comme l'explique Jeanne à Pau : « Ils tiennent pas compte des agressions dans les ménages. La femme se fait taper par son mari, elle porte pas plainte, et bah c'est pas répertorié. C'est ce qu'il s'est passé avec moi ».

Les violences intra-familiales, l'insécurité jusque dans l'espace privé

Comme Jeanne, certaines femmes prennent la parole pour évoquer les violences intra-familiales, qu'elles observent dans leur entourage ou qu'elles subissent. Selon une habitante à Saint-Martin-d'Hères, ce n'est pas dehors et donc dans l'espace public, que le danger est le plus grand : « Je fais des voyages à vélo, je ne me sens jamais en insécurité. Et quand les gens me disent, mais vous n'avez pas peur, je dis bon, on est plus en danger dans la maison avec son conjoint que seule dans la rue... ». Lorsqu'on lui demande si elle se sent en insécurité, Anna à Vierzon répond, en restant aussi évasive que possible : « Moi je vais dire que je me sens en sécurité, oui, mais en insécurité propre à une seule personne, mais c'est pas le débat, c'est une autre histoire. Il n'y a que cette personne qui m'insécure ». Dans son groupe de discussion, sur les trois femmes présentes, deux finissent par dire que les violences conjugales sont le premier élément qui leur vient en tête lorsqu'on leur

mentionne la question de l'insécurité. De par leur profession, leurs engagements ou tout simplement leurs connaissances, certaines personnes observent cette violence privée, cachée derrière la porte des maisons et des appartements. Marianne à Tergnier évoque son engagement bénévole : « Je rencontre beaucoup de femmes qui se font violenter par leur conjoint, qui n'en parlent pas par peur d'être en danger, que le mari ou l'ex-conjoint le découvrent. Elles ont peur pour leurs enfants également. Je ne sais pas quoi faire pour aider ». À Aulnay-sous-Bois, Leïla agit dans une association. Elle raconte la période du COVID²⁴ : « Le confinement, ça a aussi accentué la violence. Nous, pendant ce moment-là, on avait une association, on aidait des familles et il y avait des couples, des enfants. La violence s'est énormément accentuée parce que les gens étaient confinés entre eux. Cette violence elle augmente, elle se nourrit de ces moments-là ».

Cette violence quotidienne, largement répandue dans notre société, semble être passée sous silence par les mêmes médias qui distillent, par ailleurs, le sentiment d'insécurité autour de la figure des jeunes délinquants et des violences urbaines. «Un jour, j'ai vu un homme courser sa femme et l'étrangler», raconte Emma à Poitiers en poursuivant: «Je me suis sentie en insécurité. Et j'ai remarqué quelque chose: personne n'a parlé de ça dans les médias, alors que dès qu'il se passe un petit truc avec les jeunes, ça, ils en parlent directement. Un homme qui étrangle sa femme en pleine rue, les médias n'en parlent pas!».

En évoquant des problèmes de voisinage et les violences intra-familiales, les habitant-es poussent à décentrer le regard porté sur l'insécurité et les quartiers populaires. D'un problème de territoire, qui serait imputable à des groupes sociaux supposés (les bandes de jeunes, les squatters, les dealers...) vers un problème de comportements d'individus spécifiques, intimement liés à la structure patriarcale de la société, que l'on retrouve dans tous les territoires de France. Comme le dit l'animatrice d'une rencontre à Allonnes, après avoir entendu une suite de prises de paroles sur le voisinage: «Il n'y a pas de bons ou de mauvais quartiers, c'est partout, il y a des bons voisins et il y a des mauvais voisins et malheureusement, on doit faire avec».

« Personne ne parle [des violences conjugales] dans les médias. Alors qu'il se passe un petit truc avec les jeunes, ça, ils en parlent directement. »
– Emma à Poitiers –

un jeune à Villiers-le-Bel: «L'insécurité, ça existe, mais c'est en France, c'est pas que dans les quartiers. Il faudrait parler de l'insécurité en France. [...] Par exemple, il y a des personnes qui ne sont pas gentilles et qui sont en liberté dans le pays, les violeurs, des choses comme ça et on donne pas assez d'importance. J'ai plus peur des violeurs que de me balader dans mon quartier. Peu importe l'endroit. L'insécurité je l'associe plus à un comportement qu'à un lieu».

« Je me dis qu'on est plus en danger dans la maison avec son conjoint que seule dans la rue... »

– Une habitante lors des échanges à Saint-Martin-d'Hères –

Ainsi, le problème n'est pas celui du traitement d'une hypothétique «zone de non-droit», mais bien plus prosaïquement de la possibilité, pour des personnes victimes d'agressions et de violences, d'être écoutées, entendues et prises au sérieux face à des agresseurs que l'on retrouve dans les quartiers populaires comme dans le reste du territoire français. Comme l'explique

Le décryptage des phénomènes qui produisent de l'insécurité dans les quartiers populaires amène quelques constats.

D'abord, l'occupation de l'espace public par des jeunes et/ou par le deal peuvent produire un sentiment d'insécurité ou tout son contraire : la présence de personnes habitantes du quartier, que l'on connaît parfois depuis qu'elles sont petites, dans l'espace public, peut en effet rassurer. Malgré les épisodes de rixes qui touchent en premier lieu les jeunes eux-mêmes, ceux-ci peuvent être respectueux et même aidants envers les autres habitant·es du quartier.

Ensuite, les phénomènes qui produisent un sentiment d'insécurité dans l'espace public, tels que les nuisances liées aux rodéos urbains, le deal et la consommation de drogue ou encore les nuisances sonores tard dans la nuit, sont limités dans l'espace et dans le temps. Loin de l'idée de « zones de non-droit », les quartiers populaires sont, comme ailleurs, divisés en espaces plus ou moins sécurisants ou anxiogènes. Certains événements sont traumatisants, qu'ils soient vécus individuellement, comme des vols, ou collectivement, comme des moments de révoltes urbaines ou les soirées de Nouvel An. Ils se déroulent sur un temps précis même si, lorsqu'ils adviennent, ils peuvent laisser des traces et produire un sentiment d'anxiété.

Enfin, outre ces phénomènes qui prennent place dans l'espace public, les quartiers populaires sont, comme ailleurs, le théâtre de violences qui se déroulent dans la sphère privée, et tout particulièrement des violences conjugales. Une réalité minimisée, par les données statistiques comme par les médias, et qui décentre le regard sur les causes et les symptômes de l'insécurité pour les habitant·es de quartiers populaires. Malgré une situation exceptionnelle à quelques égards, notamment du fait de la présence de trafics, leur vécu se rapproche en de nombreux points à celui du reste de la population française.

En définitive, si l'on retrouve, en partie, des causes similaires d'insécurité dans les quartiers populaires qu'ailleurs, cela souligne que ces territoires ne produisent pas en tant que tels de l'insécurité mais « il sont marqués » par d'autres phénomènes, comme les rapports de domination (notamment homme/femme), la précarité, la relégation sociale, le sentiment d'abandon... Ce sont justement ces enjeux qui seront au cœur du chapitre suivant.

**L'ÉDUCATION,
LE CADRE
DE VIE,
LA VULNÉRA-
BILITÉ: À QUI
LA FAUTE?**

73

Introduction

La description des phénomènes qui, dans les quartiers populaires, provoquent de l'insécurité débouche nécessairement sur la question : qui, ou qu'est-ce qui, est responsable du sentiment d'insécurité dans les quartiers populaires ?

On l'a vu, les habitant-es rencontré-es réfutent l'idée préconçue selon laquelle les « jeunes de quartier » seraient la source de toutes leurs craintes. En explorant la question, ils et elles mettent en débat les raisons qui poussent certains jeunes à choisir la voie de la délinquance et/ou des trafics. Ils et elles débattent longuement des formes de responsabilité éducative

et des difficultés des jeunes et de leurs parents face à l'école.

Par ailleurs, ils et elles évoquent d'autres sources plus structurelles qui participent à la création, dans certains endroits et à certains moments, d'un sentiment d'insécurité.

Ils et elles abordent également des problématiques liées à l'aménagement et au cadre de vie, qui s'observent au quotidien à travers l'état de délabrement des bâtiments, l'absence d'espaces verts, la saleté ou encore le manque de lumière le soir.

Ceux-ci peuvent contribuer à créer un sentiment d'insécurité.

Enfin, et surtout, ils et elles inscrivent les débats dans une perspective plus générale : questionné-es sur l'insécurité, les habitant-es exposent un état de vulnérabilité économique, sanitaire, scolaire, doublé d'un sentiment d'abandon et de mépris de la part des institutions. Un contexte propice à l'insécurité individuelle et collective.

Éducation et autorité face aux parcours de délinquance

Lors des débats sur les bandes de jeunes qui squattent en bas des immeubles, qui participent au trafic, qui restent dehors jusque tard dans la nuit, les habitant-es vont souvent échanger sur les raisons qui

poussent les jeunes vers des parcours de délinquance. Dans trois villes en particulier, à Tergnier, Cernay ou encore à Aulnay-sous-Bois, une grande partie des échanges tourne autour de ce sujet.

75

« On ne peut pas contrôler tous les faits et gestes de nos enfants »

Dans un premier temps, certain-es critiquent un laxisme parental, comme Patrick et Jacques à Tergnier, qui disent en chœur: « C'est l'éducation des parents, le problème. Ils s'en foutent. Les jeunes sont trop libres. Tant qu'il n'y aura pas plus de surveillance, de discipline et des parents qui s'occupent de leurs enfants, on arrivera aux errements où on est actuellement ».

Face à ce flot de critiques, Marianne, mère de famille, se sent directement visée et finit par réagir: « Les parents n'ont pas le contrôle de tout. Des fois, on va donner une bonne éducation, mais à côté de ça, on ne peut pas contrôler tous les faits et gestes de nos enfants. Mes enfants, ils ont beau avoir 8 et 10 ans, eh bien, ils ont leur propre avis, leur façon de voir les choses. C'est sûr, c'est à nous de leur expliquer ce qui est bien et pas bien. Mais si demain mon fils, il décide

d'aller dans le mal, il aura décidé lui-même ». Certaines situations amènent plus de difficultés de suivi, notamment les familles monoparentales, ou encore les foyers où les deux parents travaillent, parfois sans possibilité de garde. À Cernay, Ymen prend leur défense: « Les parents sont débordés, parfois ils ont pas le temps de bien s'occuper de leurs enfants, surtout lorsque les deux

**« C'est l'éducation
des parents le problème.
Les jeunes sont trop libres. »**

– Jacques à Tergnier –

parents travaillent». Pour Dominique, cette excuse ne passe pas: «Ça, c'est trop facile, moi je travaillais, mon fils, il était seul. Non, il y a quelque chose qui va pas».

« Je suis mère célibataire. [...] L'école me met en insécurité parce que je me sens jugée. »

— Isabelle à Tergnier —

Le suivi scolaire figure parmi les nombreuses responsabilités assignées aux parents, avec l'accompagnement des devoirs le soir ou en périodes de vacances. Patrick à Tergnier affirme que ces responsabilités et ces obligations incombent aux parents: «On fait des enfants, il faut s'en occuper jusqu'au bout. On va pas acheter des motos, on va pas acheter des drones, on va pas acheter des téléphones, on va se soucier, en premier, de l'éducation!». Isabelle le reprend, à partir de sa propre expérience: «Moi je suis mère célibataire, quand je rentre il est 19h, j'ai pas envie de me battre avec mon gamin pour faire les devoirs. Donc ouais, je lâche l'affaire. Et j'ai pas envie qu'on me dise que c'est de ma faute. C'est la société aussi qui fait que je suis obligée de travailler pour deux. Moi ça me touche en tant que maman. L'école, elle me met en insécurité parce que je me sens jugée».

Marianne témoigne de ses propres difficultés: «Je me suis retrouvée à faire un devoir de sciences à ma fille, je fais le truc, c'est moi qui me trompe... Parce que j'ai des difficultés. Plus ils vont avancer dans les classes, et pire ce sera. Les maths, les multiplications... J'ai peur de pas pouvoir leur apporter l'aide qu'ils méritent et ça, c'est une vraie angoisse. Ma fille, aujourd'hui, elle sait plus de choses que moi et tant mieux si elle réussit!».

La période du confinement a exacerbé cette inégalité face aux parcours scolaires, comme l'explique Farah à Aulnay-sous-Bois: «Beaucoup de choses se sont jouées au moment du confinement. Notamment au

niveau scolaire, des jeunes ont complètement lâché. Il y en a qui n'ont pas supporté le fait de ne pas voir les copains et les copines. C'est peut-être anodin pour nous adultes, mais pour les jeunes, c'était énorme pour eux. Il y a plein de jeunes qui ont lâché, qui se sont retrouvés sans rien, sur le carreau». À cette période, les inégalités sociales ont très directement produit des inégalités scolaires, que ce soit dans la possibilité de disposer de matériel et de place pour travailler en silence, mais aussi d'avoir accès à un suivi, des cours particuliers, des formes de tutorat. Farah poursuit sur ce sujet: «Il y a des jeunes qui se sont totalement noyés et des parents qui n'avaient pas forcément les moyens de les remonter. C'est-à-dire de payer des profs particuliers, alors que dans les quartiers forcément plus favorisés, t'as des difficultés, je vais te payer des cours particuliers, etc.».

Dans ce cadre où les inégalités scolaires sont fortes et où, pour autant, la responsabilité parentale est toujours seule mise en avant, Isabelle et Patrick, pourtant en conflit durant tout l'échange, finissent par se mettre d'accord sur une solution: se tourner vers le privé. Patrick explique ainsi avoir conseillé son fils en ce sens lorsqu'il avait des difficultés d'accompagnement et de suivi avec ses propres enfants: «J'ai dit à mon fils, rappelle-toi, quand j'ai connu ta mère, tu étais pareil, je t'ai mis dans le privé et là, ça marchait. Et là, à la rentrée prochaine, il va aller à Saint-Charles et il passera chez nous, le soir». Isabelle approuve: «Moi je suis allée dans le privé, ça m'a aidé, il y a moins de monde, les classes sont moins nombreuses, ce n'est pas le même suivi». Ce choix du privé suppose des moyens que beaucoup de familles vivant dans les quartiers populaires n'ont pas et pose la question de la capacité de nos services publics à assurer leur mission.



↑ Centre Social de Saint-Dizier (52)
↓ Centre Social Intergénérationnel – Fontenay-sous-Bois (94)



« Chacun doit se soucier de l'enfant de l'autre »

À la fin des échanges sur l'école, Isabelle finit par dire: «On a parlé d'éduquer les parents. Mais certains parents, ils ont besoin d'être aidés». Cet enjeu des autres figures éducatives et d'autorité revient dans la bouche de plusieurs personnes lors des rencontres et décale ainsi le sujet de la seule responsabilité parentale.

Fanta, à Aulnay-sous-Bois, évoque avec nostalgie une époque où l'autorité était plus partagée: «Chacun doit se soucier de l'enfant de l'autre. Avant, chacun se souciait de tout le monde. Même quand on était dehors, avec les copines, on n'avait pas peur seulement de voir papa, mais on savait aussi que le voisin X, Y ou Z pouvait nous disputer.»

Une situation qui, selon elle, s'est inversée: «Aujourd'hui, dans les quartiers, si quelqu'un va dire à un enfant que ce n'est pas bien ce qu'il fait, il va se plaindre à maman ou à papa pour aller voir la personne et lui dire "oui de quoi tu te mêles, c'est mon gosse". Nous, on avait pas intérêt à dire à papa "oui le voisin X, Y ou Z m'a disputé"

parce que sinon on en prenait une».

En l'écoutant, Leïla, sa voisine, approuve et la ramène sur le terrain de l'école: «On a peut-être trop couvé nos enfants. C'est un problème par rapport aux profs. L'adulte mérite le respect. Maintenant tes parents, ils te défendent toi, avant de défendre l'adulte. Et ça, c'est au détriment de l'éducation de l'enfant, parce que l'enfant c'est une éponge. Et ça peut donner l'impression qu'il a toujours raison. Toujours mettre son enfant sur un piédestal, ce n'est pas rendre service à son enfant».

Faire confiance à d'autres figures éducatives n'est pas chose facile, surtout quand la relation entre les parents et les professeurs est difficile, comme l'explique Marianne à Tergnier: «J'ai l'impression que les professeurs ne sont pas à fond. Les maîtresses sont tout le temps en train de parler entre elles et pas en train de surveiller les enfants. Je vois l'évolution de mes enfants, depuis qu'ils sont là-bas, ils parlent super mal, que ce soit à nous ou même entre eux. Ça, je ne peux pas!».

Un manque d'opportunités et de considération

Pour sortir de la seule responsabilité parentale ou de la seule relation, parfois difficile, entre parents et professeurs, d'autres équipements peuvent prendre le relais, d'autres éducateur-ices peuvent aider à faire en sorte que les jeunes ne se retrouvent pas livrés à eux-mêmes.

Néanmoins, ce relais éducatif n'est pas présent partout. Ainsi, Isabelle constate qu'à Tergnier: «il n'y a plus de médiateurs dans les rues qui vont soutenir, il n'y a plus tout ça,

et c'est de plus en plus difficile de demander de l'aide».

Ce manque d'aide et de soutien est vécu comme un manque de considération pour des jeunes, qui peut les amener à lâcher prise. Abdoulaye, un jeune sur l'île de la Réunion, témoigne: «Je me sens comme délaissé par la société. Et du coup, pour certains qui seraient dans mon cas, ça pousserait à faire des bêtises comme vendre de la drogue, traîner ou encore caillasser.»

Entre une société qui les pointe systématiquement du doigt d'un côté et le manque d'un soutien nécessaire pour s'en sortir, les jeunes peuvent finir par être découragés. En face, les parcours de déscolarisation et de délinquance sont, paradoxalement, un moyen d'exister. Khadidja, à Chennevières-sur-Marne, en fait le constat : « Ces jeunes, ils ne savent pas comment se faire voir de manière positive. Donc ils font des petites bêtises et là on leur porte de l'intérêt, on les considère, pas comme il faudrait, mais on a un œil, une considération ».

Les provocations, les nuisances, les parcours de délinquance sont, d'une certaine manière, une échappatoire face à la vulnérabilité. À Chennevières-sur-Marne, Jacques observe ce genre de situations au sein de l'Eglise dont il est le prêtre : « Dans les rassemblements entre églises, les jeunes du quartier, quand ils y vont seuls, ils vont provoquer les autres, parce qu'ils ont ce sentiment d'infériorité, parce qu'il y a le regard négatif qu'on porte d'emblée sur eux. Des fois, quand on se sent en infériorité, pour plein de raisons, on va parfois provoquer, alors qu'il s'est rien passé en face ».

« Je me sens comme délaissé par la société. [...] Ça peut pousser à faire des bêtises. »

– Abdoulaye à Saint-Benoît sur l'île de la Réunion –

Isabelle, à Tergnier, a beau faire ce qu'elle peut pour aider son fils, elle se rend bien compte de l'impact de l'image qu'il renvoie : « À l'école, mon enfant, il se sent jugé. Et si plus tard il se dit : " de toute façon moi je suis pas capable d'aller bosser, de toute façon je suis nul, j'arriverai à rien dans la vie, je vais voler dans les magasins " bah ça se pourrait, oui. Même si je suis derrière à essayer de lui donner confiance... ». À Aulnay-sous-Bois, Farah, qui a déjà évoqué l'enjeu du confinement, dit la même chose : « Les décrochages scolaires qui ont eu lieu avec le COVID, et ceux qui ont suivis, cela a pro-

duit beaucoup de frustration, beaucoup de haine en l'intérieur d'eux, et je pense qu'à un moment donné, ça a cumulé. Et ça a aussi mis un accent sur la violence ».

« L'argent facile, ça tient pas vraiment. C'est éphémère. »

– Une animatrice lors des échanges à Aulnay-sous-Bois –

L'échappatoire dans la délinquance est aussi lié à une réalité matérielle : elle offre une opportunité financière rapide, dans un environnement où l'emploi stable apparaît comme une chimère. Dalila, à Boissy-Saint-Léger, explique ainsi : « Ces jeunes, ils ont choisi la réponse facile pour se faire de l'argent. Ils se disent que 3 000 € par jour c'est mieux et ils n'ont pas peur de la prison ». Plusieurs personnes à Aulnay-sous-Bois racontent également qu'il y a de l'argent facile en jeu : « Pourquoi se prendre la tête à aller chercher un SMIC, alors qu'on peut se faire 10 000 € en un mois ! ». Même si l'animatrice tente d'expliquer que « en réalité, la plupart des personnes impliquées dans le trafic accèdent à peu d'argent, seules quelques personnes gagnent vraiment de l'argent » et que « l'argent facile, ça tient pas vraiment et c'est éphémère », cet appât du gain est aussi un moteur fort dans les parcours des jeunes.



80

→ Centre Social La Pepiniere – EVS Marguerite – Pau (64)
→ Maison de quartier de la Liberte – La Roche-sur-Yon (85)



Les mauvaises fréquentations, l'inquiétude des parents

Dans les parcours qui mènent vers la déscolarisation et la délinquance, il y a donc des causes profondes, sociales, économiques et éducatives. Cependant se joue également, de manière plus concrète, la question des fréquentations, dans une période de la vie où les jeunes sont en pleine construction de leur identité et où ils sont particulièrement influençables.

«Les jeunes peuvent influencer d'autres jeunes facilement», constate Imanne, à Chennevières-sur-Marne, qui s'inquiète vis-à-vis de ses enfants : «Mes enfants, je sais comment les éduquer. Mais ils entendent parler d'argent, d'argent facile. Les jeunes ça les influence». D'autres parents évoquent la même peur de voir leurs enfants influencés par certains jeunes du quartier. Sarah, à Roanne, se demande à haute voix : «Si mes enfants grandissent ici, qu'est-ce qu'il va se passer ? Ils vont faire comme les jeunes, c'est ça... C'est quelque chose qui m'inquiète».

**«Je ne me sens pas en
insécurité pour moi, mais j'ai peur
pour mes enfants.»**

— Nour à Aulnay-sous-Bois —

Elle décrit la manière dont cette influence opère : «Je ne juge pas les enfants des autres mais je vois bien, mon fils, il me dit : "c'est mes potes, je resterai toujours solidaire avec eux" et ils restent dans leur bulle, copains malgré tout. Maintenant, ils disent même plus les "copains", c'est les "frères". Je sais que mon fils, quand il va se retrouver dans une galère, il y sera pour rien mais il sera quand même concerné. J'ai tout essayé, y a rien qui marche». À Cernay, l'animatrice de la rencontre ajoute un autre

élément : les réseaux sociaux. «C'est une pression supplémentaire pour les jeunes. Il faut être tout le temps connecté aux autres, ça fait très peur d'être tout seul, il y a un engouement qui se crée avec les réseaux et la personne peut se retrouver obligée à participer aux bêtises, aux squats...».

Face à l'influence de ces groupes, les parents, plus spécifiquement les mères, expriment une grande inquiétude. Nour, Isabelle et Imanne, sont dans différents quartiers, dans différentes villes, mais emploient quasiment les mêmes mots : «Ces jeunes, ils sont gentils, donc je ne me sens pas en insécurité pour moi. Mais j'ai peur pour mes enfants».

Les mères tentent autant que possible de surveiller leurs enfants et s'inquiètent de leurs fréquentations. Karine, à Poitiers, avoue prendre toutes les précautions nécessaires : «Quand mes enfants étaient jeunes, je le reconnais, je les laissais pas sortir seuls, je les accompagnais même aux jeux». Une femme de Chennevières-sur-Marne essaie de surveiller son fils du mieux qu'elle peut mais l'inquiétude la ronge : «Je suis choquée qu'il connaisse ces gens-là. Il me dit : "oui maman je les connais, mais je leur dis juste bonjour". Mais moi j'ai peur». Puis, elle parle au nom des autres mères présentes à la rencontre : «La vérité, c'est qu'on n'arrête pas de penser à ça. On a peur de ce qu'il pourrait se passer, avec la police qui viendrait et tout. On est traumatisées, on se fait des films».

Aménagement et insécurité: quand l'environnement produit le sentiment

82

Le sentiment d'insécurité se construit beaucoup autour des nuisances et des actes de délinquance dans l'espace public mais il renvoie aussi à une situation plus structurelle dans les quartiers populaires. Les craintes et inquiétudes sont produites par le cadre dans lequel vivent les

habitant-es, qu'il s'agisse du délabrement des immeubles, du manque de propreté ou encore du manque de lumière la nuit. Toutes ces réalités constituent un théâtre insécurisant et qui vient matérialiser, très concrètement, l'abandon ressenti par les habitant-es.

« Quand on voit un quartier délabré, on se dit que c'est pas normal »

Le sentiment d'insécurité est corrélé aux aménagements prévus, en cours et surtout à ceux qui n'arrivent pas: **d'après les chiffres du Ministère de l'Intérieur, les gens se sentent plus en insécurité lorsque les immeubles sont en mauvais état (41% des personnes enquêtées), lorsque des biens collectifs ont été dégradés ou détruits au cours des 12 derniers mois (35%), lorsque les espaces verts sont mal entretenus (32%), lorsque l'éclairage est mal assuré (29%), et lorsque les rues, routes, trottoirs sont en mauvais état (28%) – contre 21% en général.**

L'état de délabrement du quartier est évoqué comme une source d'inquiétude et de désagrément par les habitant-es. Derrière le manque de travaux, ce qui se joue, c'est l'état physique et esthétique du quartier, qui construit une image plus ou moins positive de ce dernier aux yeux de ses résident-es et des personnes de passage. À La Roche-sur-Yon, les habitant-es, pourtant prompts à critiquer des images caricaturales véhiculées par les médias sur les quartiers populaires, confirment en effet: « Nos bâtiments sont vieux, insalubres, plus aux normes. Ça, c'est un fait avéré ». Un habitant à Pithi-

viers dresse le même constat : « L'image du quartier n'est pas bonne, les bâtiments sont sales et de l'extérieur, on voit la saleté, les moisissures ».

« Mon frère est venu chez moi le mois dernier et il m'a dit : "franchement, ça c'est pas un quartier pour les gens". »

– Une habitante lors des échanges à Pithiviers –

Cette image renvoie à l'idée selon laquelle on ne prend pas soin de ce territoire, que celui-ci est laissé à l'abandon par les institutions ; ce qui, par conséquent, laisse la place à l'informel et parmi cet informel, à la délinquance et à l'insécurité. Comme l'explique Eilan à Saint-Benoît sur l'Île de la Réunion : « Quand on voit un quartier délabré, on se dit que c'est pas normal. C'est comme si la mairie construisait des bâtiments et après, les laissait prendre l'humidité, la poussière... ».

Les résident·es concerné·es témoignent de la manière dont ce délabrement impacte le reste de la population qui n'habite pas le quartier. À Cernay, Derya témoigne d'une anecdote qu'elle a pu observer : « J'étais assise sur un banc et j'ai vu une dame dans une voiture, en face de moi. Elle regardait les blocs, d'un air dégoûté. Ça se voit, elle craignait, elle avait peur, juste en voyant l'état des blocs. Il faut que ça change. Déjà que nos blocs, ils font un peu cage, visuellement, ceux qui sont vides et délabrés, ça aide pas ». Une habitante à Pithiviers fait le même constat : « Nos bâtiments sales, ça donne pas une bonne image du quartier. Dès qu'un étranger vient ici... Moi mon frère, il est venu chez moi le mois dernier et franchement, dès qu'il l'a regardé, il m'a dit que franchement, ça c'est pas un quartier pour les gens ».

Face à ce délabrement, les habitant·es en appellent à des travaux pour améliorer le cadre de vie. Louise, une enfant à Saint-Benoît sur l'Île de la Réunion, aimerait plus de couleurs et pour ça, elle voit une solution : le graffiti. « Dans certains endroits, il y a beau-

coup de couleurs et dans d'autres il n'y en a pas assez. Du coup, s'il y avait un tout petit peu plus de graffiti on va dire, ce serait un peu mieux parce qu'il y aurait un peu plus de couleurs dans le quartier. » Le street art revient également comme proposition à Cernay, où les habitant·es proposent de réaliser des fresques, à la fois, pour mettre de la couleur et pour « se réapproprié le quartier ».

Même lorsqu'ils ont lieu, les travaux peuvent engendrer du danger et des risques d'accidents dans l'espace public. À Carmaux, le quartier est actuellement en rénovation. Armand et Christine, retraité·es, témoignent de leurs difficultés à se déplacer pendant les travaux. Le premier évoque la circulation : « On a du mal à circuler avec tous ces travaux. Donc, pour certains, c'est compliqué. En plus, si on n'y voit pas le soir, c'est encore plus compliqué parce qu'on risque un accident ». La seconde revient sur ses difficultés liées à sa condition physique : « Moi, vous me dites insécurité, j'ai pas peur de me faire agresser ou quoi que ce soit. Par contre, avec les travaux-là, c'est plein de trous, de cailloux, de bosses. Avec ma condition physique, c'est ça qui me met en insécurité et je dois pas être la seule ».

« C'est un quartier très vert, c'est agréable, il y a des petits chemins, un pressoir... un peu comme à la campagne! »

– Un habitant lors des échanges à Fontenay-sous-Bois –

Un type d'aménagement semble faire l'unanimité en sa faveur, comme source de confort visuel et matériel : la présence d'espaces verts. Aïcha, au Chambon-Feugerolles, se sent bien dans l'espace public grâce à cela : « Dehors, ici, on est bien ! Il y a le public, le parc, franchement, on est bien ». Tout le monde s'accorde à Fontenay-sous-Bois sur le fait que « c'est un quartier très vert, c'est agréable, il y a des petits chemins, un pressoir... un peu comme à la campagne ! ». Julie à Saint Dizier évoque les promenades dans les bois qu'elle fait le week-end et admet que

«la proximité avec la nature est un grand avantage de notre quartier».

Et lorsque des rénovations font disparaître certains arbres ou parcs, cela ne passe pas inaperçu: à Villiers-le-Bel, un groupe de jeunes évoque la «verdure disparue» dans leur quartier. Et, à Cernay, Julie en voudrait encore plus: «Il faudrait encore plus de verdure, c'est mieux! Quand les arbres vont pousser, ça va être joli». À Cernay, Aulnay-sous-Bois, Chennevières-sur-Marne ou Boissy-Saint-Léger, les habitant-es réclament plus d'espaces verts, de parcs et d'arbres.

Ces espaces verts, quand il y en a, sont des aménités que les habitant-es regrettent de ne pas voir assez mis en avant dans les représentations des quartiers dans le débat public. À Allonnes, le groupe explique à l'animatrice qu'il existe un parc dans le quartier, un centre équestre juste à côté,

des chemins pédestres qui descendent jusqu'à un plan d'eau, autant d'espaces bien éloignés des clichés sur les quartiers populaires. Un habitant indique: «On est en ville et en campagne en même temps, et ça, il faut le valoriser, on va pas se plaindre de ça quand même!».

Une rénovation attendue pour remplacer les grandes tours par des unités urbaines moins denses, un soin apporté aux travaux pour maintenir le quartier en bon état et la verdure: voilà ce qui ressort des paroles habitant-es concernant leurs souhaits en termes d'aménagements. Un souhait bien résumé par Hervé, à Chennevières-sur-Marne, qui compare son quartier fraîchement rénové au quartier voisin: «Nos bâtiments ici, c'est bien, ils sont petits, il y a de la verdure, c'est pas comme le côté Rodin. Là-bas, tu arrives, tu vois les tours, la place en mauvais état, c'est impactant.»

84

Propreté et insécurité

À côté de l'aménagement des bâtiments et des espaces verts, l'état de propreté du quartier est un facteur central dans la construction de l'image d'un territoire entretenu ou, à l'inverse, laissé à l'abandon. Ainsi, **46% des habitant-es des QPV indiquent que l'environnement dégradé (mal entretenu, manque de propreté) est un problème dans leur quartier**²⁵. C'est pour cela que les habitant-es reviennent longtemps sur ce sujet et l'articulent au sentiment d'insécurité.

Comme l'indique Bilal à Salon-de-Provence: «La saleté, ça pousse pas à faire venir des gens dans le quartier - c'est repoussant et ça pollue». Un quartier sale d'apparence se matérialise dans les débris et les encombrants à l'air libre, les déchets qui s'accumulent, les dépôts sauvages... À Fontenay-sous-Bois, Bernard résume l'image que cela renvoie: «Quand tu arrives dans le quartier, tu marches, tu vois à chaque immeuble des dépôts, des dépôts,

des dépôts, tu te dis "où je suis?". C'est un sentiment, tu te dis c'est pas nettoyé, le quartier est abandonné. C'est pas vrai, il n'est pas abandonné, mais quand on voit ça, tu peux le penser».

Outre l'image, le problème de la propreté est également un problème d'insécurité concrète car l'accumulation de débris favorise la présence de rats. Des phénomènes observés à Saint-Martin-d'Hères, à La Roche-sur-Yon et à Chennevières-sur-

«Quand tu arrives dans le quartier, tu te dis [...] c'est pas nettoyé, le quartier est abandonné.»
— Bernard à Fontenay-sous-Bois —

↓ Centre Social Terre en couleurs – Pithiviers (45)



← Centre Social MOKA – Cayenne (973)





3 questions à

1

Quel regard portez-vous sur les problématiques récurrentes dans les quartiers populaires autour de la propreté ?

L'hygiène devient au 19^e siècle un enjeu social majeur, à travers ce que l'on nomme l'hygiénisme. Il s'agissait de repenser l'organisation urbaine selon des critères biologiques (lutte contre microbes, épidémies), avec en toile de fond une volonté de transformer les comportements jugés « déviant ». Cela a conduit à un réaménagement du territoire : les périphéries ont accueilli activités polluantes et populations précaires, tandis que les centres-villes se valorisaient, investis par les classes aisées. Cet éloignement des classes populaires vers les marges urbaines — où se concentrent également les sites liés à la gestion des déchets (tri, recyclage, déchèteries, incinérateurs) — peut être lu à travers le cadre proposé par le sociologue Denis Blot : « déchets et déchus ».

Cette relégation est largement structurée autour de la question de l'hygiène. Il s'agit d'un enjeu hautement symbolique, qui dépasse les seules considérations sanitaires : l'hygiène participe à une logique de distinction sociale entre un « nous » civilisé et un « eux » (exemple : les jeunes, les pauvres, les immigré-es) perçu comme potentiellement menaçant ou indésirable (cf. Bourdieu, *La distinction* ; Douglas, *De la souillure*). Cette frontière, sans cesse rejouée, contribue à légitimer des formes d'exclusion dans l'espace urbain, en les naturalisant sous couvert de normes sanitaires ou morales. Ces logiques de distinction ne relèvent pas uniquement des politiques

publiques ou des discours d'aménagement : elles s'incarnent aussi dans les pratiques et représentations ordinaires.

D'après mes enquêtes de terrain dans les quartiers populaires, les enjeux de propreté y sont principalement abordés sous le prisme des incivilités. Dans l'un de ces quartiers, par exemple, cohabitent des habitant-es de longue date et d'autres, plus récemment installé-es, non par choix, mais à la suite d'un divorce, d'une perte d'emploi ou d'un accident de la vie, souvent perçu comme un déclassement. Cette cohabitation s'accompagne d'un besoin marqué de se « distinguer » entre groupes sociaux, notamment à travers des jugements sur les comportements ou le mode d'occupation du quartier. Les arrivant-es activent fréquemment un discours selon lequel le quartier serait « sale » à cause des comportements d'autrui, en particulier ceux attribués aux résident-es plus ancien-nes. Ce discours participe à leur stigmatisation et la propreté devient ainsi un outil de disqualification symbolique. Contrairement aux quartiers plus favorisés, où les critiques visent davantage les infrastructures ou les services publics, ici, ce sont les individus eux-mêmes qui sont mis en cause, occultant les responsabilités collectives.

2

En quoi un espace public qui n'est pas propre contribue-t-il à renforcer le sentiment d'insécurité ?

Je pense ici à la théorie de la « fenêtre brisée » (Wilson & Kelling, 1982), dont certains aspects restent discutés, mais qui me

Camille Dormoy

■ Sociologue (docteure), experte des politiques publiques de gestion des déchets

paraît pertinente au regard de ce que j'observe sur le terrain. Elle suggère que, dans l'espace urbain, si une dégradation visible n'est pas prise en charge, elle peut susciter un sentiment d'abandon et ouvrir la voie à d'autres formes de désordres, pouvant aller jusqu'à des actes de délinquance ou de criminalité. Mon terrain montre que lorsqu'un bâtiment reste souillé sans réaction, cela peut nourrir l'idée que l'espace est délaissé, rendant possible l'apparition d'autres usages problématiques, comme le trafic. Dans ce contexte, « salir » peut être perçu comme un acte d'appropriation, dissuadant d'autres formes d'occupation. L'appropriation ou non des espaces publics révèle ainsi des rapports de pouvoir bien réels.

Cette lecture rejoint une autre dimension importante: la manière dont les normes de propreté sont perçues, façonnées et mobilisées dans les espaces urbains. La propreté est une notion éminemment subjective, socialement construite et affectivement chargée. L'espace urbain n'échappe pas aux jugements esthétiques: un bâtiment de plus de quatre étages, par exemple, peut être perçu comme un trouble visuel ou comme « non naturel ». Ce type de représentation, parfois repris par des élu-es ou responsables locaux, prolonge l'imaginaire hygiéniste du 19^e siècle. Il contribue à stigmatiser les habitant-es des quartiers populaires, perçus-es comme responsables d'un cadre jugé sale, gris ou dégradé — et donc peu légitimes à revendiquer un droit à un environnement valorisé.

3

Comment améliorer la situation ? Quels peuvent être les leviers à actionner ?

La question du cadre de vie est éminemment politique, car elle met en lumière la capacité des pouvoirs publics à maintenir un environnement propice à la vie quotidienne. Mais elle révèle aussi comment se rejoignent localement des logiques de distinction entre habitant-es: imposer sa vision de ce qui est « propre » ou « acceptable » revient souvent à exercer un pouvoir symbolique sur les autres.

La disparition progressive des gardien-nes dans les logements sociaux a fragilisé ce cadre. Leur présence permettait pourtant de réguler les tensions, d'assurer un suivi quotidien et de renforcer un sentiment de sécurité. Sur un territoire étudié récemment à Étouvie, à Amiens, une rénovation urbaine a été engagée durant mon enquête. Tous les bâtiments ont été ré-équipés d'un-e gardien-ne salarié-e par le bailleur social (et non par des prestataires extérieurs). Cette présence a contribué à un climat d'apaisement et à une meilleure circulation de l'information. C'est donc une piste à approfondir: réaffirmer le rôle des gardien-nes dans l'entretien des espaces comme dans la régulation des usages pourrait être un levier concret pour améliorer le cadre de vie. Mais d'autres pistes sont à envisager: soutenir les espaces de dialogue entre habitant-es, reconnaître les savoirs d'usage et co-construire les règles de vie collective peuvent également renforcer l'appropriation du cadre de vie, sans imposer une norme unique.

87

Marne. Dans cette dernière, le groupe s'offusque de cette situation. Une femme explique: «Les conteneurs à poubelles sont dehors et il y a des rats. Quand je vois les enfants qui descendent les poubelles, j'ai peur qu'ils les mordent, qu'ils les touchent, qu'ils ramènent des maladies». L'animateur de la réunion reprend ses paroles et conclut: «En fait, l'insécurité, c'est pas que les violences. Il y a la sécurité sanitaire aussi. La peur des rats, c'est de l'insécurité».

La problématique de la propreté amène systématiquement, avec elle, la question de la responsabilité. Pour certain-es, il est clair qu'il y a, d'abord et avant tout, des comportements individuels problématiques et répréhensibles. À Tergnier, Jacques indique: «C'est très sale parce que les gens s'en foutent. Je peux vous montrer des endroits où il y a 20 sacs poubelles sur le trottoir». Une habitante à Allonnes observe avec dégoût des voisins jeter des détritiques par les fenêtres: «En bas, on retrouve de l'huile de friture, des serviettes hygiéniques, des couches. C'est écœurant. Et quand on le fait remarquer, on se prend des "tu vas appeler la police?". C'est de la provocation». Yasmine, à Aulnay-sous-Bois, constate un changement dans les comportements des gens: «Le quartier a changé, en pire. La poubelle est là, ils posent leur sac à côté, ils prennent même pas la peine d'ouvrir... Ces adultes, ils montrent pas le bon exemple».

**« La peur des rats,
c'est de l'insécurité. »**

— Une habitante lors des échanges
à Chennevières-sur-Marne —

Face à ces critiques individuelles, certain-es remettent au cœur du problème le traitement des déchets par les institutions responsables, que ce soit la mairie ou le bailleur. À Vierzon, ce sont les crottes de chien qui font l'objet d'un débat sur les responsabilités. Face à plusieurs personnes qui se plaignent des crottes de chien non ramassées, une habitante constate un phé-

nomène: «En fait, le truc des sacs, c'est qu'il y a des trucs à sacs partout dans le quartier mais ils sont jamais ravitaillés par la ville!».

À Fontenay-sous-Bois, Bernard, qui participe au conseil citoyen, discute avec Annie du problème des déchets. Celle-ci se plaint des voisins qui jettent leurs poubelles sans les mettre dans le bon conteneur: «Les gens ne descendent pas leurs poubelles de la semaine, ils mettent pas dans les poubelles enterrées là où ils doivent mettre, ils attendent le week-end parce qu'il y a pas de gardien et ils laissent tout dehors, les cartons, les chaussures, les encombrants, tout». Bernard remet ce problème en perspective: «Le problème, c'est que les poubelles enterrées, on peut pas mettre des gros sacs, type 100 litres, Est-ce que les gens ont besoin de sacs de 100 litres, je ne sais pas, ce n'est pas mon problème, mais en tout cas c'est pour ça qu'ils posent à côté. Et vu que c'est à côté, le collecteur quand il passe, il ne collecte pas ces sacs. Ce qui explique que la rue Jean Macé, on dirait que c'est une décharge!». Sa voisine, Germaine, le confirme: «C'est vrai! Les gens je trouve qu'ils ne respectent rien, mais c'est vrai qu'avant, il y avait les gros conteneurs, et au moins, ils jetaient dedans, c'était plus facile».

Et quand on lui demande pourquoi rien n'est fait, Bernard explique que la ville et le bailleur se renvoient la balle: «C'est pas une compétence de la ville. Normalement, le bailleur doit faire un nettoyage quotidien des abords des poubelles enterrées et ils ne le font pas. S'il jouait le jeu, si le territoire jouait le jeu, on serait dans une toute autre dimension. Quand je regarde juste à côté, c'est un autre bailleur, c'est toujours nettoyé, les gardiens font leur travail, ils passent tous les jours, donnent des sacs. Voilà, et ici, notre bailleur, ils font pas. Donc c'est trop facile de mettre ça sur le dos des habitants».

Lorsqu'ils et elles proposent des recommandations, les habitant-es alternent entre ces formes de responsabilité individuelle et collective. Alors que certain-es proposent de mieux informer sur le fonctionnement des déchets, allant jusqu'à imaginer le déploiement d'une «brigade de sensibilisation» bénévoles, voire aspirent à l'installation de caméras de surveillance pour verbaliser

ser les responsables de dépôt sauvage, d'autres proposent plutôt d'organiser autrement le ramassage des poubelles collectives : mettre en place une déchetterie gratuite, remettre les poubelles en intérieur. Surtout, plusieurs aimeraient pouvoir organiser des rencontres avec les bailleurs, réunir les partenaires, pour mettre chacun face à ses responsabilités. Les opérations nettoyage, même si elles finissent par rassembler uniquement les convaincu-es, sont également plébiscitées par beaucoup, comme Bilal à Salon-de-Provence, qui explique : « Si on nettoie, petit à petit, qu'on rend le quartier propre, plus de gens vont aimer le quartier, plus de gens vont venir ».

Un phénomène par contre met d'accord tou-ttes les habitant-es : les résident-es de quartiers voisins qui se servent du territoire comme d'une déchetterie. Des personnes expriment clairement cette problématique à Pithiviers et à Roanne. Dans cette dernière, Thérèse explique : « Il y a aussi les gens qui viennent avec leur voiture déposer leurs poubelles, leurs cochonneries, devant les poubelles des HLM ! C'est une incivilité ça aussi, et puis ça sent pas bon. Et ils posent à côté de la poubelle, pas dedans, c'est des gens qui viennent d'ailleurs

« Il y a aussi les gens qui viennent d'ailleurs, avec leur voiture, déposer leurs cochonneries devant les poubelles des HLM ! C'est une incivilité ça aussi. »

— Thérèse à Roanne —

et qui déposent ça ». À Pithiviers, un habitant évoque la même situation : « Il y a des gens qui viennent des autres quartiers, qui habitent les pavillons, et même qui viennent de Dadonville, qui viennent avec la voiture, ils déposent franchement 4, 5 poubelles ». Sa voisine raconte une anecdote : « À 4h du matin, je vois un monsieur avec un camion qui a ramené les déchets, les déchets, hein, de peinture et tout, et il a tout déposé là ». En définitive, lorsque la saleté, qui participe d'une image dégradée et donc insécurisante du quartier, provient d'habitants d'autres quartiers, c'est la double peine, résume un habitant à Pithiviers : « En fait, l'image du quartier que les gens ont, et bien c'est des gens de l'extérieur du quartier, en faisant ça, qui la donnent, cette mauvaise image ».

« La sécurité, c'est l'éclairage aussi ! »

La question des lumières, le soir, est un problème pour beaucoup. C'est assurément l'un des sujets les plus évoqués lors des rencontres organisées avec les habitant-es de quartiers populaires. Comme le dit un jeune homme à Saint-Martin-d'Hères : « La sécurité, c'est l'éclairage aussi ! ».

Il y a d'abord les lampadaires non réparés, signes, encore une fois, d'un manque d'attention vis-à-vis du quartier, comme l'explique un habitant de Pithiviers : « Souvent, la lumière peut rester un mois, voire plus, éteinte, sans que personne ne fasse rien ».

C'est également le cas pendant les travaux, comme à Carmaux, comme l'explique Christine : « Avec les travaux, on a plus du tout de lumière. Pour moi, l'insécurité, elle vient de là actuellement ». Selon une étude de l'Observatoire national de la politique de la ville, 23 % des habitant-es de quartiers populaires déclarent que l'éclairage est mal assuré, contre 10 % dans les autres quartiers²⁶.

Le manque d'éclairage la nuit provoque un sentiment d'insécurité chez beaucoup d'habitants. Une habitante du Chambon-Feurolles explique ce sentiment : « S'il arrive



↑ Centre Social Terre en couleurs — Pithiviers (45)

90

Centre Social Intergenerationnel →
— Fontenay-sous-Bois (94)



quelque chose, on ne voit rien. Le soir il faut allumer le portable pour éclairer, pour rentrer chez soi, faut pas trainer, rentrer vite chez toi, tu ne sais pas, quelqu'un qui serait derrière toi, se faire agresser, j'ai peur». Anna, à Aulnay-sous-Bois, confirme : «Oui, forcément, l'obscurité ça inquiète!». Selon elle, c'est ça qui a provoqué des actes de vandalisme : «Quand la lumière a été coupée, c'est le moment où nos box ont été vandalisés... c'est bizarre quand même!». Leïla, sa voisine, indique ainsi : «Ce manque de lumière dans le quartier, c'est très anxio-gène je trouve, pour nous les femmes, pour nos enfants, certainement pour certains hommes aussi. Mais on va dire que moi personnellement j'ai ressenti cette insécurité croissante ces derniers mois».

Sans éclairage la nuit, certain-es ne sortent plus, comme Jacques à Tergnier : «Il faudrait remettre de la lumière partout, sinon, moi, le soir, je ne sors plus, je ne fais plus rien du tout». Fatima et Lucie, à Vierzon, expliquent que «les lumières qui s'éteignent, l'obscurité, ça craint, après on ne peut plus sortir».

**« Il faut remettre l'éclairage !
Laissez les gens vivre un petit peu ! »**
— Aïcha au Chambon-Feugerolles —

L'extinction précoce des lumières dans le quartier provoque des retours anticipés chez soi, qui ne sont pas uniquement liés à la peur, mais au fait qu'il est plus difficile d'être ensemble dans le noir. C'est ce que regrette Aïcha au Chambon-Feugerolles : «Le soir, on sort pas mais on rentre avant 11 heures. Il y a quelques années, on restait jusqu'à très tard, après minuit, une heure, deux heures, surtout pendant le ramadan. Là maintenant, à 22h30, on rentre, on sait que ça va éteindre. Ma voisine, la pauvre, est en déambulateur, et bien pour rentrer tard, il faut deux personnes, une qui l'aide et l'autre qui allume avec le portable, parce qu'on a peur qu'elle

**« Il y a plus le budget pour la lumière ?
Bon bah voilà, et nous on peut se
faire tabasser dans la rue ! »**

— Anne à Saint-Benoît sur
l'Île de la Réunion —

tombe, voilà... Il faut remettre l'éclairage ! Laissez les gens vivre un petit peu !».

Alors, si la majorité des habitant-es souhaitent plus d'éclairage la nuit, comment comprendre les choix des décideurs ? Chacun-e y va de sa tentative d'explication. Sonia, à Roanne, croit se rappeler qu'«ils avaient éteint pour la délinquance justement, parce que, sans la lumière ils ne pourraient plus être là. Bon en même temps, j'ai l'impression que quand la lumière était éteinte, c'est là que des choses se passaient. Maintenant, ils n'éteignent plus...». À Pau, Marina constate un autre fonctionnement : «Maintenant, ça s'allume uniquement quand tu passes en-dessous. Moi ça me rassure pas du tout». L'argument des économies de dépenses publiques revient également à plusieurs reprises, dans la bouche de Christine à Carmaux : «On nous dit, c'est pour économiser, économiser, économiser, mais on économise quoi ? Je préférerais l'époque d'avant, on avait la lumière normalement et on vivait bien»; ou encore d'Anne, à Saint-Benoît sur l'Île de la Réunion : «On a fait plein de relances à la mairie, mais il y a pas le budget. Il y a plus de budget pour la lumière ? Bon bah voilà, nous on peut se faire tabasser dans la rue!». Cette dernière témoigne d'un fort sentiment d'abandon, dès lors que les pouvoirs publics semblent faire des économies sur le dos de la sécurité des habitant-es : «Des fois, on se dit : l'Etat il est pas pour que les gens se sentent en sécurité, en fait».

On le voit, les habitant-es sont dubitatifs, sinon hostiles, aux raisons avancées pour justifier l'absence d'éclairage la nuit. Ainsi, «plus d'éclairage la nuit» est une demande exprimée dans trois rencontres différentes : à La Roche-sur-Yon, Boissy-Saint-Léger et Carmaux.

En définitive, la demande de plus d'éclairage de nuit est massive. Elle n'est pas uniquement liée à la sécurité, et d'ailleurs les études sont contradictoires quant au caractère sécurisant de l'éclairage de nuit. C'est aussi, et peut-être surtout, une demande de

pouvoir se sentir autorisé-e à sortir, à occuper l'espace public la nuit, en famille, entre ami-es, sans avoir besoin de rentrer tôt. Cette occupation joyeuse et festive, est, par voie de conséquence, créatrice d'un espace public apaisé et rassurant.

Sentiment d'abandon et vulnérabilités: une insécurité sociale²⁷

92

27 La notion d'« insécurité sociale » fait référence à l'ouvrage de Robert Castel, *L'insécurité sociale: qu'est-ce qu'être protégé?* (la République des idées, 2003), qui revient sur la rupture du contrat social qui se joue dès lors que certaines catégories de populations ne sont plus protégées face aux aléas de la vie (perte d'emploi, vieillesse, maladie...)

L'insécurité des habitant-es de quartiers populaires peut être prise dans une définition plus large, qui dépasse la crainte face aux délits et aux agressions. L'insécurité, c'est aussi une question de vulnérabilité, de crainte face à l'avenir et aux aléas de la vie. Or, parfois avant même de parler de danger face à la délinquance, face aux nuisances, face aux violences physiques, les habitant-es abordent tous ces autres aspects qui produisent de la vulnérabilité: l'insécurité économique, dans un contexte de

précarité, notamment pour les seniors; l'insécurité sanitaire, dans un contexte où l'accès aux médecins est de plus en plus difficile; l'insécurité scolaire, de voir ses enfants manquer leur scolarité ou « mal tourner »...

Tous ces sujets sont producteurs de craintes, d'angoisses et de traumatismes. Ils nous poussent à réfléchir plus profondément à ce qui définit l'insécurité dans la vie quotidienne d'un-e habitant-e de quartier populaire.

« L'insécurité, pour moi, c'est d'abord un problème financier »

Les situations de précarité économique sont plus fréquentes dans les quartiers où sont concentrées les classes populaires. En France métropolitaine, trois fois plus de personnes sont en situation de pauvreté monétaire dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (43,2% de la population de ces quartiers) que dans l'ensemble du territoire (14,5%)²⁸.

« J'ai besoin de stabilité économique, sociale, personnelle, sinon je me sens en sécurité ! »

— Suzy à Saint-Martin-d'Hères —

Même si « la pauvreté n'explique pas tout », selon Fanta à Aulnay-sous-Bois, Hervé à Chennevières-sur-Marne partage son analyse : « Le fait d'être fragile socialement, de ne pas avoir beaucoup de revenus, cela génère des insécurités sociales ».

Néanmoins, ce n'est pas tant la question de la pauvreté que celle de la précarité qui produit de l'insécurité face à l'avenir. Autrement dit, le fait de ne pas pouvoir se projeter sereinement crée un mal-être chez plusieurs personnes interrogées, à l'image de Suzy à Saint-Martin-d'Hères : « J'ai besoin de stabilité économique, sociale, personnelle, sinon je me sens pas en sécurité ! ».

Le manque de revenus et la peur face à l'avenir touchent aussi les populations retraitées. Jacques, à Tergnier, explique que : « Les retraités avaient les moyens avant, aujourd'hui, ils n'ont que les yeux pour pleurer. Même pour des personnes en couple, la retraite est moindre par rapport à la paie touchée avant ». Les décisions politiques qui planent sur les retraites sont mal vécues par les habitant-es, à l'image de Jeanne à Ter-

gnier : « L'insécurité, pour moi, c'est d'abord un problème financier par rapport aux retraites. Les réformes qui vont être votées peuvent mettre en péril la sécurité financière des retraités, surtout pour les veuves ». Aux orientations politiques nationales qui impactent directement les futur-es et actuel-es retraité-es s'ajoutent les événements récents qui ont produit de l'instabilité économique : la crise sanitaire et l'inflation qui a suivi, comme le rappelle Leïla à Aulnay-sous-Bois : « Qui dit crise sanitaire dit crise économique. Et puis derrière, l'inflation. Donc j'ai plus les moyens, j'ai plus d'argent, qu'est-ce que je fais ? Je suis désemparée, mes enfants, j'arrive plus à les gérer, donc ils font n'importe quoi. Et tout ça, ça a été un engrenage en fait ».

Au-delà de l'instabilité qu'elles produisent, la pauvreté et la précarité ont donc des conséquences concrètes sur la vie quotidienne qui peuvent mener vers des actes délictueux, notamment des vols. Hervé, à Chennevières-sur-Marne, met en garde : « La précarité, ça mène à trouver des solutions qui ne sont pas forcément licites ». Leïla, à Aulnay-sous-Bois, évoque les vols dans les grands magasins pendant les révoltes urbaines de 2023 et condamne ces actions : « Quand on voit que certaines personnes sont venues voler quand les supermarchés brûlaient, on se pose des questions vis-à-vis des enfants après... ». Néanmoins, ses voisins lui répondent : « Il y a le besoin aussi, il y a la précarité ! ».

« La précarité, cela mène à trouver des solutions qui ne sont pas forcément licites. »

— Hervé à Chennevières-sur-Marne —

93

²⁸ Sources : Chiffres-clés de la pauvreté. Observatoire national de la politique de la ville, 2021. Sont considérées comme en situation de pauvreté les personnes qui touchent moins de 60 % du revenu médian. Ce seuil est situé à 1102 € par mois en 2019 (source INSEE, 2021)

À Pau, les habitués du supermarché du quartier constatent que de plus en plus d'antivols sont posés dans le magasin. Ils et elles se désolent de voir que l'on protège désormais des produits de première nécessité. Marina témoigne: «Les rasoirs, l'alcool, les trucs qui coûtent cher ok. Mais maintenant, sur certains aliments aussi, et en-dehors du fois gras tout ça! Ils te foutent des antivols parce qu'ils se rendent compte que les gens volent. Ça c'est pas pour le plaisir hein, mais juste pour manger! Et beaucoup de personnes âgées, d'ailleurs, qui n'ont que 900€ par mois...».

Face à ces constats, certaines personnes, souvent elles-mêmes en difficulté financière, se lamentent de percevoir que d'autres

pourraient être avantagées. Jeanne, en difficulté avec sa retraite, explique connaître «des personnes qui n'ont jamais vraiment bossé et qui touchent quand même. Elles n'ont rien à déclarer et ça se fait tout seul...». Fanta, à Aulnay-sous-Bois, tient également à rappeler que «les allocations familiales c'est pour les enfants. Certains touchent beaucoup, mais leur priorité est différente, ils délaissent leurs enfants».

Néanmoins, dans leur majorité, les habitant-es expriment la peur que procure le sentiment d'insécurité financière, produite par un manque de revenus et/ou par un manque de visibilité vis-à-vis de l'avenir, dans un contexte de chômage massif et de crise économique.

Les difficultés d'accès aux commerces et aux services

94

La disparition des services et des commerces, qui animent la vie du quartier, est mise en avant comme facteur d'insécurité. À la fois car cela demande de se déplacer, parfois loin, pour pouvoir s'alimenter, se soigner, ou encore accéder à ses droits, et parce que cela supprime des équipements qui ont pignon sur rue et qui produisent des formes d'occupation de l'espace public vues comme positives.

La fermeture de magasins est souvent citée en exemple, à l'instar de Dalila à Oyonnax: «Il y a des magasins qui ferment, et ça fait peur. Avant, c'était plus vivant». À Saint-Dizier, Marylise évoque un centre commercial aujourd'hui disparu dans son quartier, qui était un lieu d'échange, de partage, une sortie où l'on pouvait retrouver les autres ha-

bitant-es. Sa voisine rebondit et évoque la disparition du marché en même temps que celle du centre commercial.

Ces services qui disparaissent posent un problème de mobilité. Au Chambon-Feugerolles, Aïcha explique que désormais: «Il faut aller au centre-ville pour toutes les courses, depuis que le Proxy a fermé. C'est mort». Elle évoque un sentiment d'abandon qui dépasse la question des commerces: «La ville a abandonné tout le Chambon! Il y avait la CAF, il y avait le trésor public, il y avait le centre. Là, il n'y a rien.»

Dès lors que les services sont plus éloignés, la question de la mobilité devient critique. Maeva, à Vierzon, dispose d'une voiture et imagine les problèmes auxquels elle pourrait être confrontée si elle était dépendante des bus: «Apparemment, c'est très compliqué les bus. Et je me dis: le jour où je peux pas prendre ma voiture, comment faire?». Ses voisines confirment: «C'est une fois par heure», dit une première; «ils ont supprimé des lignes, il n'y a plus de bus pour l'hôpital, c'est quand même un service public c'est important!», indique la seconde, avant

**« Dès qu'on a pas de voiture,
c'est un vrai handicap pour
faire ses courses. »**

— Sonia à Roanne —



→ La CaSa Centre Social Carmausin Segala – Carmaux (81)
↓ Centre Social MOKA – Cayenne (973)



qu'une troisième précise: «Et si tu veux aller à Chaillot, il faut carrément appeler pour réserver et c'est pas sûr qu'il vienne». Sonia, à Roanne, fait également l'expérience de ces problèmes de transports: «Dès qu'on a pas la voiture, c'est un vrai handicap pour faire ses courses. Si on rate le bus, il faut attendre 20 minutes! Pour acheter une baguette le dimanche il y a pas de bus, faut aller à pied au centre-ville... Il faudrait plus de bus le samedi et le dimanche».

La difficulté d'accès aux services et aux commerces provoque un sentiment de vulnérabilité important mais elle a aussi des conséquences en termes d'ambiance dans l'espace public. Anne, à Saint-Benoît sur l'Île de la Réunion, explique: «Il n'y a rien dans le quartier, à part nos bâtiments délabrés...». Une sensation concrète de manque, de vide, qui fait que l'espace public du quartier ne devient qu'un espace de passage – sauf pour les activités illicites. À Saint-Martin-d'Hères, un homme explique que le manque de présence dans l'espace public l'inquiète: «La sécurité, c'est de voir des enfants jouer dans des espaces extérieurs, jouer dehors, ça, ça me donne de la sécurité. Et là, j'en vois pas assez souvent».

À Salon-de-Provence, Sonia précise la sensation produite: «Il y a plein de choses qui manquent par rapport au centre-ville. On s'ennuie, il n'y a rien. Franchement, des fois, on a peur tellement on croise personne... Il manque les commerces, les moyens de transport. C'est dommage il y a plein de trucs qui manquent». Par ailleurs, comme le rappelle Élisabeth, sur l'Île de la Réunion, les commerces participent à créer de la vie collective dans le quartier: «C'est dans les

« On s'ennuie, il n'y a rien, il y a que nous. Franchement, des fois on a peur tellement on croise personne... »

– Sonia à Roanne –

boutiques locales que j'ai eu mes premiers contacts ici. Avant que les grandes surfaces arrivent. Donc c'est important!».

Toutes ces difficultés existent dans nombre de quartiers prioritaires. Néanmoins, certaines habitant-es disposent d'un accès relativement bon aux services et commerces parce que leur quartier en dispose, parce qu'il est proche du centre-ville, ou encore parce qu'il est bien desservi en transports en commun. Cet avantage relatif est souligné par les personnes concernées. À La Roche-sur-Yon, un habitant témoigne: «Le quartier est très peu isolé par rapport à ailleurs. Il est très proche du centre-ville, à 10 minutes à pied. Du coup, on n'a pas de problèmes de mobilité, d'accès à la culture...». À Villiers-le-Bel comme à Allonnes, c'est l'offre de transports qui est remarquée. Dans le premier cas, une femme évoque le fait qu'«on est bien desservi, on a les transports en commun, les commerces. À ce niveau-là, la ville fait quand même beaucoup de choses». Dans le second, une personne explique que «le confort, c'est qu'on a tout à disposition en transport en commun facilement, pour les gens qui ont pas de voiture, les grand-mères, les petits jeunes!». Elle ajoute: «Et puis on a école, collège, lycée, tout peut se faire à pied, en restant à Allonnes».

Le problème de l'accès aux droits

Le manque d'accès aux services provoque également une fragilité administrative à faire valoir ses droits. Jeanne, à Tergnier, raconte sa difficulté à faire valoir ses droits à la re-

traite: «Ça fait quelques mois que je suis sur ma retraite donc j'ai rencontré une assistante sociale ici pour m'aider, depuis mai, on est là-dessus [...] je reçois régulièrement des

courriers me demandant ce que j'ai fait en 83, en 74... alors moi je suis perturbée, c'est pour ça que je suis dans cet état là aujourd'hui».

Face à ces difficultés, les abandons sont fréquents. Un habitant au Chambon-Feugerolles évoque les services des impôts: «Le service des impôts est à Saint-Chamond, 20 kilomètres, c'est très loin, pas facilement accessible en transport en commun. Des gens ont dû prendre un taxi pour aller à Saint-Chamond, mais ça a pris trop de temps, ils ont dû reprendre le taxi qui ne voulait pas attendre».

Les solutions dématérialisées, par téléphone ou en ligne, sont vivement critiquées,

« Sur internet, j'ai peur, une mauvaise touche et je peux tout rater. »

– Aïcha au Chambon-Feugerolles –

comme l'explique Aïcha au Chambon-Feugerolles: «Je sais faire sur internet et tout. Mais j'aimerais bien être face à face, un conseiller, pour bien comprendre. Parce que j'ai peur, une mauvaise touche et je peux tout rater. Il faut dire la vérité».



« Une insécurité sanitaire »



Parmi les services qui tendent à disparaître dans les quartiers populaires, on retrouve la question de l'accès à la santé. Les habitant-es de quartiers populaires renoncent plus souvent aux soins que les autres habitant-es du territoire français, d'abord pour des raisons financières (pour 40% d'entre eux et elles contre 26% pour l'ensemble de la population, soit +14%), mais aussi pour des raisons d'éloignement (+1,7%) ou de délais (+2,4%)²⁹.

« Le problème du manque de médecins, c'est une menace. C'est une insécurité sanitaire. »

– Lucie à Vierzon –

Ces problématiques sont évoquées par les habitant-es rencontré-es. Une femme, à Oyonnax, raconte: «Niveau santé, c'est une catastrophe; il n'y a pas de choix, je dois me déplacer à Lyon maintenant», tandis qu'à Vierzon, Lucie témoigne: «Il y a un problème

au niveau des médecins aussi, ça c'est une menace! C'est aussi ça l'insécurité, c'est l'insécurité sanitaire».

Aïcha, au Chambon-Feugerolles, évoque la question de la disponibilité des médecins: «Je suis sur liste d'attente, ça fait deux ans, mon médecin est parti à la retraite. L'autre fois, j'avais mal à l'épaule, j'ai dû aller aux urgences. La dame me dit "vous devez trouver un médecin" je lui ai dit "trouvez avec moi!". Je suis sur liste d'attente, et à chaque fois on me dit "non, on ne peut pas prendre de nouveaux patients". Je fais comment moi?».

Cette disparition des services médicaux inquiète et pose une insécurité très concrète face à la maladie ou aux accidents. Cela est d'autant plus vrai pour les personnes âgées, qui se retrouvent dans une situation d'isolement dangereuse, comme l'explique Jeanne à Tergnier: «On se sent bien seul chez soi. Aujourd'hui, j'ai 67 ans, il y a des moments où je me demande si lorsqu'il m'arrive quelque chose, problème de cœur etc, est-ce que je serai soutenue à temps?».



↑ Centre Social Gisèle Halimi — Altonnes (72)

Centre Social Michel Catonné — Boissy-Saint-Léger (94) ↓



Face à ce problème d'accès aux droits, Aïcha évoque une idée : « Il faudrait avoir un relais, un petit local, même une fois par semaine, pour la sécurité sociale, la CAF, Pôle Emploi. Une fois par semaine, pour poser nos dossiers, pourquoi on doit aller jusqu'à Firminy, Saint-Etienne ? Il y a plein de locaux

qui sont vides là ». En réponse, certain-es évoquent la maison France Services présente sur le quartier, mais un habitant explique : « Ça marche très mal. Ça a été dit devant le représentant du préfet que ça marchait mal, il a dit "c'est pas la première fois que j'entends ça" ».

Le lien aux bailleurs sociaux : « je sens un mépris »

L'insécurité s'observe également dans les relations appauvries avec les institutions. Comme le résume Leïla à Aulnay-sous-Bois : « On ne nous écoute pas ». Ces difficultés produisent une vulnérabilité institutionnelle : ne pas être entendu-e, ne pas être pris-e en considération, renforce le sentiment d'abandon et a des conséquences concrètes en termes de qualité de vie. Les relations souvent conflictuelles avec les bailleurs sociaux sont un exemple frappant de cette défiance. Elles renvoient à des problématiques liées au logement, aux parties communes et aux charges.

**« Pour eux on est des dossiers,
on est des numéros. »**

– Fatiha à Oyonnax –

Vis-à-vis de leur logement, certaines personnes évoquent des difficultés sur lesquelles elles n'ont pas prise, sans solutions de déménagement. Aïcha, au Chambon-Feugerolles, évoque sa situation : elle a un problème physique et habite au 3^e étage sans ascenseur. Pour les courses, c'est un combat quotidien : « Je suis une femme seule. Ma boîte aux lettres, je l'utilise pour mes courses. Tous les jours, je monte une bouteille. La boîte aux lettres, c'est pour les

lettres, et moi je l'utilise pour mes courses, parce que je peux pas monter. Personne n'installe d'ascenseur, et moi je ne peux pas partir... ». Les demandes de relogement ne trouvent pas facilement de réponse et les personnes sont parfois obligées d'interpeller leurs bailleurs de manière plus virulente pour se faire entendre, comme peut en témoigner Fatiha à Oyonnax : « J'ai appelé une fois, j'en avais marre, je leur ai dit : "Dites-moi une fois pour toutes, on vous donnera jamais un logement". Ils m'ont répondu : "Madame il ne faut pas dire ça !", et après ça a avancé ». Elle en tire une leçon : « Il faut savoir parler en fait. Parce que pour eux, on est des dossiers, on est des numéros ».

Les parties communes ne sont également pas assez bien entretenues. Les questions de squat dans les halls et dans les caves, longuement évoquées dans les chapitres précédents, sont des conséquences de ce manque d'entretien.

À Pithiviers, un groupe de résident-es du même immeuble rappelle que leur insécurité est le fruit d'un manque de réactivité du bailleur : « Notre bâtiment, ça fait plus d'un an que la porte ne se ferme pas. Du coup, souvent il y a des jeunes qui viennent dormir là-bas, ils entrent dans les caves, ils fument là-bas, ils font n'importe quoi ». À Carmaux, le groupe évoque que les portes n'ont jamais été changées depuis la construction des immeubles du quartier. Une personne s'en offusque : « Ce sont des vieilles portes, pas de digicodes, elles sont plus susceptibles d'être forcées ».

Des situations loin d'être isolées: selon une note de l'Observatoire national de la politique de la ville, en 2019, 36% des ménages vivant en appartement dans un quartier prioritaire de la politique de la ville indiquent que les parties communes ou équipements à l'intérieur de leur immeuble sont en mauvais état³⁰.

Lors d'un échange à Fontenay-sous-Bois, la responsabilité du bailleur est même avancée vis-à-vis de la propagation du trafic dans le quartier. Une conseillère municipale, présente pendant les échanges, explique: «Le trafic s'installe dans les bâtiments, où les bailleurs sont peu présents, où les bailleurs ont démissionné pour X raisons». Bernard, membre du conseil de quartier, en donne une illustration concrète: «Les dealers, ils sont partis du 5, ils sont arrivés au 12, 14, pourquoi ils se sont pas arrêtés au 9, ou au 1 de la rue d'à-côté? Parce qu'il y a des gardiens, qu'ils sont présents, qu'ils font leur travail, parce qu'il y a un monsieur qui nettoie les parties communes tous les jours. Et, la différence, c'est que c'est pas le même bailleur. Le contraste est flagrant! Sur la même rue, Jean Macet, on change de bailleur, et d'un coup, tout est parfait».

« On n'est pas en sécurité avec nos bailleurs parce qu'on est pas assez protégés. »
— Dalila à Boissy-saint-Léger —

Dalila, à Boissy-Saint-Léger, évoque à ce propos un sentiment d'insécurité: «On n'est pas en sécurité avec nos bailleurs. Parce qu'en fait, on n'est pas assez protégé: où je suis, on a beaucoup de vols, la porte en bas ne ferme pas, on a souvent des voleurs. On est abandonnés, livrés à nous-mêmes, même si on paye un loyer et des charges». Les difficultés économiques entrent également en ligne de compte. Une personne à Pithiviers explique que certaines réparations devraient être à la charge du bailleur, notamment la peinture, mais que celui-ci

n'agit pas: «Il faut que je compte de ma poche pour tout, pour réparer ce qui est cassé. Je me sens abandonnée». La question des charges revient également régulièrement. Aïcha, au Chambon-Feugerolles, en témoigne: «Les charges ont augmenté, je ne sais même pas comment ça fonctionne! Et puis moi je suis toute seule, en F2, et je paie plus que les familles qui sont dans des F3, F4, je comprends pas. Ils ont augmenté il y a deux ans, ils réclament des charges en plus, 1500 euros, 2000 euros, je ne sais pas comment ça fonctionne, je me demande...». Face à tous ces problèmes de logement, les bailleurs sont difficiles à joindre et peu réactifs pour agir. Aïcha, au Chambon-Feugerolles, évoque un problème d'ampoule: «Devant ma porte, l'ampoule était grillée. J'ai appelé plusieurs fois... Deux semaines pour réparer l'ampoule! Ce n'est pas possible. Avant il y avait un concierge, direct, il changeait, voilà. Le nouveau concierge ne fait pas son travail. Il y a 10 allées pour un seul concierge». Certaines situations semblent produire un contexte encore moins favorable à la réactivité, comme lorsqu'un seul bailleur gère de manière quasi-monopolistique tout un quartier, comme explique Nour à Aulnay-sous-Bois: «Les bailleurs, ils sont implantés à je ne sais pas quel pourcentage, ce sont les patrons, du coup, il y a du laisser-aller, ça ne bouge pas».

La non-réactivité des bailleurs produit un sentiment de relégation pour les résidents du parc social. À Pithiviers, l'animateur demande au groupe comment sont les relations avec le bailleur. Une personne répond: «Quand vous appelez, que vous expliquez votre problème et qu'il n'y a pas de solution; qu'au deuxième problème, il n'y a toujours pas de solution. Comment vous voulez qu'on se sente après ça? Je sens un mépris». Sa voisine poursuit: «Ça veut dire qu'en gros, parce qu'on habite dans des logements sociaux, on ne peut pas être à égalité avec les personnes qui vivent dans du privé. Ils nous prennent comme des gens qui ne sont pas normaux, en fait».

Cette relation aux bailleurs renvoie à un ressenti plus général vers celles et ceux qui détiennent du pouvoir vis-à-vis des quartiers populaires. À Oyonnax, une personne décrit la venue du premier ministre Gérard Dar-

30 Source : Chiffres-clés de la pauvreté, Observatoire national de la politique de la ville, 2021. Sont considérées comme en situation de pauvreté les personnes qui touchent moins de 60 % du revenu médian. Ce seuil est situé à 1102 € par mois en 2019 (source INSEE, 2021)

manin au moment des révoltes urbaines de 2023 : « Il est venu, il a donné de l'argent pour mettre des caméras, c'était rendez-vous en terre inconnue ! ». Jacques, à Tergnier, exprime sa colère contre ceux « qui s'en mettent plein les fouilles et après, pour le reste, qui disent "allez vous faire voir" ».

À l'inverse, les habitant-es rencontré-es à Saint-Dizier affirment qu'ils et elles ne se sentent pas abandonnés par les institutions, du fait qu'ils et elles voient souvent des élus et des agents de la ville venir sur le quartier. Leur quartier du Vert-Bois a beau être éloigné du centre-ville, ils font bien la distinction, comme le rappelle une

« Parce qu'on habite dans des logements sociaux, on ne peut pas être à égalité avec les personnes qui vivent dans du privé. »

– Une habitante lors des échanges à Pithiviers –

personne : « Il faut distinguer exclusion et abandon. On se sent exclu physiquement car on est loin de la ville, mais pas abandonné ! ».

Face au manque de reconnaissance, comment agir ?³¹

L'insécurité se retrouve donc en partie construite par un manque de considération de différentes institutions à l'égard des quartiers populaires et de leurs habitant-es. L'école, les bailleurs sociaux, les administrations publiques, la santé, les élu-es, la police (qui sera l'objet du chapitre suivant) : dès lors qu'ils cessent d'être disponibles, réactifs, à l'écoute, cela a des conséquences concrètes en termes de vulnérabilités populaires. Pour pallier ces difficultés, différents types de pistes sont évoquées par les habitant-es.

Dans certains territoires, le niveau d'abandon est tel que les gens en viennent à proposer des solutions qui passeraient par du bénévolat, qui pourrait être exercé par des

« On pourrait inviter les personnes qui partent à la retraite pour qu'elles nous aident. »

– Un habitant lors des échanges au Chambon-Feugerolles –

retraité-es des administrations publiques ou du secteur médical comme des médecins ou des infirmières. Au Chambon-Feugerolles, un homme propose d' « inviter les personnes qui partent à la retraite, pour qu'elles nous aident, pour les dossiers, pour les rendez-vous médicaux... Une infirmière à la retraite, elle vient donner du temps, en échange de quelque chose, vous lui apprenez à faire la cuisine, ou la couture... ».

L'animatrice de la rencontre, un peu interloquée, répond, sur le ton de la plaisanterie : « Oui c'est une bonne idée, on va aller voir les administrations, leur demander quand est-ce qu'ils partent à la retraite pour qu'ils puissent nous aider ». Cela provoque quelques rires. Aïcha, elle, n'en démord pas : « Il faudrait que les personnes à la retraite sur la santé, ou le logement, ils viennent pour nous aider ! Pour connaître tous les secrets. Un médecin à la retraite qui pourrait nous suivre. Des bénévoles quoi ».

Cette demande de soutien bénévole met en lumière la réalité de perte du contrat social que vivent les habitant-es de quartiers populaires, qui pousse ces dernier-es à quémander du bénévolat de médecins retraités pour se faire soigner, ou de devoir faire ap-

pel à des volontaires pour être aidé.es dans sa relation au bailleur.

Face à ce manque de considération, certain-es exigent plus de démocratie. Annie, à Fontenay-sous-Bois, en appelle à «plus de réunions avec les bailleurs. Parce qu'on a trop le sentiment que les bailleurs s'occupent pas des locataires, qu'ils en ont rien à foutre du moment que tu paies ton loyer». Cette demande de plus de démocratie s'exprime au-delà de la question du logement. À Aulnay-sous-Bois, une personne estime qu'«il faut plus de rencontres, des conseils de quartiers, pouvoir être présents pour s'exprimer».

Son voisin, dubitatif vis-à-vis de cette démocratie participative, indique pour sa part que «c'est le vote qui est important. Il faut se mobiliser si on est pas d'accord. Des nouveaux élus peuvent être plus sensibles à ce qu'on dit». À Chennevières-sur-Marne, alors qu'on parle de solutions, une personne ramène cette question du vote: «Il faut aller voter, si le quartier ne vote pas, il n'est pas considéré par les élus. Pour faire pencher la balance il faut avoir du poids».

**« J'ai besoin qu'on ait
des formes d'organisation collective.
De l'intelligence collective. »**

— Luc à Chennevières-sur-Marne —

Une démocratie qui peut également passer par de l'action collective. Luc, à Chennevières-sur-Marne, évoque un «besoin de lutter. Tout le monde donne des réponses plus individuelles, mais j'ai besoin que comme maintenant, ici, en ce moment, on ait des formes d'organisation collective, d'échanges pour agir sur un certain nombre de problèmes. De l'intelligence collective». Il évoque, plus concrètement, une situation d'injustice dans le quartier qui pourrait être solutionnée de cette manière: «La société UPS, elle ne livre pas chez nous. On doit se déplacer jusqu'à la Poste. Une fois, j'ai dû aller jusqu'au dépôt, à Echirolles. J'ai posé des questions et insisté lourdement.

**« Il faut plus de considération.
Ce n'est pas parce
qu'on vit dans un quartier qu'on
est des moins que rien. »**

— Un habitant lors des échanges
à Chennevières-sur-Marne —

Ils m'ont dit: " Pour la sécurité de nos livreurs on a décidé de ne plus livrer là-bas!". Il y a une interpellation, une lutte, une action collective à faire sur ce genre de questions!».

À Allonnes, des discussions émergent face au manque de considération du bailleur. Une personne propose: «Il faut agir! On a déjà lancé une pétition. Maintenant, c'est pas le bailleur qu'il faut aller voir, c'est le maire avec la pétition. Ça, ça va remettre le dossier en haut de la pile». À Aulnay-sous-Bois, l'animatrice évoque les associations de locataires et une femme lui répond: «Ça n'a pas fonctionné ici, personne n'a repris. On avait fait une réunion mais finalement tout le monde s'est désisté». Sa voisine se veut plus enthousiaste: «Il faut relancer! C'est ça qui fait la différence! Ces organismes-là ont leur importance».

Toutes ces demandes de démocratie témoignent de la volonté de trouver des solutions concrètes aux problèmes que vivent les habitant-es de quartiers populaires. Plus profondément, elles renvoient à une demande de dignité par la reconnaissance. Alors qu'est venue l'heure des propositions, à Chennevières-sur-Marne, une personne résume ce sentiment: «Il faut plus de considération. Ce n'est pas parce qu'on vit dans un quartier qu'on est des moins que rien, il y a des gens intéressants ici».

Quelques mots pour finir

Le sentiment d'insécurité est produit par de nombreux facteurs qui nous incitent à décentrer notre regard sur la manière dont on définit « être en (in)sécurité ».

D'abord, les parcours qui mènent vers la délinquance de certains jeunes de quartiers populaires trouvent des explications éducatives mais également sociales et économiques. Ils donnent à voir un environnement qui facilite le découragement, la mauvaise estime de soi, qui, en retour, sont utilisés comme moteurs pour se tourner vers diverses formes de délinquance et vers le trafic.

Ensuite, la sensation d'être en insécurité dans certains quartiers populaires est produite par le manque de considération, de soin, qui est apporté à ces territoires et à leurs habitant-es, visibles dans la dégradation des bâtiments ou les problématiques liées à la propreté. Par ailleurs, le manque de lumière, le soir, revient souvent dans les discussions : il inquiète autant qu'il empêche de s'appropriier et de vivre le quartier la nuit. Ce manque de considération se joue à bien d'autres endroits que dans l'espace physique du quartier. Il s'observe à travers la disparition des services et des commerces, les difficultés d'accéder à ses droits et enfin aux relations souvent conflictuelles avec les bailleurs sociaux. Ensemble, toutes ces difficultés produisent une insécurité sociale très forte, alimentée par le manque de reconnaissance de la part des institutions.

En retour, les habitant-es proposent diverses solutions, allant de l'engagement bénévole jusqu'à des formes d'action collective visant à interpeller les institutions. Cette pluralité de propositions renvoie à la manière dont cette insécurité sociale est renvoyée à une somme de problèmes individuels ou si, au contraire, elle est politisée et renvoyée à une question de justice sociale.

**AGIR FACE À
L'INSÉCURITÉ :
RÉPRESSION, 105
PRÉVENTION,
LIEN SOCIAL**

Introduction

Face à l'insécurité, l'action publique s'envisage classiquement dans une opposition entre une action préventive et une action répressive. La première consiste à faire diminuer en amont le risque de situations de violence (par exemple : en accompagnant des parcours d'insertion qui permettent de sortir de la délinquance) et la seconde renvoie à une intervention rapide et efficace en aval des actes de délinquance pour empêcher qu'ils ne se reproduisent, en faisant l'usage de la force publique et de sa capacité à interpellier, puis de l'arsenal juridique permettant d'empêcher de nuire à nouveau. Si la prévention vise à agir sur les causes de la délinquance (et l'éviter), la répression sur les faits, les symptômes.

106 Lors des rencontres de cette édition, les diverses modalités visant à réduire l'insécurité ont été largement discutées. L'action répressive de la police a été pointée du doigt par certain-es parce qu'elle ne serait pas assez efficace pour endiguer la violence et la délinquance ; pour d'autres parce qu'elle serait elle-même productrice de violence et d'insécurité, notamment de par les démonstrations de force des services de police lors de leurs interventions. L'usage des caméras de surveillance fait l'objet de nombreux débats sur leur efficacité réelle, tandis que des alternatives plus préventives, comme le (re)déploiement de médiateurs, sont des mesures sur le moyen-long terme.

Nombre de discours ont abordé d'autres manières d'envisager la lutte contre l'insécurité. Dans beaucoup de cas, les habitant-es défendent l'idée que c'est par l'interconnaissance et l'échange que l'on produit plus de sérénité dans le quartier. Contre l'isolement et le repli sur soi, ils et elles proposent de réinvestir l'espace public, de défendre les équipements, d'animer la vie de quartier, d'agir ensemble pour améliorer les conditions de vie. Les femmes, en particulier, sont les moteurs de cette orientation. Ni répressive, ni réellement préventive – puisqu'elle n'a pas pour but premier de prévenir les actes violents – cette réponse, par le développement du lien social, semble opérante, particulièrement pour prévenir les différentes formes d'insécurité dans l'espace public.

Face aux actes de délinquance : « un besoin de justice »

La première manière, la plus directe, de penser l'action face à l'insécurité consiste à se demander ce qu'il faudrait faire pour agir lorsque des actes délictueux surviennent, notamment dans l'espace public. Avant

même d'aborder la manière dont l'action publique, et notamment policière, intervient ou devrait intervenir, beaucoup d'habitant-es se posent la question de comment elles et eux pourraient mieux réagir au quotidien.

107

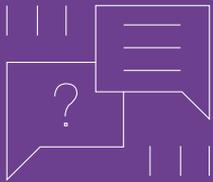
Réagir ou se taire : la peur des représailles

Les habitant-es évoquent leurs manières d'agir, lorsque l'on est victime ou témoin de nuisances, voire d'agressions, qui produisent de l'insécurité.

Les échanges portent sur la manière d'interpeller les jeunes en groupe dans l'espace public lorsque ceux-ci posent différents problèmes, que ce soient des nuisances, des activités illicites ou encore des démonstrations d'irrespect auprès des autres habitant-es.

Certain-es proposent simplement d'aller les voir, d'entamer la discussion. Une femme, à Saint-Martin-d'Hères, explique que «c'est possible d'aborder les jeunes, il suffit de ne pas montrer de l'agressivité». Dominique, à Cernay, raconte une expérience du même type: «Il y a quelques années, sur ma petite voiture rouge, il y avait constamment 2, 3 jeunes, qui étaient toujours assis dessus.

À force, on va avoir une bosse! Alors, un jour, je suis allée les voir. Je les ai tellement embobinés avec ma voiture que maintenant, ils me disent "quand tu pars, on surveille ta voiture". Au début ils ont pu être agressifs un peu, mais si on réagit avec l'agressivité, ça ne va pas, ça monte. Il faut une bonne approche». Assise à côté d'elle, Julie confirme: «À un moment, ils prenaient ma poussette, le soir. Mais quand on leur a dit une fois, après, ils ne me l'ont plus pris. Il y en a un qui était gêné, enfin, honteux comme tout. Il disait "c'est pas moi, madame. C'est mon copain. Je vais lui dire, je suis désolé". Vraiment, il est devenu rouge, il regardait ses pieds. J'ai dit, "mais tu n'as pas honte. C'est la poussette de ma fille." Mais maintenant, moi je laisse mon souk en bas, le vélo de mon fils, etc. Et bah on ne me les a jamais pris». Elle émet néan-



3 questions à

1

Quel regard portez-vous sur les évolutions de « sécurité » dans les quartiers populaires ?

L'observation, depuis vingt ans, des bandes de jeunes et des rivalités de quartiers populaires, ne prouve pas leur augmentation. C'est un phénomène cyclique dont on a oublié la prégnance, par exemple dans les années 90. Le principal changement, c'est la place des outils numériques. Par contre, le deal et ses impacts, comme l'implication des mineurs, sont en plein essor depuis 30 ans. Le trafic de stupéfiants prend des formes plus organisées, une délinquance qui s'est instituée et structurée pour répondre à la demande. Elle touche en particulier des jeunes, voire des mineurs, mais aussi des filles dans des rôles différents de celles des garçons. Cette délinquance évolue perpétuellement. On est confronté à une très grande diversité de formes d'insécurité et de violence sur les territoires. Les violences dans l'espace public peuvent être de différents types: des violences interpersonnelles, racistes, sexistes et sexuelles, liées à une révolte ou à l'économie criminelle. La notion de rixe, tout comme celle de violences urbaines, est à la fois polysémique et imprécise.

2

Comment répondre à ces situations ?

La première démarche est de définir les comportements identifiés (deal, violences dans leurs différentes formes, inconduites de voisinage, corruption et abus de biens sociaux...). Les situations doivent être analysées, correctement nommées. Les logiques à l'œuvre ne se dévoilent pas forcément facilement. L'étude des réalités repose sur le croisement des positions et des regards des acteurs, sachant qu'elles sont très variables selon les territoires. Les réponses doivent également faire l'objet d'une analyse fine pour résister aux fantasmes. Ainsi la demande forte d'un « retour » de la police de proximité n'a pas réellement eu le temps de se déployer et n'a pas pu être évaluée. Sur les rivalités de quartier, les actions à court terme et réactives, trop souvent mises en place, ne permettent pas de retrouver une situation plus stable.

La construction des actions doit être le fait d'une communauté d'acteurs locaux, impliquant les institutions et les territoires en conflit. C'est une évolution constatée. Nombre d'acteurs s'engagent désormais dans des stratégies de long terme pour faire face à ce type de violences. Elles reposent au départ sur des temps de formation et la construction d'une culture commune, puis d'une stratégie plus globale. Elle relève par ailleurs d'une implication plus importante des habitant-es. Mais leur place est encore trop souvent limi-

Marwan Mohammed

Docteur en sociologie et chargé de recherche. Au CNRS, il travaille principalement sur les normes, les déviances, les jeunesses populaires et le racisme³².

tée à la phase de diagnostic et ils-elles sont peu impliqués dans l'élaboration des plans de prévention. Il s'agit d'encourager des démarches de mobilisation, de « participation » et d'implication des concernés dans la décision, à l'image du « community organizing »³³.

3

Est-ce que ces démarches permettent effectivement un impact sur les comportements identifiés ?

Les stratégies visant à traiter les situations d'insécurité ou de violences ne peuvent se limiter à répondre aux conséquences. Les comportements problématiques, les in-conduites ne sont que les symptômes de dynamiques sociales plus profondes. Dans un contexte d'échec scolaire ou familial, de frustration ou de pauvreté économique, la délinquance est un moyen pour certain-es adolescent-es d'obtenir une forme de reconnaissance et de place sociale, ou de dégager du pouvoir d'achat. L'institution scolaire a pu produire des sentiments d'infériorité dans les familles et chez les plus jeunes. Là où la scolarisation de masse a provoqué de nombreux espoirs chez les

personnes d'origine ouvrière, elle a également provoqué frustrations et tensions chez celles qui n'avaient pas pu se soumettre à la discipline scolaire et se sont retrouvées sans débouchés. Il s'agit de travailler sérieusement sur les conditions d'entrée des enfants dans leur scolarité élémentaire (l'accrochage scolaire), qui sont déjà trop nombreux à être dans les murs, sans être au niveau. Il n'y a qu'à lire les résultats des tests nationaux au CP et les années suivantes publiées. Réduire ce vivier en amont est complémentaire d'autres leviers structurels comme les sorties de délinquance. Ce qui nécessite une présence humaine au plus près des réalités, comme la prévention spécialisée, l'animation, le secteur associatif etc. sans se raconter d'histoire sur leur pouvoir réel de transformation. Jamais dans aucun territoire observé, même si les équipes étaient au complet et expérimentées, les moyens mis à disposition étaient à la hauteur des besoins des territoires. L'intervention sociale, avec ses moyens actuels, permet une forme de régulation, qui fait que les territoires tiennent, trouvent un équilibre, mais tout cela est très fragile.

Pour transformer en profondeur une situation, la prévention doit également passer par une approche structurelle de lutte contre la délinquance, notamment d'exclusion, décidée au niveau national. Une politique qui viserait à réduire les viviers sociaux bien identifiés d'où émergent les jeunes en bande, les petites mains du trafic, les individus ancrés dans une délinquance de voie publique.

109

³² Marwan Mohammed, « Y a embrouille ». Sociologie des rivalités de quartier, Paris, Stock, 2023, 374p. ³³ Processus par lequel des gens partageant des intérêts communs se forment et s'organisent pour se faire entendre et s'impliquent pour faire valoir leurs demandes face aux institutions publiques ou tout autre pouvoir.

moins un bémol à cette idée du dialogue: «Il y a tellement de choses dont il faudrait leur parler, les dangers de la drogue, le fait qu'ils squattent, la peur de se faire harceler. Il faudrait parler de tout ça sans agressivité, c'est difficile». À Chennevières-sur-Marne, le groupe s'accorde sur l'importance de «davantage parler avec les jeunes».

**«On a peur des représailles
si on fait quelque chose, si on dit
quelque chose, si on porte plainte.»**
— Ymen à Cernay —

D'autres emploient la manière forte ou la menace, comme Patrick à Tergnier: «Il y a des jeunes qui laissent tout le temps traîner des bouteilles vides dans un parc, et il y a des enfants dans ce parc la journée... J'ai dit à ces jeunes "ou vous ramassez les bouteilles, ou je rentre chez moi et je vous mets deux balles dans la tête. C'était dur, mais ils m'ont cru». Néanmoins, certain-es n'agissent pas, par peur des représailles. Ymen à Cernay le dit clairement: «On a peur des représailles si on fait quelque chose, si on dit quelque chose, si on porte plainte». Elle raconte une anecdote avec sa voisine: «Ma voisine, c'est une amie, quand elle sort, elle gueule. Elle y allait de façon frontale. Elle disait "maintenant, il faut y aller." Moi je sais qu'ils lui ont mis le feu dans la cave. Et depuis elle a peur des répercussions. Justement, elle m'a dit: "maintenant, je ne leur dis plus rien"».

Cette crainte se répercute même sur la capacité à déposer plainte face à des actes de délinquance. À Pau, Marina explique ainsi que «les gens n'osent pas agir, ils ne portent même plus plainte, ce n'est plus la peine parce qu'on a peur des représailles. Moi quand ça va mal à côté de chez moi, je vais pas appeler les flics hein! Ça gueule, ça gueule, mais si on bouge après ça pète». À Saint-Martin-d'Hères, Suzy raconte une de ces actions de représailles: «Une fois, la BAC est venue parce qu'il y avait des problèmes. Quand la BAC est partie, les jeunes ont brûlé des voitures en représailles d'avoir appelé la police. Donc on ne peut rien faire, on est toujours en retrait pour qu'on reste en sécurité. Alors que ça pourrait se passer autrement».

Bernard, à Fontenay-sous-Bois, trouve cela injuste de remettre sur les résident-es la responsabilité d'agir: «Face aux dealers, ce n'est pas les habitants qui doivent se mettre en première ligne et prendre des retours de bâtons. Tu vas agir, tu vas trouver leur voiture avec les 4 pneus crevés. Tu en as pour 250 euros de pneus. C'est super compliqué. Donc moi, je ne vais pas demander à des gens d'aller voir les dealers, de leur dire "descends avec ta chaise"».

À Poitiers, Karine résume le sentiment d'injustice qui prévaut dès lors que l'on ose même plus agir pour faire valoir son droit à la protection et à la sécurité: «C'est pas normal de ne pas pouvoir intervenir sur quelque chose qui se passe devant ses yeux, car derrière il y aura des représailles. Des fois, je vois des enfants faire des bêtises énormes, et bien que connaissant les parents, je ne vais rien dire. Tout ça, c'est pas normal.»

Un «système» policier et judiciaire en défaveur des quartiers populaires?

Si la peur des représailles peut inhiber certain-es, d'autres ne se résignent pas, à l'image de Jean-Marc à Saint-Martin-d'Hères: «On n'est pas obligés de subir, moi

j'accepterais pas ça, on peut appeler le 17, il y a les voisins. Moi je ne veux pas me résigner à subir». Ainsi, beaucoup d'habitant-es ont fait appel aux services de police. Mais, dans

ce cas, ils soulèvent un autre problème : l'efficacité de la réponse publique.

En moyenne, les résident-es des quartiers prioritaires de la politique de la ville sont plus insatisfait-es vis-à-vis de la police : ils et elles jugent la présence locale des forces de l'ordre insuffisante (32% contre 18% hors QPV), voire inexistante, alors qu'elle serait nécessaire (15% contre 9% hors QPV). Et, lorsqu'elle est déployée, l'action de la police est jugée plutôt inefficace (44% contre 20% hors QPV).³⁴

Les habitant-es critiquent l'incapacité du système policier et judiciaire à résoudre les problèmes d'insécurité. À Pau, alors que les personnes échangent sur des intrusions fréquentes de jeunes dans les caves, l'animatrice se demande comment les résident-es ont réagi. Marina lui répond : « Certains ont appelé les flics, apparemment ils ont pris les empreintes, mais bon, rien depuis ».

Jacques, à Tergnier, développe cette problématique : « Quand il y a un vol et qu'on porte plainte, on s'entend dire "oui mais vous comprenez, on peut pas intervenir, c'est à vous de vous déplacer au commissariat", alors que normalement la moindre des choses, c'est de venir sur le lieu du vol, de faire des tentatives de relevés d'empreintes,

« Les gens qui sont chargés de faire respecter l'ordre, ils feraient bien de regarder devant leur porte avant de raconter des bêtises sur les quartiers. »

— Jacques à Tergnier —

des photos, je sais pas moi, un minimum : mais même ça, c'est même plus le cas. Alors les gens qui sont chargés de faire respecter l'ordre, ils feraient bien de regarder devant leur porte avant de raconter des bêtises sur les quartiers ».

À Boissy-Saint-Léger, une femme évoque un épisode de rixes, de règlements de compte, entre jeunes de différents quartiers il y a cinq ans : « On a appelé le commissariat, ils nous ont dit qu'ils ne se déplaceraient pas ». Ces situations sont à l'origine d'un senti-

« S'il y a des infractions, des transgressions, on veut juste que les personnes en tort soient jugées, qu'il y ait une justice quoi ! »

— Louis à Saint-Martin-d'Hères —

ment d'abandon face à une intervention jugée moins importante et moins consciencieuse dans les quartiers populaires qu'ailleurs. Un sentiment confirmé par un rapport du défenseur des droits : selon ses analyses, être habitant-e de quartier prioritaire de la politique de la ville augmente le risque de voir sa plainte refusée³⁵.

À Pau, une habitante donne une explication économique à ce défaut : « Ils font au plus important parce que ça coûte de l'argent. Donc les petits trucs, la cave fracturée, ils vont pas chercher le gars. C'est une histoire de budget on le voit ! Une femme qui va porter plainte parce que son mari la bat, la police, elle prend, elle appelle le proc, si le proc il dit "on ne fait rien", la justice elle fait rien. C'est une histoire de budget ! ».

Une injustice qui toucherait plus spécifiquement les femmes, comme le rappelle Malia, à Saint-Martin-d'Hères : « Je me fais agresser, j'appelle la police, ils vont dire "tu étais habillée comment", bon bah autant que je me promène avec un taser ».

Au contraire, certain-es se félicitent de la présence policière, même s'il aura fallu attendre que des événements violents, comme des coups de feu, soient tirés dans leur quartier. À Aulnay-sous-Bois, les habitant-es remarquent que « la violence a diminué récemment. Depuis la fusillade, la police est plus présente dans le secteur ».

En définitive, dans les échanges, les habitant-es revendiquent plus d'égalité : que les habitant-es de quartiers populaires puissent avoir le même niveau de justice et de protection qu'ailleurs. Louis, à Saint-Martin-d'Hères, résume cette demande : « On a un besoin de justice en général : s'il y a des infractions, des transgressions, on veut juste que les personnes en tort soient jugées, qu'il y ait une justice quoi ! ».



↑ EVS Jacarandas — Cayenne (973)

112

ACSA — Centre Social →
du gros Saule
— Aulnay-sous-Bois (93)



« La police ne me met pas en sécurité, quand je la vois, mon cœur se met à battre vite, j'ai peur »

Les échanges portent également sur les modes d'intervention de la police. La manière dont elle agit est pointée du doigt parce qu'elle serait inefficace et ne ferait que déplacer les problèmes, comme l'explique Hervé à Chennevières-sur-Marne : « La police est toujours en train de contrôler, de regarder, etc. Ce qui fait que les jeunes se cachent, dans les halls d'immeuble en général, et ensuite les gens se sentent en insécurité parce qu'il y a des attroupements. Et voilà, c'est un serpent qui se mord la queue ! ».

« La police pense toujours que du moment qu'il y a un attroupement de jeunes, il y a quelque chose de pas correct qui se passe. »

— Hervé à Chennevières-sur-Marne —

Cette manière d'intervenir serait, selon lui, liée au regard porté par la police sur les jeunes dans l'espace public : « La police pense toujours que du moment qu'il y a un attroupement de jeunes, il y a quelque chose de pas correct qui se passe ». Un sentiment confirmé par Fatiha à Oyonnax : « Des fois, on envie de dire à la police : " il y a des jeunes qui sont posés assis, laissez-les tranquilles, ils sont juste en train de discuter !" ».

Avec une telle lecture des attroupements comme d'un danger, la police est susceptible de développer des manières d'agir vécues comme injustes et violentes par les jeunes. À Villiers-le-Bel, un jeune homme évoque son ressenti : « Quand la police elle vient, je me sens en insécurité, alors qu'ils sont là pour nous protéger normalement. C'est violent quand ils interviennent et ils mettent des amendes pour rien ». Celui-ci

va même plus loin, en affirmant que cette manière d'intervenir est propre aux policiers dans les quartiers populaires : « Les policiers, sur Paris, ils sont gentils à côté. Ici, on dirait qu'ils sont envoyés exprès ! ».

À Poitiers, des filles échangent longuement sur leurs expériences négatives vis-à-vis de la police et semblent confirmer les paroles de ce jeune homme. Faïza évoque deux expériences. La première se déroule un 31 décembre : « Un jour au Nouvel an, il y avait des feux d'artifice. La police est venue, nous on écoutait ce qu'ils nous disaient et là d'un coup ils se sont mis à nous gazer, directement ! Ça m'a choquée et du coup j'ai eu peur ». La seconde expérience est dans un moment plus banal, en journée, dans l'espace public : « Un jour des garçons aidaient mon père pour sa voiture et là, la BAC a commencé à nous observer, à poser des questions comme si on avait fait quelque chose de mal ». Pour elle, le point commun de ces deux interventions, ce sont les méthodes d'intervention de la Brigade anticriminalité (BAC) dans son quartier : « À chaque fois qu'il y a un truc d'insécurité avec la police, c'est avec la BAC ».

Le groupe de jeunes filles réuni à Poitiers évoque les contrôles de police. L'une d'entre elle raconte : « J'étais devant le contrôle, je pouvais pas bouger, j'avais trop peur. Le fait qu'il y ait la police, ça m'a fait me sentir en insécurité ». Sa voisine lui répond que de manière générale : « La police est toujours violente, on va pas se mentir ». Les autres approuvent et une dernière conclut : « Ils sont jamais doux, ils sont toujours violents, leur parole elle est violente, leurs actions sont violentes. On dit que c'est des micro agressions, mais c'est même pas micro agressif, c'est agressif ».

Une attitude déplorable que constatent d'autres adultes, comme Karine à Poitiers : « L'autre jour, trois voitures de police étaient

là. La police cherchait des jeunes, les policiers de la BAC couraient dans le quartier, ils ont embarqué tous les enfants. Ils sont même dangereux, ils arrivent à fond avec leur voiture, ils ont traversé la pelouse, c'est dangereux».

La police intervient puis repart, elle n'est pas là pour créer le dialogue, comme l'a consta-

té Luc à Saint-Martin-d'Hères: «Une fois, je me suis approché pour parler avec un policier dans le quartier. J'ai compris assez vite que ce n'était pas du tout la règle du jeu de parler spontanément avec les policiers qui sont dans le quartier. J'ai du mal à comprendre pourquoi ils n'acceptent pas facilement le dialogue spontané de ce type».

Des interventions violentes, ciblées et discriminatoires?

« Des fois, ils vont fouiller des personnes qui n'ont rien à voir dans les affaires juste parce que leur tête ne leur convient pas. »

— Meriem à Poitiers —

Selon certain-es habitant-es, la police serait coutumière de contrôles abusifs sur les jeunes hommes du quartier. À ce propos, Fanta raconte une anecdote: «Il y a des jours où je suis habillée en mode garçon tout en noir et des fois il y a des voitures de police qui passent et qui me regardent avec des regards qui font vraiment peur. Et du coup, j'ai peur de vivre ce que les gens vivent dans les témoignages "j'ai été agressé par la police"». Meriem abonde à partir de sa propre expérience: «Avec la police, on voit bien que l'apparence physique, ça joue. Des fois, ils vont fouiller des personnes qui n'ont rien à voir dans les affaires juste parce que leur tête ne leur convient pas. Une fois, j'ai failli me faire fouiller parce que j'étais habillée en garçon. Ils ont vu que j'étais une fille, ils sont partis. C'est un préjugé». À Saint-Martin-d'Hères, Malia raconte sa crainte pour les jeunes hommes du quartier, et particulièrement les jeunes racisés: «Je me dis j'ai un frère, c'est un garçon, il est racisé, bah j'ai peur».

L'aspect abusif et discriminatoire des contrôles policiers est confirmé par le défenseur des droits, qui stipule que les jeunes hommes perçus comme noirs, arabes ou maghrébins ont 4 fois plus de risques d'être contrôlés, et 12 fois plus de risques d'avoir un contrôle poussé que le reste de la population³⁶.

Ainsi, ces méthodes musclées et abusives inquiètent les habitant-es bien plus qu'elles ne les rassurent. Malia, à Saint-Martin-d'Hères, poursuit la discussion: «Moi, la police, elle ne me met pas en sécurité, je vois la police, mon coeur se met à battre vite, j'ai peur. Ça ne me met pas en sécurité du tout de voir la police tourner, on sait comment ça finit, on sait que ça met en colère les gens qui sont contrôlés, ça attise le feu et ça ne règle aucun problème».

À l'inverse, certain-es constatent également le jeu dangereux joué par certains jeunes au contact de la police. À Pau, le débat porte sur la manière dont les jeunes se comportent en retour. Et Jeanne constate que «la police est écoeurée, parce que le respect de l'uniforme n'y est plus!». Nirmala, à Poitiers, confirme que le problème, c'est également que «les jeunes sont dans la provocation, ils savent que ça sert à rien, mais ça leur donne un sentiment de puissance. C'est un jeu auquel ils aiment jouer. C'est une façon de rétorquer, de se venger. Les petits de Bel air qui vont suivre la police, faire des petites provocations, ils veulent montrer que c'est pas des petits. C'est un jeu dangereux».

« La police ? Moi j'ai besoin qu'ils soient là avant, pas après ! »

Face aux modes d'intervention policière, les habitant-es en appellent à une action plus préventive. À Saint-Martin-d'Hères, Malia conclut son intervention par cette requête : « La police ? Moi j'ai besoin qu'ils soient là avant, pas après ! ».

Ainsi, une bonne partie des habitant-es souhaiterait plus de présence policière, mais une présence plus quotidienne et pas uniquement sous la forme d'interventions coups de poing. On retrouve, parmi les revendications émises lors de différentes rencontres, une volonté de plus de patrouilles, quotidiennes, plus dans la proximité. Une présence plus banale qui peut rassurer, comme l'indique une habitante à Saint-Martin-d'Hères : « La présence de la police, juste ils se promènent, ça permet de sortir plus tranquillement ».

Sylvie, à Roanne, constate une évolution positive à ce sujet dans son quartier : « Ça fait 36 ans que j'habite ici et je peux vous dire que les choses ont un peu changé en mieux. Là, quand même, il y a les policiers qui passent une ou deux fois par jour, on n'entend plus les jeunes, alors qu'avant ils sifflaient quand les policiers faisaient leurs descentes ».

« Ce qu'il manque vraiment, c'est le médiateur. »

— Marina à Pau —

Dans la continuité de cette demande de présence plus quotidienne, beaucoup d'habitant-es évoquent le travail de prévention exécuté par d'autres acteurs qu'ils souhaitent voir plus valorisés : les médiateur-ices et également les gardien-nes d'immeuble. Marina évoque une époque où le bailleur embauchait son propre médiateur : « Ce qu'il manque vraiment, c'est le médiateur.

Il essayait d'aider, de voir, quand il y avait des problèmes, par exemple entre voisins ».

À Aulnay-sous-Bois, le groupe évoque la rénovation du quartier et se dit que cela ne réglera pas le problème de l'insécurité, contrairement au financement de postes de prévention dans le quartier. Leïla explique ce point de vue : « On nous parle de restructurer notre quartier, on nous fait des promesses, on nous fait des aménagements de territoire. Mais est-ce que ça va nous enlever de l'insécurité ? Est-ce qu'il ne faudrait pas plus de police de proximité ? Plus de postes de médiateurs ? En plus, cela pourrait aider les jeunes qui sont en demande d'emploi... ». Face à toutes ces idées, sa voisine, plus pessimiste, la refroidit : « On va nous répondre qu'il n'y a pas de budget, et oui... ».

Pourtant, cette solution semble porter ses fruits. C'est ce que raconte Ymen à Cernay : « Dans mon ancien quartier, ils avaient embauché des médiateurs, ils se promenaient, c'était des anciens jeunes du quartier, ils avaient 25-26 ans, ils parlaient, expliquaient, et ça se calmait ». Dominique, enthousiaste, embraye : « Alors ça, ce serait bien ! Des médiateurs, des mecs qui font des rondes, qui savent parler aux jeunes, comme ça ils restent tranquilles ».

Ce type d'intervention, plus préventif, est attendu par beaucoup d'habitant-es dès lors qu'on leur demande des solutions pour améliorer la sécurité. Les médiateurs de rue sont plébiscités à Boissy-Saint-Léger, Cernay, Aulnay-sous-Bois et les éducateurs de rue à Tergnier et Saint-Martin-d'Hères.



Les caméras de surveillance ne sont pas une solution en soi



La question de l'intérêt des caméras de surveillance revient à plusieurs reprises dans les débats. Pour certain-es, cela fonctionne et il s'agirait de les développer. Sur l'Île de la Réunion par exemple, lors des échanges sur les manières d'agir face à l'insécurité, le groupe tombe d'accord sur le fait que les caméras dissuadent et augmentent la sécurité. À Tergnier, Patrick constate l'efficacité pour les propriétaires privés, chez soi ou dans les magasins: «Les caméras de surveillance dans les magasins, cela marche très bien, il faudrait en mettre plus, et il faudrait aussi que l'Etat aide les retraités à en mettre chez eux!». À Roanne, une femme estime que: «Depuis 2022, ils ont mis des caméras et c'est pour ça que les jeunes ne viennent pas!». Sylvie exprime son désaccord, estimant que l'intervention a été bien plus large: «Le point de deal s'est déplacé et c'est pas qu'avec les caméras, il y a eu des saisies, des personnes arrêtées, emprisonnées. Mais le deal, il continue ailleurs, je ne sais pas si ça résout le problème».

Comme Sylvie, certain-es sont beaucoup plus dubitatifs et dubitatives. Marie-Françoise à Carmaux explique: «Le deal, on le voit tous et toutes, même en plein jour, ça changerait quoi des caméras?». À Vierzon, une femme a pu constater le trafic en bas de chez elle: «J'ai toutes les preuves sur mon téléphone et personne n'écoute. Il y a des caméras, on ne sait pas à quoi ça sert. J'aimerais juste pouvoir laisser sortir mes enfants sans me demander ce qui va leur arriver. J'ai vraiment un sentiment d'injustice». Certain-es habitant-es vont jusqu'à se demander si les caméras sont vraiment opérationnelles. Feïza, à Roanne, explique ainsi: «Moi je me sentais plus à l'aise avec les caméras, mais on m'a dit que les caméras ne marchent pas. Bon bah du coup je sais plus trop à quoi ça sert tout ça». À Pithiviers, un homme fait le pari que «là, dans

notre quartier, il y a des caméras, et bien, aucune ne fonctionne. Alors bon, mettre des caméras ou pas, je sais pas si c'est bien, mais de toute façon tout le monde sait qu'elles ne fonctionnent pas...».

Fatima, à Roanne, a une autre théorie: les enregistrements des caméras ne sont utilisés que pour certains types d'objectifs comme incriminer les jeunes du quartier. «Les caméras marchent quand elles veulent. Quand les motos font des nuisances, ils ont les caméras pour savoir si c'est ceux du quartier ou pas et pour les attraper. Là, pas de soucis, ça marche. Par contre, quand il y a une voiture qui est cassée, un vol, des problèmes de ramassage de poubelles, là les caméras ne fonctionnent pas».

Dans le débat sur les caméras de surveillance, on retrouve, au final, les mêmes constats que vis-à-vis des interventions policières en général: d'une part celles-ci sont jugées inefficaces car elles s'inscrivent dans un contexte où les habitant-es de quartiers populaires sont moins bien considéré-es par la police et par la justice que le reste de la population. Et, d'autre part, celles-ci sont mobilisées en priorité pour agir face aux bandes de jeunes, et pas sur d'autres phénomènes d'insécurité.

Face à ces constats, certain-es finissent par souhaiter privilégier les moyens sur l'action préventive plutôt que sur l'installation de caméras. Isabelle, à Tergnier, clôt de manière sèche les échanges sur le sujet des caméras de surveillance: «J'entends tout ce qui est dit sur les caméras, les machins... Mais la prévention, à quel moment on en parle?». Dans la même lignée, pour Sandra à Saint-Benoît sur l'Île de la Réunion: «De toute façon les caméras sont faciles à casser. Ça ne servirait à rien. Moi je pense qu'il faut aller plus sur la médiation du quartier, des ateliers pour parler de la prévention...».

Entretenir le lien social : « faire communauté », un sentiment de sécurité

Les discussions sur le sentiment de sécurité sont systématiquement associées à l'idée de confiance, de sérénité, que ce soit dans l'espace privé ou dans l'espace public. Or, les habitant-es évoquent massivement l'idée que, ce qui crée de la confiance, c'est le fait de se connaître et de se reconnaître, d'être connu-e et reconnu-e, par ses voisin-es, par les jeunes, par les autres habitant-es du quartier en général. Cette corrélation entre sentiment de sécurité et sentiment de « faire communauté » est au cœur d'un nombre important d'échanges.

Ce phénomène a déjà été évoqué dans les premières parties du chapitre 2, concernant la présence des jeunes et du deal. Globalement, les habitant-es qui connaissent, d'une manière ou d'une autre, ces jeunes, se sentent d'autant moins en insécurité en leur présence.

Dans ce dernier chapitre qui pose quelques pistes d'action vis-à-vis de l'insécurité et de son sentiment, il est donc intéressant de revenir de manière plus générale sur ce constat pour pouvoir penser d'autres manières d'agir face au sentiment d'insécurité.

117

« Je suis toujours très sereine dans le quartier parce que c'est une grande famille »

Pour se sentir en sécurité, connaître son entourage, ses voisin-es, d'autres personnes sur le quartier constitue un atout, selon les habitant-es interrogé-es. Il faut « se connaître, se reconnaître entre nous », selon Fanta à Aulnay-sous-Bois. À Roanne, Selma

explique que « dans le quartier, il suffit de connaître les gens ».

Cette interconnaissance renforce le sentiment de sécurité car elle produit du respect mutuel, comme l'explique un jeune à Salon-de-Provence : « Tout le monde se

connaît, se dit bonjour et se répond, c'est bien, il y a beaucoup de respect». Nour à Aulnay-sous-Bois le confirme: «Je ne me sens pas en danger parce que je connais le quartier et je m'y sens bien. C'est des "bonjour, bonjour", même avec ceux qui font leurs trucs. Du coup, je ne me sens pas agressé».

Des types de relations spécifiques sont mentionnés. D'abord, les relations de voisinage: Hannah, à Saint-Martin-d'Hères, explique que «connaître mes voisins, c'est ça qui me permet de me sentir en sécurité». À Chennevières-sur-Marne, l'animateur résume les discussions sur la sécurité: «À vous entendre, les relations positives de voisinage, ça peut apaiser les tensions». Il semblerait que les quartiers populaires, avec leur densité plus importante et le type d'urbanisme, contribuent à une plus grande possibilité de relations de voisinage positives. À Carmaux, alors qu'un homme se plaint de peu connaître ses voisins, Christine le reprend: «Toi tu habites en habitation, dans ta maison. C'est pour ça aussi. Ton quartier, c'est des maisons, il y a des voisins avec qui tu vas pas parler, c'est pas pareil ici!».

Se connaître et se reconnaître, c'est aussi un moyen de partager l'éducation et l'autorité dans l'espace public et donc d'être rassuré-es en tant que parents. Selma à Roanne donne l'exemple de ses enfants: «Mes voisines, elles sont mahoraises, et bah dans le quartier, mes enfants ils sortent le soir ou l'après-midi, je vais les laisser sortir parce que les mamans mahoraises sont là-bas et je sais qu'elles jetteront un coup d'oeil à mes filles si moi je suis pas présente». Julie, à Cernay, partage ce même sentiment: «Mes enfants, je dis pas que je les laisse dehors, mais si maintenant je sais qu'ils sont dehors pour une raison ou une autre, je sais qu'il y a un voisin ou autre qui est là, et je me sens toujours protégée».

Il existe donc des liens sociaux, que l'on pourrait qualifier de communautaires, qui contribuent à produire un sentiment de sécurité. Une communauté qui ne serait pas définie par une appartenance ethnique ou religieuse, mais par une appartenance partagée au quartier. Fatima, à Vierzon, l'explique: «On vit ensemble, les régions avec

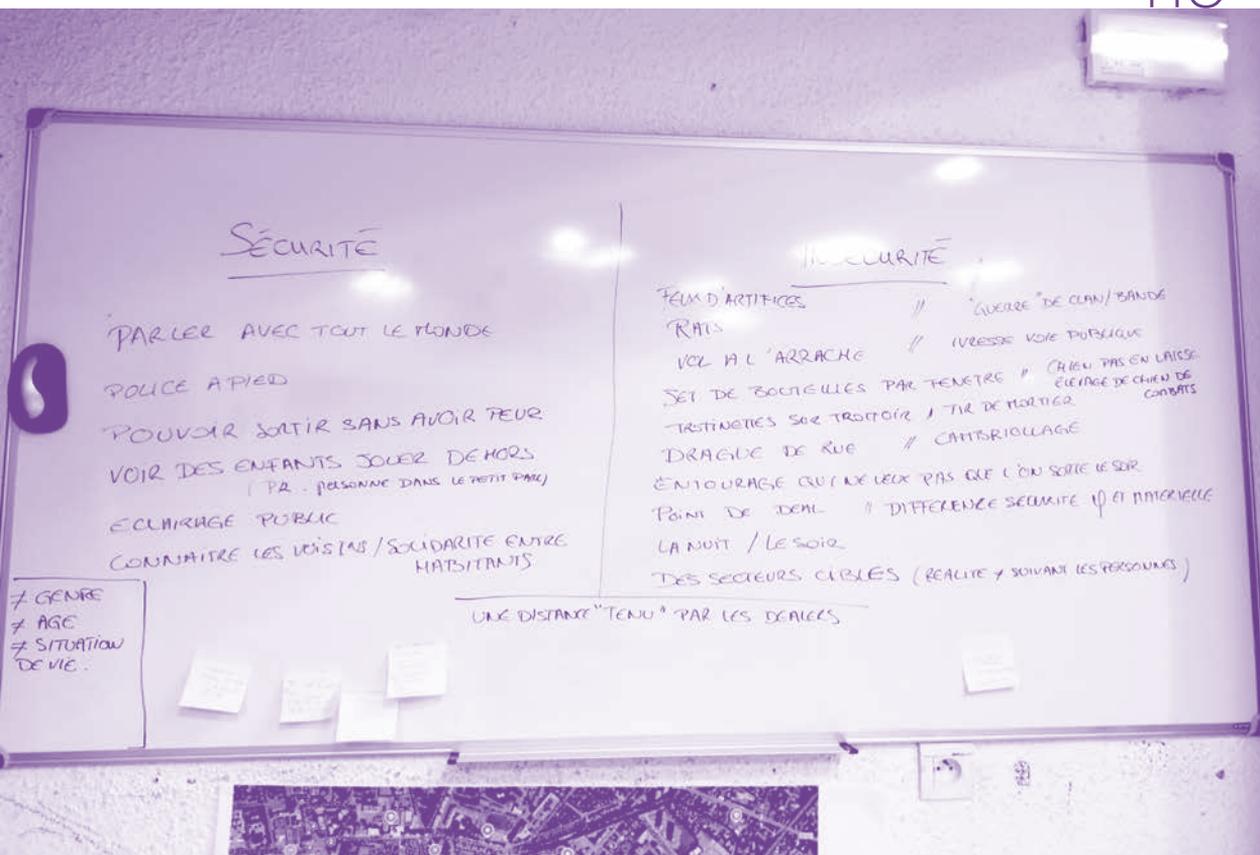
les autres régions, les arabes, les tunisiens, les marocains, les français, on habite ensemble normalement».

Cette communauté de territoire est souvent définie comme une «famille» par les habitant-es. Selma, à Roanne, explique ainsi que: «Les enfants de nos amis, ils nous appellent tata! Dire tata, c'est resté comme ça, c'est une famille en fait. Et c'est pas que pour notre religion, même les enfants de mes amies mahoraises elles m'appellent tata, c'est l'entourage en fait, on est une grande famille». À Aulnay-sous-Bois, une femme qui n'habite pas le quartier mentionne également cette idée: «J'y viens quotidiennement dans ce quartier. Et sincèrement, j'y viens d'une façon très sereine. Parce que là, je vois les gens, je vois les bons côtés. Parce que c'est vrai que c'est une grande famille. Quand les gens sont là, c'est chaleureux. Tout le monde se salue, se demande des nouvelles des enfants, comment ils progressent, etc. Et je trouve que ce sont des valeurs vraiment extraordinaires qu'on ne trouve pas à l'extérieur des quartiers».

Une femme, à Pithiviers, évoque également ce type de lien lorsqu'elle mentionne sa relation avec d'autres femmes du quartier: «Je n'ai pas de famille ici, mais je ne me sens pas toute seule, car à chaque fois, il y a mes sœurs», dit-elle, en mentionnant les autres femmes du quartier. «Je suis fière de cette relation».

Néanmoins, cette qualification d'appartenance "familiale" n'est pas nécessairement partagée par toutes et tous. Thérèse, à Roanne, s'en éloigne: «Je connais beaucoup de gens, mais je n'ai pas l'impression d'appartenir à vos familles. Ça fait peut-être pas partie de notre culture non plus peut-être de dire ça, je sais pas? Moi je dirais: j'ai des belles connaissances, des bons voisins, des bonnes personnes que je connais dans le quartier, voilà». Selma la reprend: «Quand on dit famille, en fait, on est une grande famille. Quand on parle de famille, en fait, c'est de l'entraide, c'est de se soutenir, ce n'est pas d'être qu'entre nous. Et c'est pas parce qu'on est maghrébine ou musulmane, ce n'est pas du tout ça, c'est vraiment, on encercle vraiment tout le monde». Evelyne conclut l'échange: «Ici, il y a toujours quelqu'un pour aider, je dirais

← Maison de quartier Louis Aragon — Saint-Martin-d'Hères (38)
 → Maison de quartier de la Liberté — La Roche-sur-Yon (85)



que c'est une deuxième famille, et pourtant je suis pas musulmane, mais vraiment ça ici, on partage les repas, etc».

À Allonnes, une femme considère que la proximité ethnique ou religieuse influence le sentiment de communauté et donc de sécurité: «On va y aller franc jeu. Dans les quartiers, la plupart du temps, il y a des gens d'origine étrangère. Et du coup, même si on ne se connaît pas directement, on se connaît tous un peu plus ou moins. Moi, les jeunes, ils ne me connaissent pas, mais ils connaissent mon frère, ils connaissent ma mère, ils connaissent d'autres». Puis, en s'adressant à sa voisine qui vient d'exprimer son sentiment d'insécurité lorsqu'elle se déplace dans le quartier, elle conclut: «Tu as peut-être cette insécurité-là, parce que toi, ils vont pas venir vers toi, te saluer. C'est peut-être pas vrai, j'en sais rien».

Outre le facteur culturel, l'ancienneté sur le quartier semble être un élément important pour se sentir complètement appartenir à cette communauté de territoire: on connaît mieux les lieux, les gens, l'histoire du quartier. Julie, à Cernay, indique ainsi: «Je n'ai pas d'insécurité, j'ai toujours été là». À Poitiers, Memouna explique: «Je suis là depuis bébé, je connais tout le monde, tout le monde se connaît, c'est la famille. Je suis tellement à l'aise, je me permets même de sortir en pyjama!».

**« Tout le monde se salue,
se demande des nouvelles.
Ce sont des valeurs qu'on ne retrouve
pas [dans d'autres quartiers]. »**

– Une habitante lors des échanges
à Aulnay-sous-Bois –

En définitive, une corrélation forte se dessine donc entre sentiment de sécurité et sentiment d'appartenance à une communauté de territoire, car elle se construit à partir des éléments communs, d'expériences de vie et de partage.

Louise, à Cayenne, met toutefois en garde: cet aspect communautaire doit être travaillé, mis à jour, pour subsister: «Je remarque que notre quartier manque de plus en plus

de cohésion. Je sais que la violence n'est pas présente parce que tout le monde se connaît, mais si on continue de ne plus trop se voir, elle risque d'arriver». À Saint-Benoît sur l'île de la Réunion, Elisabeth est également attentive à cela: «Si ça continue, que l'on arrive plus à s'enraciner, à être ensemble, ça peut être très dangereux».

Par ailleurs, cette valorisation d'une appartenance commune comme source de sécurité peut aboutir à des formes d'entre soi, lorsqu'elle devient un contrôle, lorsqu'elle se ferme aux autres. Cela est évoqué de manière assez frontale par Loudia à Poitiers: «Il y a des gens qu'on ne connaît pas, on les connaît de vue mais on n'est pas aussi à l'aise qu'avec les gens qu'on cotoie, par exemple les gitans dans le quartier on les connaît moins. Ok on est une famille, mais voilà».

Ce danger s'observe dès lors que des nouvelles personnes arrivent dans le quartier. De nombreuses personnes évoquent la distance qui se crée avec l'arrivée d'un nouveau voisinage. Aïcha, à Chambon-Feugerolles, remarque que le niveau d'échange n'est pas le même avec les personnes arrivées plus récemment: «Les voisins, ils changent et les nouveaux, on connaît pas, c'est pas comme les anciens avec qui on a vécu 10 ans, 15 ans. Ceux qui sont là depuis 1 an, 2 ans, c'est bonjour, bonjour, ça s'arrête là».

Pour les personnes arrivées plus récemment, l'intégration peut être compliquée. À Salon-de-Provence, Sonia, habitante du quartier depuis peu, ne partage pas du tout l'idée qu'il existerait particulièrement de politesse, de partage et de solidarité dans son quartier, contrairement à ce que disent les autres membres de son groupe: «Quand je suis arrivée il y a 8 mois, je disais bonjour aux personnes âgées, elles ne répondaient pas, ils me regardaient de travers... maintenant ça va. J'ai pris l'habitude, je ne dis plus bonjour, je fais comme eux». À une autre échelle, cela est également le cas pour des personnes qui arrivent de l'étranger, comme l'explique cet habitant à Cayenne: «Quand on arrive d'un pays étranger, on a pas de liens, on connaît personne. Du coup, on se sent perdu».

Cette question de la reconnaissance et du respect mutuel se joue également vis-à-vis

des jeunes du quartier. À Saint-Benoît sur l'Île de la Réunion, Anne, qui réside dans le quartier depuis longtemps, le concède : « Les jeunes nous respectent parce que nous, on a grandi dans le quartier. Si un nouveau arrive, il va penser qu'il y a du non-respect ».

Face au constat de ce risque de l'entre-soi, certaines personnes mentionnent l'importance de toujours s'adapter et accueillir. Dalila, à Oyonnax, explique qu'il faut « accepter les gens comme ils sont, s'adapter aux personnes ». Elisabeth, à Saint-Benoît sur

l'Île de la Réunion, va plus loin : « Il faut apprendre les langues des autres, même juste deux trois mots. Il y a plein de différentes communautés ici, invitons tout le monde, créons un lexique ensemble, je ne sais pas ! Parce que pour le moment, je vois bien que c'est un échange de sourds ». À Saint-Martin-d'Hères, le groupe réuni propose de construire un événement festif qui mettrait à l'honneur les différentes cultures et aussi qui permettrait concrètement de faciliter l'accès aux droits, pour mieux accueillir les migrants, en France et dans leur quartier.

Un lien social à alimenter : actions de partage, de solidarité, d'animation

Le respect, mais aussi le partage, l'entraide, la solidarité, sont de formidables moteurs pour construire un sentiment de communauté dans le quartier, et, ce faisant, de sécurité. Cependant, ces relations positives ne tombent pas du ciel : elles se fabriquent au gré des rencontres, des événements collectifs, des espaces qui existent dans le quartier. Ceux-ci contribuent donc, à leur manière, à construire un sentiment de sécurité. Cette entraide s'organise parfois de manière spontanée, comme l'expliquent plusieurs jeunes à Villiers-le-Bel. Lorsque l'animatrice demande s'il y a des actions de solidarité dans le quartier, l'un d'eux répond : « On s'aide juste, normal, c'est pas organisé ». Sa voisine abonde : « On partage tout ici, un grec, des bonbons, t'achètes une canette, c'est la canette de tout le monde ! ». En les écoutant, une personne plus âgée explique qu'elle a le même ressenti, qu'elle fait également l'expérience de « plein de petits services entre voisins », qui ne sont pas nécessairement organisés par un collectif ou une association.

Les événements qui rythment la vie collective du quartier sont fortement valorisés, des repas collectifs jusqu'aux fêtes de quartier. À La Roche-sur-Yon, les habitant-es listent les éléments attractifs du

quartier et mentionnent : « les fêtes de voisins », « la fête de quartier », « les vide-greniers ». Safia, à Oyonnax, évoque avec nostalgie « une fête de quartier très marquante, où on avait passé un très très bon moment et tout le monde avait apprécié ». L'animatrice était présente et a pu constater que « ça avait été l'occasion pour tout le monde, les enfants y compris, d'être dans une petite bulle, dans autre chose que ce qu'ils vivent habituellement, c'était super ». Fatiha, elle, aimerait organiser « un grand banquet, on invite tout le monde, on fait à manger et voilà ! ».

Ces événements sont l'occasion de se rencontrer et de mettre en avant les différentes personnes et groupes au sein du quartier, de valoriser la diversité et peut-être ainsi d'éviter des formes d'entre-soi. À Villiers-le-Bel, une journée multiculturelle, organisée par les jeunes du quartier avec l'école, semble faire cet effet, comme l'explique une jeune fille : « Avec l'école, on organise la journée multiculturelle à la fin de l'année, c'est trop trop bien ! L'année dernière, il y avait une fille, une latina, elle vient du Pérou, elle a dansé avec sa sœur, c'était trop bien ! ».

Enfin, des collectifs et actions de solidarité existent, qui participent à souder le quartier en agissant ensemble. À Villiers-

le-Bel, les jeunes listent les différentes initiatives existantes. Ils et elles évoquent les maraudes, qui sont organisées avec la maison de quartier avec l'association "sistas du cœur", une initiative de tutorat des plus jeunes avec des cours de soutien, de l'aide à l'orientation, intitulée "alter égo". L'un d'entre eux se rappelle que « pendant le COVID on avait organisé la distribution de repas. Pablo venait avec le camion et tout! ». Enfin, une jeune raconte l'histoire de la création de l'association « PLM unity [PLM pour Puits La Marlière, le nom du quartier] soutenue par le centre social, qui fait des maraudes, qui cuisine. On a travaillé pour récupérer des subventions auprès de l'Etat, de la mairie. On est même présents pendant le marché de Noël ».

**« Pour améliorer le quartier ?
Bah on fait un grand banquet,
on invite tout le monde,
on fait à manger et voilà ! »**

– Fatiha à Oyonnax –

Cette solidarité peut aussi s'activer pour agir de manière beaucoup plus directe et concrète contre la violence dans le quartier. À Boissy-Saint-Léger, alors que la police n'intervenait pas dans un contexte de règlements de compte, ce sont les mères de Boissy elles-mêmes qui se sont mobilisées, en organisant des rencontres entre mères de différents quartiers et une manifestation commune aux deux quartiers, qui ont permis de pacifier les relations entre jeunes. L'expérience de ce lien social est longuement valorisée dans les échanges comme un attribut des quartiers populaires, et ce notamment par les personnes qui n'habitent pas le quartier. À Fontenay-sous-Bois, Romain, designer en résidence dans le quartier, évoque ainsi « l'espace social du quartier qui est ensoleillé dès que tu rencontres les habitants, la chaleur des gens ». À Oyonnax, une salariée du centre social nouvellement en poste explique que « ce que je retiens depuis que je travaille au centre social, qui me subjuge

à chaque fois, c'est tout ce que les gens apportent, leur générosité, peu importe ce qui est organisé. On se retrouve avec des buffets magnifiques. C'est le côté convivial et festif de partage qui me marque depuis que je suis là en poste ».

Néanmoins, les plus motivé-es regrettent la difficulté à mobiliser pour aider à organiser cette solidarité, et même à faire venir des gens dans des temps collectifs. Cédric, à Cayenne, constate : « Les gens ne viennent pas, ne participent pas, c'est toujours les mêmes qu'on voit et on le remarque bien aujourd'hui ». Anna, à Vierzon, partage cet avis : « On voudrait toujours plus d'activités mais il faut le bon vouloir des gens. Le problème, c'est qu'en fait, c'est toujours les mêmes gens qui sont présents, les mêmes personnes qui sont bénévoles ». Sa voisine lui explique que « ceux qui veulent pas venir, c'est parce qu'ils ont peur, ou ils se disent que c'est pas pour eux ».

Cette difficulté à mobiliser se retrouve dans une étude récente sur les liens sociaux dans le Grand Paris, qui stipule que près des trois quarts des répondant-es à l'enquête indiquent ne pas avoir participé à une fête de quartier ou de voisins dans les deux ans (72%), soit parce qu'il n'y en avait pas d'organisée ou qu'ils n'en avaient pas connaissance (33%); soit parce qu'ils n'étaient pas intéressé-es (29%). Une forte proportion de répondant-es (62%) précise toutefois qu'ils participeraient à des initiatives permettant de rencontrer des habitant-es de leur quartier si elles venaient à émerger³⁷.

Dans plusieurs rencontres, à Saint-Martin-d'Hères, Tergnier, Boissy-Saint-Léger, Chennevières-sur-Marne ou encore Aulnay-sous-Bois, les habitant-es finissent par formuler des recommandations pour encore plus de partage, en valorisant et communiquant mieux sur les actions qui existent déjà, en organisant de nouveaux temps festifs ou en développant des actions de solidarité. Des équipements, présents dans les quartiers populaires, jouent le rôle de catalyseurs de cette vie collective, en aidant à organiser des événements, en accompagnant des initiatives d'entraide et de solidarité, en aidant à la création de nouvelles associations. Maisons de quartier, centres sociaux, MJC, quel que soit leur nom ou leur



Les « mamans », actrices centrales de la vie collective



«Les mamans ont plus d'importance que les papas. Des fois, le papa, il n'est pas là. Ou il est bête». Si cette distinction lapidaire de Salif, à Salon-de-Provence, provoque le rire du petit groupe rassemblé dans le centre social, elle témoigne néanmoins de la différence d'engagement entre les mères et les pères de famille, et plus généralement entre les femmes et les hommes, particulièrement dans la vie collective du quartier.

À Vierzon, alors que l'animatrice demande si la place des femmes est importante, le groupe répond : «Déjà, au centre social, il n'y a que des femmes [...] et même dans le quartier, dehors en général, c'est plutôt les femmes. On va dire vingt femmes pour un homme, en gros, c'est ça. C'est les hommes dans le café et les femmes dans la rue». À Allonnes, une habitante constate le même phénomène d'une sur-représentation des femmes dans les associations et les temps collectifs : «Je pense que les femmes s'engagent plus que les hommes, ça se voit dans le centre social, il y a trois, quatre hommes et une vingtaine de femmes dans le conseil d'administration. Mais tu vois ça partout. Les associations de parents d'élèves, les sorties scolaires... c'est que des femmes. Sauf dans le milieu du sport peut-être où les hommes sont plus présents, et encore pas dans tous les sports. Les matchs de basket le week-end, il y a que des mamans!». Seule, à Roanne, une femme défend l'engagement de son mari : «Mon mari, c'est le bénévole du quartier ! Il rend des services à tout le monde».

Cette mobilisation des femmes est souvent présentée comme une mobilisation de mères de famille, parce que, comme le dit une habitante à Vierzon : «C'est elles qui amènent les enfants à l'école, c'est elles qui

vont au centre social». À Roanne, Sylvie explique bien que «les enfants, c'est ce qui fait lien», même si une autre personne n'est pas complètement d'accord : «Ça facilite le lien, les enfants, mais on peut ne pas avoir d'enfants et être dans la vie du quartier».

Dans beaucoup de configurations familiales, les mères ne travaillent pas, ou travaillent à temps partiel, pour assurer en partie l'éducation et le suivi des enfants. Cette répartition des rôles est également marquée par l'origine sociale. Ces femmes connaissent et fréquentent le quartier de manière plus intensive que celles et ceux qui étudient ou travaillent à l'extérieur. Comme le résume l'animatrice du centre social Cré'Actifs au Chambon-Feugerolles, c'est souvent «les hommes au boulot, les femmes au quartier avec les enfants».

« Les hommes au boulot, les femmes au quartier avec les enfants. »

– Une animatrice durant les échanges au Chambon-Feugerolles –

Elles disposent donc de plus de temps et ont plus intérêt à ce que la vie du quartier soit rythmée par des activités et des événements. Raïssa, à Salon-de-Provence, se félicite de l'existence d'animations : «À l'époque, avant, les mamans, c'était rare si elles allaient au cinéma, rare si elles parlaient dans des trucs culturels. Et ce que le centre social leur a permis, c'est les cinémas, les restaurants, les voyages, c'est beau parce que c'est des trucs qu'elles n'avaient pas l'habitude de faire».



... Sonia, à Salon-de-Provence, évoque une raison de cette mobilisation : « Les mamans sont présentes aussi pour leurs enfants. Sachant que leurs enfants participent à telle ou telle activité, elles sont plus tranquilles ». Sa voisine confirme : « La participation des mamans, ça permet d'aider les jeunes, et les jeunes aiment bien aider les mamans

aussi!». À partir de ces témoignages, on constate que l'engagement des mères est également intéressé, vis-à-vis de leurs propres enfants : en filant un coup de main au centre social ou dans l'organisation d'un événement, elles peuvent, en retour, savoir où sont leurs enfants, avoir des informations pour qu'ils puissent profiter d'activités, etc.

forme, ces lieux permettent de produire du lien social et, ce faisant, agissent en faveur d'un sentiment de sécurité dans le quartier. Elisabeth, à Carmaux, estime que « depuis qu'on va dans ces associations, il y a un petit maillage qui s'est formé et on se connaît ». Une image vient souvent illustrer l'utilité sociale de ces structures : le « café du village », c'est ainsi que le centre social Tunnel-Château est présenté par les habitant-es à Vierzon.

Au-delà de toutes les activités et projets proposés, la présence de ces équipements aide les individus à sortir de l'isolement et du repli sur soi, à l'image de Fatima, à Salon-de-Provence : « J'avais des problèmes personnels, ce local, ça a été ma thérapie. Ça fait 3 ans que j'y vais, c'est un endroit sécurisé. Si on ne trouve plus ce local, ça va nous rendre malade, surtout les personnes âgées ». Elle est persuadée que sans lieu de vie collective, sans endroit pour se retrouver et échanger, « les personnes âgées décèdent de solitude, les unes après les autres ».

À Vierzon, une femme partage ce point de vue : « Quand on est seule à tourner en rond dans sa maison, c'est important d'avoir un lieu ressource comme ici au centre social, pour sortir de sa maison, voir d'autres personnes, ça fait du bien. Quand tu vois plus personne, que tu causes à la télé, que tu causes au volant, tu te dis "je vais péter un plomb" à un moment. C'est pénible la solitude. C'est pour ça, moi, les activités, je les attends. S'il y a un truc qui est supprimé, je déprime ».

Pour les jeunes aussi, il peut avoir cette utilité, comme l'explique une jeune fille à Villiers-le-Bel : « Ça fait deux ans que j'habite à Villiers-le-Bel, jusque là je ne connaissais personne. Et c'est à partir de cet été, quand j'ai commencé à traîner à la maison de quartier, que j'ai rencontré plein de personnes. La maison de quartier permet aux habitants de ne pas s'isoler, de connaître les services de la ville, de faire plein de choses ».

Enfin, de manière plus collective, ces équipements peuvent également accompagner des projets pour agir concrètement sur les formes d'injustices qui mènent vers l'insécurité dans les quartiers populaires, tel que cela a été évoqué dans la dernière partie du chapitre 3 : trouver des solutions avec les habitant-es, animer des espaces d'échanges avec les institutions (école, police, élus, bailleurs) et, enfin, aider à l'organisation collective. Toutes ces actions peuvent être accompagnées par les équipements de quartier³⁸. C'est ainsi qu'à Fontenay-sous-Bois, par exemple, les participant-es aimeraient pouvoir s'appuyer sur le centre social pour organiser une rencontre avec le bailleur social.

Ces équipements sont donc plébiscités par les habitant-es : à Saint-Dizier et à Cernay, on souhaiterait mieux les faire connaître ; à Chennevières-sur-Marne, Saint-Martin-d'Hères ou Pithiviers, on voudrait développer de nouvelles associations de loisirs, d'habitant-es, de jeunes et de seniors, pour poursuivre le tissage du lien social sur le quartier.

Quelques mots pour finir

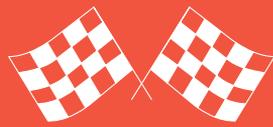
Face au sentiment d'insécurité dans les quartiers populaires, ce dernier chapitre évoque deux grandes pistes de réflexion et d'action.

La première renvoie à l'action policière et judiciaire.

Deux constats sont présentés en priorité : le premier est celui d'une inégalité de traitement des quartiers populaires et de leurs habitant-es, dans le manque de présence policière lorsqu'elle pourrait être nécessaire, et surtout dans le faible traitement des plaintes. Ce constat renvoie au manque de considération des habitant-es des quartiers populaires évoqué dans le chapitre précédent. Le second est celui des modes d'intervention de la police, jugés inefficaces, violents et discriminatoires envers les jeunes hommes, plus spécifiquement les jeunes hommes racisés.

Face à ces défauts, beaucoup en appellent à une action plus préventive, opérée par une police qui serait plus présente quotidiennement, mais aussi en valorisant d'autres types de métiers et d'acteurs : les médiateurs et les éducateurs de rue.

Dans un autre registre, l'analyse du sentiment d'insécurité effectuée dans les trois chapitres précédents permettent d'aboutir à une idée générale : il existe une corrélation entre le sentiment de sécurité et le sentiment de « faire communauté » dans le quartier, et, à l'inverse, entre le sentiment d'insécurité et l'isolement et le repli sur soi. Face à ce constat fort, les habitant-es montrent de quelle manière toutes les actions qui font lien social, des plus spontanées aux plus organisées (par le biais des équipements socio-culturels par exemple) renforcent le respect, l'entraide, le partage et la solidarité, et, ce faisant, agissent efficacement, aux côtés de l'arsenal préventif et répressif stricto sensu, pour lutter contre l'insécurité et son sentiment.



Conclusion

Des « paroles d'habitant-es » aux actes

En mettant au premier plan la parole des habitant-es de quartiers populaires, cette 7^e édition du rapport permet de déconstruire le mythe des quartiers populaires comme des zones de non-droit. Leurs vécus et leurs ressentis permettent de comprendre la complexité, la banalité parfois, des phénomènes de sécurité et d'insécurité dans leurs quartiers. Ce décryptage soulève également un certain nombre d'éléments qui mettent en perspective les représentations dominantes sur l'enjeu de la sécurité dans les quartiers populaires :

» Les habitant-es de quartiers populaires ne se sentent majoritairement pas en insécurité dans leur quartier. Au contraire, beaucoup se sentent en confiance et ne craignent pas spécifiquement l'espace public et la présence de jeunes qui peuvent l'occuper, contrairement à l'image qui peut en être faite de l'extérieur. Ce qui ne veut pas dire qu'ils et elles ne se plaignent pas des nuisances qui existent (rodéos urbains, deal et la consommation de drogue, occupation des entrées d'immeubles etc.);

» Le sentiment de sécurité est intimement lié à la qualité et à la quantité de leurs liens sociaux. Plus les habitant-es s'inscrivent dans la vie du quartier, plus ils et elles se connaissent et se reconnaissent entre résident-es, plus ils et elles se sentent en sécurité. Inversement, plus les habitant-es sont isolé-es, plus ils et elles se sentent en insécurité ;

» Le sentiment d'insécurité ne s'arrête pas à la seule peur des délits et des agressions. Il est également évoqué pour décrire des craintes d'autres types : face à la précarité économique, à la ségrégation sociale, au décrochage scolaire, à la violence de certaines institutions. Ces réalités sont exacerbées dans les quartiers populaires, signe d'une inégalité de traitement entre les territoires. Elles créent de la vulnérabilité, une insécurité profonde, insidieuse, qui empêche de vivre normalement au quotidien et de se projeter sereinement dans l'avenir. Face à ces constats, beaucoup d'habitant-es s'accordent pour dire que le discours médiatique et politique sur la sécurité

produit un climat d'anxiété et une image erronée des quartiers populaires. Ce travail médiatique et politique est performatif : en produisant de la méfiance, il contribue à l'isolement et au repli sur soi. Cela tend à appauvrir la vie collective et à générer de l'insécurité. De plus, cette image dévalorisée produit des formes d'évitement de ces quartiers, qui ont des impacts sur la vie quotidienne de leurs habitant-es : elle dégrade l'accès à l'emploi, au droit, à l'éducation ou encore à la culture.

Loin de l'image qui en est faite, les quartiers populaires ne sont pas des blocs monolithiques où l'insécurité serait une menace constante. Au contraire, elle se ressent dans des lieux spécifiques (des zones de regroupement ou inversement des zones isolées) et des moments précis (la nuit, le Nouvel an etc.). En outre, l'insécurité n'est pas qu'une question qui se vit dans l'espace public du quartier. Elle se retrouve aussi dans les lieux du privé, à travers les problèmes de voisinage et les violences intra-familiales.

128

Au-delà des discours sur la délinquance juvénile et les débats sur la responsabilité parentale, les habitant-es pointent des causes plus systémiques à l'insécurité. Parmi celles-ci figurent la dégradation de leur cadre de vie, les difficultés d'accès aux services et à leurs droits, ainsi que les relations tendues avec les institutions telles que l'école, les bailleurs sociaux ou la police. Ces phénomènes engendrent une forte insécurité sociale, alimentée par le sentiment que les pouvoirs publics abandonnent les quartiers populaires et leurs habitant-es. En réponse à toutes ces manifestations de l'insécurité, la réponse publique est souvent critiquée, d'un côté pour son manque d'efficacité et de l'autre pour le caractère violent et discriminatoire des interventions policières. Les habitant-es réclament majoritairement une approche plus préventive et à même d'apaiser les tensions et de construire du lien social.

En définitive, à partir des témoignages des habitant-es de quartiers populaires, ce rapport dessine une lecture de la sécurité qui ne s'arrête pas à la répression et la prévention des délits. Elle intègre la promotion de la vie collective et des liens sociaux contre l'isolement et le repli sur soi. Elle implique également la rénovation du cadre de vie et la lutte contre toute

forme de vulnérabilité sociale. En élargissant la définition de ce que signifie être « en sécurité », le rapport en appelle à une approche plus fine des situations et des réalités territoriales, qui prendrait en compte la parole des habitant-es, et à une action publique qui assure l'égalité de dignité et de sérénité de tous les habitant-es du territoire français, quel que soit leur lieu de vie.

MISE EN PERSPECTIVE DE CE RAPPORT

La violence, une affaire d'hommes

129

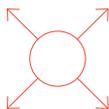
Ce rapport esquisse une réalité qui mériterait une réflexion approfondie : les phénomènes d'insécurité exposés tout au long du rapport impliquent, dans leur écrasante majorité, des hommes, et ce à plusieurs niveaux :

- » Les jeunes qui se regroupent en bandes, qui dealent et qui squattent certains espaces publics, voire privés (halls et caves), produisant des nuisances comme les rodéos urbains, sont très majoritairement des hommes ;
- » Les femmes disent se sentir plus souvent en insécurité du fait de la crainte du harcèlement dans l'espace public et des violences intra-familiales dans l'espace privé, violences toutes deux exercées très majoritairement par des hommes ;
- » Les institutions, et en premier lieu la police, exercent une pression et des formes

de violence spécifiques à l'égard des jeunes hommes des quartiers populaires (et plus spécifiquement des jeunes hommes racisés). Cela constitue un cercle vicieux dans lequel la violence semble être la seule réponse institutionnelle adéquate face à des hommes présumés violents.

Ces constats, qui corroborent les chiffres et les statistiques publiques (les hommes représentent 96 % des personnes incarcérées, 85 % des responsables des violences physiques, 97 % des auteurs de violences sexuelles³⁹) sonnent comme un appel à une réflexion plus approfondie de la part de tous les acteurs qui travaillent, de près ou de loin, sur les questions de sécurité. La désescalade de la violence ne pourra se faire sans s'attaquer à son caractère systémique au sein de nos sociétés patriarcales.

Contribution croisée



Depuis 2011, la démarche du rapport « Paroles d'habitant-es des quartiers populaires » vise à replacer la parole des habitant-es au cœur du débat public. Elle donne à voir ce qu'ils et elles disent de leur quotidien, de leurs souffrances, de leurs rêves et de leur engagement sur leur quartier. Elle montre les expériences communes mais aussi les singularités de chaque territoire.

Notre rôle, en tant que Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France et Réseau national des centres de ressources Politique de la ville, est d'être relais de leurs constats, récits, attentes, pour qu'ils trouvent un écho auprès des décideurs-euses et contribuent à faire évoluer les politiques publiques pour plus de justice sociale et territoriale. Il s'agit de faire entendre, haut et fort, ce qu'elles et ils revendiquent pour améliorer concrètement leurs conditions de vie.

Pour cette 7^e édition, nous avons choisi collectivement d'aborder une question complexe et souvent instrumentalisée : celle de l'insécurité. Notre objectif n'est pas ici de la documenter, mais de comprendre la complexité et la différence des vécus en interrogeant les causes.

L'insécurité est un sujet de préoccupation récurrent pour la puissance publique. Le dernier Comité interministériel des villes (CIV) du 6 juin 2025⁴⁰ en témoigne, en y consacrant un axe ayant pour objectif d'« assurer une vie décente et en sécurité dans les quartiers ». Mais ce sujet a aussi trop souvent été dévoyé par des discours idéologiques, notamment d'extrême droite,

qui l'utilisent pour justifier des politiques identitaires, de repli sur soi et pour stigmatiser toujours davantage les habitant-es des quartiers populaires. Trop souvent, les seules réponses apportées relèvent du registre répressif ou sécuritaire et les causes profondes du mal-être et/ou du sentiment d'abandon sont insuffisamment prises en compte.

Les données statistiques sur l'insécurité, aussi utiles soient-elles, ne peuvent refléter toute la complexité des situations vécues. Ce rapport permet, en donnant à entendre les voix de celles et ceux qui vivent dans les quartiers populaires, de revenir à l'essentiel : prendre en compte les vécus d'insécurité, comprendre les causes réelles des comportements générant l'insécurité, exprimer les ressentis d'injustice et de stigmatisation, agir pour protéger les habitant-es comme sur le reste du territoire.

C'est cette richesse de paroles et de regards croisés que nous vous invitons à découvrir dans ce rapport. Sur cette base, nous proposons de co-construire un récit alternatif et formuler des réponses adaptées.

Ces paroles constituent le socle des quatre recommandations que nous portons collectivement pour agir, dans nos missions respectives, sur les causes de l'insécurité dans les quartiers populaires.

RECOMMANDATION N°1

Donner une place pleine et entière aux habitant-es au sein des instances liées à la sécurité

Nombre de travaux mettent en avant qu'agir sur la sécurité repose sur une action collective, qui mobilise tous les acteurs concernés. Force est de constater que les habitant-es sont souvent peu sollicité-es dans les démarches visant à faire face à l'insécurité. Elles et ils sont au mieux associé-es aux phases de diagnostic. Il est important de leur faire une place dans les démarches et instances visant la prévention de la délinquance et la sécurité.

Propositions concrètes

» **Disposer des espaces d'expression** pour échanger entre habitant-es d'une part, entre habitant-es et institutions d'autre part, pour identifier ensemble les causes des situations vécues.

» **Co-construire les priorités locales en matière de tranquillité publique**

Les habitant-es doivent être considéré-es comme acteur-ices de la sécurité. Ils et elles doivent pouvoir sur ce sujet, comme sur d'autres,

→ être en capacité d'interpeller, de proposer, et d'être associé-es aux décisions qui les concernent,

→ de faire remonter les préoccupations du quotidien,

→ de co-construire les priorités locales en matière de tranquillité publique.

Cela pourrait se traduire par leur participation à des instances de type CISPD (conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance).

Elles doivent s'inscrire dans une logique de démocratie locale, où la population peut interpeller, proposer, et être associée aux décisions qui la concernent.

RECOMMANDATION N°2

Repenser l'équilibre entre aménagement urbain et présence humaine dans l'espace public dans un souci de qualité de vie

Les paroles recueillies dans cette 7^e édition du rapport montrent que le sentiment d'insécurité ne se limite pas aux faits de délinquance. Il naît aussi de l'absence de vie sociale dans l'espace public, de l'abandon matériel de certains lieux et de la nature des présences institutionnelles, notamment policières, souvent vécues comme intrusives ou stigmatisantes.

Les habitant-es expriment une attente claire: une présence humaine, plurielle, bienveillante et légitime, qui sécurise sans surveiller, qui protège sans contrôler et un cadre de vie de qualité pour tous et toutes.

Propositions concrètes

» **Développer une mission de proximité au sein de la police**

Ces policier-es seraient formé-es à la médiation et à la prévention, et non à la seule répression. Leur mission doit s'inscrire dans une logique de présence régulière apaisée dans les quartiers, concertée en lien avec les habitant-es, les acteur-ices de terrain (associations, centres sociaux, éducateur-ices...) et les réalités locales. Il s'agit de construire une sécurité partagée, fondée sur la confiance mutuelle et non sur la confrontation.

» **Créer des « Conseils habitants-police »**

à l'échelle des quartiers, pour permettre un dialogue régulier et structuré entre les résident-es et les forces de l'ordre. Ces conseils se déroulent également en présence de la collectivité locale comme co-responsable de la sécurité dans les territoires.

» **Reconnaître et soutenir durablement les métiers de la relation et de la proxi-**

mité, indispensables pour retisser du lien dans l'espace public et souvent insuffisamment nombreux :

→ **Créer une vraie reconnaissance des médiateur-ices de terrain** (reprenre le processus de validation de la proposition de loi Vignal visant à reconnaître les métiers de la médiation sociale); ce qui suppose des formations suffisantes, un cadre d'emploi plus sécurisant, un financement pérenne et à la hauteur des besoins.

→ **Respecter les obligations réglementaires de disposer de gardien-nes d'immeuble en nombre suffisant visibles et disponibles**, (1 gardien pour 100 logements Décret n°2001-1361 du 28 décembre 2001).

→ Disposer sur chaque quartier prioritaire de la politique de la ville **d'une équipe de prévention spécialisée**.

Ces fonctions doivent être valorisées, formées, financées et sécurisées, et intégrées pleinement dans les politiques publiques de prévention. Par exemple, elles pourraient être en partie financées par l'abattement de la Taxe Foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dont bénéficient les bailleurs.

» **Repenser les aménagements urbains à partir des usages, les mettre en place, en assurer leur entretien et leur animation**

→ un éclairage public fonctionnel et réparé rapidement,

→ une propreté urbaine assumée comme un droit,

→ des espaces de sociabilité accessibles à toutes et tous : bancs, lieux associatifs ouverts en soirée, accueils inconditionnels, places publiques conviviales.

Ces aménagements doivent être pensés comme **évolutifs**, capables de s'adapter dans le temps aux usages réels et aux besoins changeants des habitant-es.

RECOMMANDATION N°3

Renforcer la présence des services publics dans les territoires

La présence ou l'accessibilité est un enjeu majeur pour tou-ttes les habitant-es mais encore plus pour celles et ceux qui rencontrent des difficultés d'accès au droit et à leurs droits.

Le recul des services publics dans certains quartiers populaires ou leur éloignement est perçu comme une forme de relégation territoriale. Ce retrait alimente un sentiment d'abandon, d'injustice institutionnelle et renforce une insécurité sociale quotidienne. Cette précarité institutionnelle, largement documentée par les paroles des habitant-es, fragilise la cohésion sociale et alimente les tensions et les frustrations.

Propositions concrètes

» **Instaurer un principe de «présence minimale garantie» des services publics dans tous les quartiers politique de la ville**, incluant a minima :

→ une **antenne de proximité physique pour les démarches sociales et administratives** – CCAS, Département, CAF, France Travail, préfecture, impôts...–, avec des professionnel-les qualifié-es capables d'agir directement sur les situations et embauché-es par ces mêmes services,

→ des **structures France Service** qui interviennent en appui au non-remplacement des services publics et organismes sociaux,

→ une **permanence de santé**,

→ un **accueil jeunesse** structurant, avec des animateur-ices et éducateur-ices, qui offre aux jeunes des espaces de loisirs culturels et sportifs, tout en favorisant la construction de projets collectifs,

→ et un **accès aux transports publics fonctionnels et réguliers**.

» **Garantir la continuité des services publics, même en contexte de tension** : Il arrive, en réaction à des incidents (dégra-

dations, conflits localisés...) que des institutions choisissent de suspendre ou de retirer certains services publics, avec pour effet de pénaliser l'ensemble des habitant-es. Cette logique de retrait, si elle peut répondre à des impératifs de sécurité ou de gestion de crise, comporte des risques: elle peut accroître les inégalités, fragiliser le lien entre institutions et populations, et nourrir des sentiments d'injustice. Il est essentiel d'inscrire dans les pratiques un principe de continuité et de présence des services publics, y compris dans les contextes difficiles, afin de garantir à toutes et tous un accès équitable aux droits et aux ressources.

RECOMMANDATION N°4

**Soutenir durablement
l'animation du lien et de la vie
sociale et le tissu associatif
dans les quartiers populaires**

La baisse des financements (gel des crédits adultes-relais, disparition de dispositifs comme «Quartiers d'été»...), les mises en cause des associations accusées de dépendre excessivement de l'État, la mise en place du Contrat d'Engagement Républicain (CER), ainsi que le recours croissant aux financements annuels ou par appels à projets, traduisent un affaiblissement du partenariat entre les pouvoirs publics et la société civile.

Ces pratiques alimentent, sur certains territoires, un climat de défiance et une logique de contrôle, qui restreignent la liberté d'action des acteurs associatifs et des habitant-es investi-es dans la vie de leur territoire — en particulier dans les quartiers populaires.

Les personnes les plus touchées sont les habitant-es eux-mêmes, qui expriment pourtant, dans ce rapport, un fort attachement aux solidarités de proximité, aux lieux de rencontre et de lien social, essentiels

pour lutter contre le sentiment d'abandon et d'insécurité.

Propositions concrètes

➤ **Instaurer un cadre partenarial sécurisant entre les associations et les pouvoirs publics**

→ **S'appuyer sur la charte d'engagements réciproques** comme base de relations entre les associations, les collectivités et l'Etat. Moins coercitive et plus respectueuse du principe de co-construction que le contrat d'engagement républicain, cette charte actualisée en 2014 offre un cadre équilibré pour un partenariat de confiance.

→ **Simplifier et sécuriser le soutien public aux associations**, en développant effectivement des subventions pluriannuelles. Cela permettrait aux associations d'inscrire leurs actions dans la durée et de recentrer leurs efforts sur le terrain plutôt que sur la gestion administrative.

→ **Reconnaître les associations comme un investissement**, et non comme une charge, en valorisant leur rôle essentiel dans la cohésion sociale et le dynamisme démocratique des territoires.

➤ **Permettre aux associations d'être actrices du débat démocratique**

→ **Privilégier le régime de la subvention**, plutôt que les appels à projets, marchés publics ou délégations de service, qui induisent concurrence, standardisation et perte d'initiative. La subvention favorise l'autonomie associative et l'expression citoyenne.

→ **Inscrire dans la loi un véritable droit d'interpellation citoyenne**, afin de permettre aux associations de créer des espaces de dialogue entre habitant-es et décideurs-euses, sans craindre de perdre leurs subventions. Ce droit permettrait de garantir la liberté d'expression associative et renforcerait la participation démocratique à l'échelle locale.

Bibliographie

Cette bibliographie recense les livres, articles, rapports cités dans cet ouvrage. Nous avons fait le choix d'y ajouter des publications qui nous ont inspiré-es dans nos discussions et dans la rédaction de cette édition et qui permettent de poursuivre la réflexion sur l'(in)sécurité et la vulnérabilité dans les quartiers populaires.



- B** **Bonelli Laurent**
La France a peur : une histoire sociale de l'«insécurité», La Découverte, 2008
- Bronner Luc**
Le miroir. Retour dans les banlieues françaises, Le Seuil, 2025
- C** **Castel Robert**
L'insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé ?, La République des idées, 2003
- E** **Epstein Renaud**
La rénovation urbaine, Presses de Sciences Po, 2013
- M** **Mohammed Marwan, Mucchielli Laurent**
Les bandes de jeunes, La Découverte, 2007
- Mucchielli Laurent**
Violences et insécurité, La Découverte, 2011
- T** **Truong Fabien, Truc Gérôme**
Grands ensemble. Violence, solidarité et ressentiment dans les quartiers populaires, La Découverte, 2025
- A** **Amnesty International**
Les violences sexistes et sexuelles en France, site web : <https://www.amnesty.fr/dossiers/les-violences-sexistes-et-sexuelles-en-france>
- C** **Centre d'Observation de la Société**,
L'insécurité n'augmente pas en France, 02 Octobre 2023 : https://www.observationsociete.fr/modes-de-vie/divers-tendances_conditions/evolutioninsecurite/
- Centre d'Observation de la Société**
Le sentiment d'insécurité ne progresse pas en France, 26 mai 2023 : https://www.observationsociete.fr/modes-de-vie/divers-tendances_conditions/le-sentiment-dinsecurite-ne-progresse-pas-en-france/
- L** **Le Monde**
Municipales 2026 : la sécurité, sujet au premier rang des préoccupations des Français, 03 juillet 2025 : https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/07/03/municipales-2026-la-securite-sujet-de-premier-rang-pour-les-francais_6617691_823448.html

Le Monde

Tentatives d'homicide en hausse et baisse des vols : le bilan de la délinquance au prisme des statistiques du ministère de l'intérieur, 30 janvier 2025 : https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/01/30/tentatives-d-homicide-en-hausse-et-baisse-des-vols-le-bilan-de-la-delinquance-au-prisme-des-statistiques-du-ministere-de-l-interieur_6524077_3224.html

Luneau Sylvie

Éclairage public et insécurité à l'épreuve des faits, Club prévention-sécurité, la gazette des communes, 19 Avril 2018

Mucchielli Laurent

Des délinquants « de plus en plus jeunes et de plus en plus violents » : sociologie d'une prénotion, revue Délibérée, 2017/1

Vallet Pascal

Malaise dans le quartier. De quoi le sentiment d'insécurité est-il le symptôme ?, revue Espaces et sociétés, 2019

➤ *Les violences sexistes et sexuelles dans l'espace public*, Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains, 2023 et 2018

➤ *Guide sur la sécurité dans la politique de la ville*, Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), 2022

➤ *Chiffres-clés de la pauvreté*, Observatoire National de la politique de la Ville, ONPV, 2021

➤ *Rapport , Insécurité et territoires : Division sociale et participation politique*, CESDIP – Sciences Po, 2020

➤ *Rapport, Vulnérabilités et ressources des quartiers prioritaires*, Observatoire National de la politique de la Ville, ONPV, 2019

➤ *Enquête nationale, Victimation et perceptions de la sécurité*, Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), Ministère de l'intérieur, 2018

➤ *Enquête sur les relations police-population*, rapport du défenseur des droits, 2025

➤ *Panorama des violences en France métropolitaine : enquête GENESE*, Service statistique ministériel de la sécurité intérieure, 2022



RAPPORTS

➤ *Enquête Association des maires de France – CEVIPOF : Le maire, figure de confiance dans une démocratie fragmentée*, 2025

➤ *Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR), Les liens sociaux dans le Grand Paris*, Mai 2024

➤ *Service de statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI)*, 2024, 2020 et 2013



AUTRES

Podcast : Les Pieds sur terre

Des jeunes très verbalisés, France Culture, 20 juin 2025 : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-pieds-sur-terre/des-jeunes-tres-verbalises-7346536>

**Portraits des
quartiers
ayant participé
au rapport**

136



Quartiers La Plaine, La Forge et Guynemer, Centre social Ouest

📍 Les quartiers de La Plaine, La Forge et Guynemer sont situés à Oyonnax, dans le département de l'Ain en région Auvergne-Rhône-Alpes.



Présentation du quartier

La Plaine, la Forge et Guynemer représentent trois quartiers prioritaires de la ville d'Oyonnax du Contrat de ville 2024-2030. Le Centre social Ouest est implanté au cœur du quartier de la Plaine avec un bâtiment annexe à la Forge.

Les principales caractéristiques de ces quartiers sont :

- ⇒ Une population plus jeune et plus féminine
- ⇒ Une population d'origine étrangère plus marquée
- ⇒ Des familles monoparentales légèrement plus nombreuses
- ⇒ Un taux de chômage plus élevé qu'à l'échelle de l'EPCI et nationale
- ⇒ Des revenus bas

Les quartiers de la Forge et de la Plaine ont bénéficié d'un programme de rénovation urbaine qui se poursuit à la Plaine.



Temps fort

La rénovation urbaine donne lieu à différents temps forts auxquels participent les habitant-es (démolitions, rénovations), ainsi qu'à des projets mémoire. Les habitant-es sont alors invité-es à témoigner de leurs vécus au sein du quartier. En 2024, le recueil des mémoires des habitant-es de la Plaine a pris forme à travers une représentation théâtrale impliquant des élèves du collège, du lycée, ainsi que des enfants inscrits au C.L.A.S. À l'issue du spectacle, auquel ont assisté les habitant-es d'Oyonnax, certain-es d'entre elles et eux ont exprimé l'envie de s'initier au théâtre.

Lieux de rencontre

Le Centre social Ouest (La Plaine et La Forge), la Maison du projet (La Plaine), la vitrine du chantier (La Forge), le marché hebdomadaire (La Plaine), la foire mensuelle, la place Maréchal Leclerc, l'espace commercial à la Forge (pharmacie, épicerie, boulangerie), la Peupleraie et les aires de jeux.



Ce que les habitant-es aiment

Les fêtes de quartier, partager des temps conviviaux (repas, jeux), les voyages et les sorties.



137

Si le quartier était une chanson

Douce France de Rachid Taha



QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- ⇒ Population du quartier : 5 167 habitant-es (soit 22 % de la population communale)
- ⇒ Revenu fiscal médian mensuel : 1150 €
 - ⇒ Taux de pauvreté : 48 %
 - ⇒ Part des moins de 25 ans : 41 %
 - ⇒ Part des 60 ans et plus : 19 %
- ⇒ Part des familles monoparentales : 24,6 %
- ⇒ Part de la population étrangère : 40 %

Source : Année 2020 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartier Roosevelt Rebequet, Centre social Au fil de l'eau

📍 Ce quartier prioritaire est situé au cœur de la ville de Tergnier, dans le département de l'Aisne et la région des Hauts de France.



Présentation du quartier

La particularité du quartier prioritaire Roosevelt Rebequet est sa forme géographique très découpée, tout comme le fait qu'il soit traversé par la voie ferrée et bordé par le canal de Saint Quentin ; ce qui crée ainsi des ruptures entre les deux quartiers de cette zone QPV. Il possède cependant des atouts avec des institutions et des associations en nombre (la médiathèque, le centre culturel, le centre social Au fil de l'Eau etc.). Quatre écoles publiques sont dans ce quartier, tout comme une école privée. Le taux d'emploi des 15/26 ans est bas avec 34,9%. De ce fait, un fort accompagnement social est nécessaire. Concernant le niveau d'étude, il s'arrête le plus souvent au niveau du Bac avec un nombre élevé de CAP/BEP et peu de jeunes en études supérieures.

Ce que les habitant-es aiment

Leur quartier avant tout, mais également l'accueil, l'écoute et les actions du centre social, l'accompagnement des partenaires (CAF, UTAS, CPAM, CIDFF, etc.) et les fêtes dans le quartier.



Si le quartier était une chanson

Des hommes pareils
de Francis Cabrel



138



Temps fort

Les quartiers d'été en juillet, l'emploi au cœur du quartier (présence d'entreprises, de France Travail, de chantiers d'insertion et de sociétés d'intérim), le festival des familles, le festival des clowns, « Bouge ton quartier » sur certains weekends, le C.L.A.S. du centre social et les cafés des parents.



Lieux de rencontre

Le city stade, les cages d'escalier et halls d'immeubles, le centre social, l'espace jeunesse et le service de cohésion sociale.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier : 1186 habitant-es (soit 8,8% de la population communale)
- » Revenu fiscal médian mensuel : 700 €
 - » Taux de pauvreté : 48,8%
 - » Part des moins de 25 ans : 44,1%
 - » Part des 60 ans et plus : 15%
- » Part des famille monoparentales : 20,4%
- » Part de population étrangère : 17%

Source : Année 2021 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartier des Canourgues, Centre social AAGESC

📍 Le quartier des Canourgues est situé au nord de la ville de Salon-de-Provence, dans le département des Bouches-du-Rhône en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.



Présentation du quartier

Le quartier des Canourgues est l'un des deux quartiers prioritaires de Salon où plus d'une personne sur deux vit sous le seuil de pauvreté. Il se distingue par une population jeune. Parmi les 16-25 ans, 32% sont non-scolarisés et sans emploi. Ce quartier arboré et aéré profite d'une bonne desserte de transports en commun et de nombreux équipements. Il fait l'objet d'un projet de rénovation urbaine afin d'améliorer le cadre de vie de ses habitant-es, à l'horizon 2030.

Ce que les habitant-es aiment

Les sorties et activités organisées par les différentes associations du quartier, les animations festives, les repas partagés, la convivialité et la solidarité dans le quartier.



Si le quartier était une chanson

Mon amie la rose chantée
par Lina El Arabi et Slimane.



139



Temps fort

Les fêtes de l'été organisées par le centre social en partenariat avec d'autres associations locales (spectacles, musique, repas partagés, jeux pour enfants), les animations régulières en pied d'immeubles et les événements sportifs.



Lieux de rencontre

Le pôle commercial et de services, les aires de jeux, les places aménagées avec les bancs, la Place du Conseil de l'Europe, les différents lieux du centre social, la ludothèque et les terrains de sports.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier: 3323 habitant-es (soit 7,2% de la population communale)
- » Niveau de vie médian mensuel: 1128€
 - » Taux de pauvreté: 53%
 - » Part des moins de 25 ans: 45,3%
 - » Part des 60 ans et plus: 15,9%
- » Part des familles monoparentales: 41,2%
- » Part de la population étrangère: 25,7%

Source : Année 2020 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartier Tunnel-Château, Centre social Tunnel-Château

📍 Le quartier Tunnel-Château est situé à Vierzon,
dans le département du Cher en région Centre-Val de Loire.



Présentation du quartier

Situé au centre-ville de Vierzon, ce quartier prioritaire a été concerné par une rénovation urbaine de 2019 à 2021, qui a donné lieu à de nouveaux espaces de vie. La majorité des bâtiments est gérée par le même bailleur social et il y a également quelques bâtiments privés, dont les locaux du centre social. Depuis, de nouvelles structures se sont installées dans le quartier: le restaurant social, les Francas, le service jeunesse (avec un infolab), le Programme de Réussite Éducative, la mission locale et une antenne du CRIJ.

Le quartier est particulièrement vivant. Des jeunes s'y retrouvent également du fait de sa centralité.



Temps fort

Depuis la rénovation urbaine, différents acteurs se sont implantés sur le quartier. Le centre social a rapidement impulsé une dynamique partenariale riche. Depuis, la fête de quartier est devenue l'événement incontournable où tous les acteurs y trouvent leur place dans la proposition d'animations en faveur des habitant-es. L'école ouverte le mercredi, goûter extérieur par le restaurant social, un escape game pour les parents par le P.R.E.... Autant d'animations qui animent le quartier et ses habitant-es.

Lieux de rencontre

Depuis la rénovation urbaine du quartier, de nouveaux espaces de vie ont pris place dans la vie des habitant-es: les jardins partagés, l'aire de jeux pour enfants, city stade. Ce sont aujourd'hui des lieux de rencontres pour les familles.



Ce que les habitant-es aiment

La richesse culturelle du quartier et les événements de rue qui rythment leur été.



Si le quartier était une chanson

We are Family de Sister Sledge



QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier: 3694 habitant-es (soit 14,8% de la population communale)
- » Revenu fiscal médian mensuel: 8250 €
 - » Taux de pauvreté: 69%
 - » Part des moins de 25 ans: 32%
 - » Part des 60 ans et plus: 28,6%
- » Part des familles monoparentales: 39,5%
- » Part de la population étrangère: 16,3%

Source: Année 2021 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartier Aragon, Maison de quartier Louis Aragon

📍 Le quartier Aragon est situé à Saint-Martin-d'Hères,
dans le département de l'Isère en région Auvergne-Rhône-Alpes.



Présentation du quartier

Le quartier Aragon est un patchwork. Il s'étend des étoiles de Renaudie à la Tour Verlaine, en passant par de grands espaces verts et zones commerciales. Pensé, à l'origine, comme le futur centre-ville, il présente beaucoup d'atouts : desservi par le tram, les bus et la rocade ; présence des établissements scolaires, commerces, centre de santé etc. C'est un quartier auquel sont attachés ses habitant-es de par son cadre de vie, ainsi que la grande solidarité qui y règne et le dynamisme du tissu social local, qui viennent équilibrer ses importantes faiblesses (précarité importante, trafic, insalubrité etc.).

Ce que les habitant-es aiment

Le parc Jo Blanchon, le calme, la proximité des commerces et des transports, les mosaïques et l'architecture.



Si le quartier était une chanson

Hymne à l'amour d'Edith Piaf



Temps fort

» La Fête des étoiles, un événement annuel organisé par l'association Les Terrasses Renaudie en partenariat avec Mozaikafé, qui illustre la vitalité et la solidarité du quartier Renaudie, mettant en lumière la richesse culturelle et l'engagement de ses résident-es.

» La célébration de l'achèvement de la rénovation du quartier Champberton fin 2024 qui a rassemblé habitant-es et acteurs du territoire. Cette réhabilitation a permis de rénover 320 logements, transformant le quartier.



Lieux de rencontre

La Maison de quartier, Mozaikafé, le PMU du marché, le Parc Jo Blanchon, les boulangeries et les commerces.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier : 3717 habitant-es (soit 9,6 % de la population communale)
- » Niveau de vie médian mensuel : n.c.
- » Taux de pauvreté : 38 %
- » Part des moins de 25 ans : 40,3 %
- » Part des 60 ans et plus : 14,6 %
- » Part des familles monoparentales : 35,1 %
- » Part de la population étrangère : 36 %

Source : Année 2024 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartier La Romière, Centre social Cré'actifs

📍 Le quartier La Romière est situé sur la commune du Chambon-Feugerolles, dans le département de la Loire en région Auvergne-Rhône-Alpes.



Présentation du quartier

Le quartier de La Romière est un quartier de grands ensembles d'habitat social, fortement stigmatisé, et en reconversion depuis la fin des années 80. Il bénéficie d'interventions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) depuis les années 90, avec de nombreuses opérations de démolition et réhabilitation. Le quartier est apprécié par sa proximité avec la campagne et la qualité de son cadre de vie, notamment avec la présence d'un grand parc. Toutefois, le quartier manque d'animation, malgré la présence de l'Espace culturel Albert Camus. Il y a un déficit d'offre commerciale, bien que le centre-ville ne soit qu'à quinze minutes à pied. Par ailleurs, la présence d'un point de trafic de drogue est source d'inquiétude pour les habitant-es.

Un autre espace est la place Pasteur, à côté de l'école du quartier, qui est un espace vert proche des habitations et ombragé. Cette place rassemblait également des commerces, tous fermés aujourd'hui. Le centre social a récemment récupéré un local annexe sur cette place.

Ce que les habitant-es aiment

Les habitant-es ont toujours vécu ici, donc ils et elles y sont attaché-es. Tous et toutes apprécient leur voisinage et le quartier de manière générale, malgré les bruits de moto en été et les points de trafic. Après être parti-es vivre ailleurs, plusieurs habitant-es y reviennent.

Si le quartier était une chanson

La Romière de Cris Adep – une chanson écrite par un adhérent du centre social en hommage à son quartier.

142



Temps fort

Chaque année a lieu la *Fête de l'été*, réunissant les acteurs du quartier pour animer une soirée festive pour les habitant-es. L'intérêt est de se retrouver pour construire ensemble cet événement et, bien entendu, de proposer un temps de convivialité pour tout le quartier. Cette fête rassemble, selon les années, 300 à 400 personnes.



Lieux de rencontre

Le parc du Bouchet est un lieu apprécié des habitant-es de tout âge. C'est un grand espace de verdure, entretenu par les espaces verts de la ville. Le seul bémol : il est un peu plus loin des habitations. De fait, les parents ne laissent pas les enfants y aller seuls.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier : 1574 habitant-es (soit 13% de la population communale)
- » Revenu fiscal médian mensuel : 1234 €
 - » Taux de pauvreté : 43%
 - » Part des moins de 25 ans : 33,1%
 - » Part des 60 ans et plus : 30,6%
- » Part des familles monoparentales : 19,6%
- » Part de la population étrangère : 16,7%

Source : *Années 2021 et 2024*
sur le site sig.ville.gouv.fr

Roanne



Quartier Clermont, Centre social du Moulin à vent

📍 Le quartier Clermont est situé à l'extrême sud-ouest de Roanne, dans le département de la Loire en région Auvergne-Rhône-Alpes.



Présentation du quartier

Ancien faubourg ouvrier créé au 19^e siècle autour de l'activité industrielle et artisanale du textile, ce quartier a bénéficié de rénovations importantes dans le cadre des projets de l'Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU). Il est un haut lieu de la vie sportive roannaise et dispose de plusieurs équipements à vocation sociale et éducative. Sa localisation avantageuse et une bonne desserte en transports en commun permettent aux habitant-es de se rendre facilement en centre-ville. La présence historique d'une forte communauté turque a permis au fil des années l'implantation de commerces et d'associations en lien avec cette communauté. Dans les familles, les parents connaissent des difficultés professionnelles et financières ; ce qui impacte l'éducation des enfants qui peut être compliquée.

Lieux de rencontre

Le centre social, le marché hebdomadaire, les bars et cafés, devant les écoles primaires et dans les parcs.



Ce que les habitant-es aiment

Les habitant-es disent aimer les « choses simples de la vie », les repas conviviaux en famille et entre amis, partager des moments de rire avec les voisins et voisines, voir les enfants heureux. D'une manière globale, les habitant-es aiment le partage, la convivialité et rencontrer d'autres personnes.



Si le quartier était une chanson

L'hymne de la vie
de Kids United



143



Temps fort

Chaque année sur le quartier, les associations locales se réunissent afin d'organiser une « fête de quartier ». Elle se déroule sur la journée et en soirée et est fortement appréciée par les habitant-es. Environ 500 personnes viennent écouter de la musique, découvrir de nouvelles activités sportives, artistiques et culturelles. L'ambiance est conviviale et intergénérationnelle.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier : 1300 habitant-es
- » Niveau de vie médian mensuel : n.c.
 - » Taux de pauvreté : 53 %
- » Part des moins de 25 ans : 39,89 %
 - » Part des 60 ans et plus : 14 %
- » Part des familles monoparentales : 27,5 %
- » Part de la population étrangère : 24,2 %

Source : Année 2020 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartiers Nord – Saint Eloi, Centre social Terre en couleurs

📍 Les quartiers Nord – Saint Eloi sont situés à Pithiviers,
dans le département du Loiret en région Centre-Val de Loire.



Présentation du quartier

Le quartier de Saint Eloi est plutôt central car il se trouve proche du centre-ville de Pithiviers mais aussi de la zone commerciale. Il est constitué uniquement d'immeubles à trois ou quatre étages. Une restructuration est prévue pour 2035, afin d'améliorer l'image dégradée que renvoie ce quartier.

Un city stade a été construit il y a quelques années. Le centre social possède deux locaux dans ce quartier et a mis en place une action phare et visible sur ce quartier : les terrains d'aventure. Les habitant-es disent qu'il y fait bon vivre grâce à la solidarité forte entre les voisin-es, tout en relevant parfois un sentiment d'insécurité.

Lieux de rencontre

Le centre social, le city stade (pour les jeunes) et le terrain d'aventures.



Ce que les habitant-es aiment

La proximité et le lien avec l'équipe du centre social, le terrain d'aventures, le banquet citoyen, le city stade, les animations pour les familles et les sorties, l'A.L.S.H. et les animations libres des mercredis et samedis.



Si le quartier était une chanson

Si de Zaz



Temps fort

» Le banquet citoyen annuel réunit près de 300 personnes à chaque édition autour d'animations citoyennes (écologie, discriminations, numérique...) et ludiques.

» Terrains d'aventures : ils ont été mis en place avec le soutien des CEMEA-Centre Val de Loire, durant un mois l'été en 2023 et 2024. Cette animation, qui laisse la part belle à la participation, dynamise les initiatives portées par les habitant-es.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier : 1776 habitant-es (soit 19,6% de la population communale)
- » Revenu fiscal médian mensuel : 1209€
 - » Taux de pauvreté : 43%
 - » Part des moins de 25 ans : 40,7%
 - » Part des 60 ans et plus : 18,2%
- » Part des familles monoparentales : 27%
- » Part de la population étrangère : 23,9%

Source : Année 2020 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartier du Vert-Bois, Centre socioculturel de Saint-Dizier

📍 Le quartier du Vert-Bois est situé à Saint-Dizier,
dans le département de la Haute-Marne dans la région du Grand Est.



Présentation du quartier

Le quartier du Vert-Bois, construit à partir de 1952, est marqué par un urbanisme de barres d'immeubles et de tours. Il a accueilli jusqu'à 16 000 habitant-es et possédait de nombreux commerces. Dans les années 1990, la fermeture de plusieurs usines a jeté de nombreuses familles et le quartier dans des difficultés sociales. Depuis 2004, d'importantes transformations sont en cours : de nombreuses barres ont été démolies et de nouveaux équipements construits (centre sportif, écoles, logements individuels etc.). Le Vert-Bois représente toujours presque un tiers de la population de Saint-Dizier, soit un peu plus de 6 000 habitant-es.

Ce que les habitant-es aiment

Le café des habitant-es est un moment fort de la semaine, surtout pour les personnes isolées.



Si le quartier était une chanson

Les copains d'abord de Georges Brassens



Temps fort

Le marché du Vert-Bois est connu par toutes et tous, bien au-delà de Saint-Dizier. Bragards et non-Bragards s'y retrouvent le dimanche matin pour réaliser quelques courses et acheter des produits que l'on trouve nulle part ailleurs. C'est aussi l'endroit pour flâner en famille, échanger quelques nouvelles ou encore retrouver des personnes perdues de vue depuis un moment.



Lieux de rencontre

Le centre socioculturel de la ville de Saint-Dizier, situé en plein cœur du quartier, est le lieu où les habitant-es peuvent se rencontrer. Son hall rebaptisé la «salle à manger» sert à se retrouver. On y reste parfois jusqu'à la fermeture pour discuter !

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier : 3717 habitant-es (soit 9,6% de la population communale)
- » Niveau de vie médian mensuel : n.c.
 - » Taux de pauvreté : 38%
 - » Part des moins de 25 ans : 40,3%
 - » Part des 60 ans et plus : 14,6%
- » Part des familles monoparentales : 35,1%
- » Part de la population étrangère : 36%

Source : Année 2020 sur le site sig.ville.gouv.fr

Pau



Quartier Fouchet, Espace de vie sociale Marguerite

📍 Le quartier Fouchet est situé à l'est de Pau, dans le département des Pyrénées-Atlantiques dans la région de la Nouvelle Aquitaine. C'est un sous-quartier intégré au quartier politique de la ville de Saragosse.



Présentation du quartier

Le quartier Fouchet, urbanisé dans les années 60-70 pour répondre à la croissance démographique, a connu un déclin et une précarisation. Aujourd'hui, des initiatives locales cherchent à redynamiser le quartier en mettant en valeur ses richesses humaines. Le manque d'espaces de rencontre est un défi auquel répondent l'Association Fouchet Jeunesse et le service Marguerite du Centre social La Pépinière. La placette, rénovée cette année, renforce les efforts de revitalisation après la reconnaissance du quartier comme quartier prioritaire Politique de la ville.

Ce que les habitant-es aiment

La proximité avec le centre-ville, la bonne desserte en transports en commun, la diversité culturelle du quartier. Les habitant-es se sentent en sécurité sur leur territoire.



Si le quartier était une chanson

Le temps des cerises
de Jean-Baptiste Clément



146



Temps fort

Les ateliers Jeunes, les fêtes du quartier, les animations sportives, des rencontres autour de la pétanque, les vides-greniers, les rencontres entre voisins et voisines.



Lieux de rencontre

Le quartier souffre d'un manque d'espaces de rencontres pour les habitant-es. C'est dans ce contexte que l'EVS Marguerite (émanant du Centre social La Pépinière) s'installe sur le quartier une fois par semaine, notamment à la placette en bas des immeubles, afin de créer du lien social, de lutter contre le non-recours aux droits, de promouvoir l'interconnaissance entre voisin-es et de lutter contre l'isolement.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- Population du quartier: 5 610 habitant-es
- Revenu fiscal médian mensuel: n.c.
 - Taux de pauvreté: 53%
 - Part des moins de 25 ans: 36,7%
 - Part des 60 ans et plus: 24,5%
- Part des familles monoparentales: 43,2%
- Part de la population étrangère: 22,7%

Source: Année 2020 sur le site sig.ville.gouv.fr

Cernay



Quartier Bel Air, Centre socioculturel AGORA

📍 Bel Air se situe à Cernay, dans le département du Haut-Rhin dans la région Grand Est.



Présentation du quartier

Bel Air est un quartier populaire à l'histoire marquée, où vivent familles monoparentales, retraité-es, jeunes et salarié-es aux parcours variés. La précarité est présente mais la solidarité tisse du lien entre les habitant-es. Les rénovations récentes redonnent un souffle aux espaces communs. Le Centre Agora, l'épicerie solidaire et les associations locales jouent un rôle central pour créer du lien, favoriser l'accès à la culture et à l'emploi, et faire émerger la parole de celles et ceux qui y vivent. Les transports facilitent la mobilité. L'envie de faire bouger les choses est bien là.

Ce que les habitant-es aiment

L'épicerie, le Centre Agora, la proximité avec le centre-ville et la solidarité entre habitant-es.



Si le quartier était une chanson

Je viens de là
de Grand Corps Malade



147



Temps fort

En 2013, le jeune Nabil Boukessob, âgé de 18 ans, a été poignardé à mort dans le quartier Bel Air, à la suite d'une dispute avec un voisin mécontent du bruit d'une partie de football. Ce drame a profondément marqué le quartier, avec plusieurs milliers de personnes réunies lors de marches blanches. L'agresseur a été condamné en 2015 pour homicide volontaire. Cet événement a laissé une forte empreinte dans la mémoire collective et souligne les enjeux de dialogue social dans le quartier.



Lieux de rencontre

Les habitant-es se retrouvent dans plusieurs lieux du quartier qui animent leur quotidien: l'épicerie solidaire La Cigogne, le Centre Agora, le Café Crescendo au Leclerc, la Mosquée, l'aire de jeux et le City, espace convivial pour les jeunes.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- ⇒ Population du quartier: 966 habitant-es (soit 8,5% de la population communale)
- ⇒ Niveau de vie médian mensuel: 960€
 - ⇒ Taux de pauvreté: 34,6%
 - ⇒ Part des moins de 25 ans: 40%
 - ⇒ Part des 60 ans et plus: n.c.
- ⇒ Part des familles monoparentales: 15,1%
- ⇒ Part de la population immigrée: 30,4%

Source: Année 2018 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartier Chaoué-Perrières, Centre social Gisèle Halimi

📍 Le quartier Chaoué-Perrières est un quartier de centre-ville
au cœur d'une commune agricole, celle d'Allonnes, dans le département
de la Sarthe appartenant à la région des Pays de la Loire.



Présentation du quartier

Accueillant dans la période d'après-guerre les nouvelles arrivées des campagnes (exode rural), mais aussi les vagues successives de migration, ces quartiers comptent aujourd'hui 38 nationalités différentes. Allonnes a la spécificité d'être composée à 90% de zones rurales, alors que seulement 10% représente la ville. Ce sont dans ces 10% que vivent la majorité des Allonnais-es.

Le quartier Chaoué-Perrière en cœur de ville bénéficie des programmes de l'Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU); ce qui induit de grandes transformations. Allonnes est une commune dynamique, bien reliée au Mans par le réseau de transports en commun, bénéficiant de zones d'activités, de structures culturelles et sportives et disposant d'un large tissu associatif. Un centre social associatif est aussi présent pour dynamiser le territoire.

Lieux de rencontre

La plaine de Chaoué, ainsi que celle des Sports Jean Launay | 
aux Perrières: la première est l'espace vert idéal (bord de rivière, terrains de jeux, bois) pour se retrouver en famille. La seconde est dédiée aux sports urbains avec un skate parc, un espace de musculation, un terrain de basket.

Ce que les habitant-es aiment

La solidarité entre voisin-es, les | 
cultures qui se mélangent et se côtoient dans le respect des un-es et des autres.

Si le quartier était une chanson

Le silence est cri de Youkoff | 

148



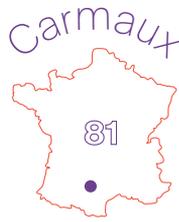
Temps fort

Chaque année, le Cross International Le Maine Libre – Allonnes Sarthe a lieu dans la plaine et les bois de Chaoué. Depuis 1965, les plus grand-es sportifs et sportives se donnent rendez-vous pour une course d'envergure. D'abord locaux, puis nationaux, aujourd'hui ce sont des athlètes internationaux qui font le déplacement. Des bénévoles, soutenu-es par la ville, organisent cet événement en prenant soin de le rendre accessible à l'ensemble des habitant-es via les établissements scolaires, ou en valorisant des courses en famille ou en duo.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier: 5 507 habitant-es (soit 52% de la population communale)
- » Revenu fiscal médian mensuel: n.c.
 - » Taux de pauvreté: 43%
 - » Part des moins de 25 ans: 35,2%
 - » Part des 60 ans et plus: 29,9%
- » Part des familles monoparentales: 30,3%
- » Part de la population étrangère: 11,4%

Source: Année 2020 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartier Rajol-Cérou-Gourgatieu-Bouloc-Verrerie, La CaSa - Centre social Carmausin-Ségala

📍 Le quartier Rajol-Cérou-Gourgatieu-Bouloc-Verrerie est situé à proximité immédiate du centre-ville dans la partie Nord de Carmaux, qui se trouve dans le département du Tarn en région Occitanie.



Présentation du quartier

La ville de Carmaux est marquée par son histoire autour de deux éléments : le charbon et le verre. L'exploitation de la mine et la verrerie ont façonné la ville qui a été pendant une longue période le lieu de luttes ouvrières, syndicales et politiques. Cette situation permet une accessibilité aisée à un grand nombre d'équipements et de services. La zone prioritaire est composée en très grande majorité d'habitat social (85%), gérée par deux bailleurs sociaux (3F Occitanie et Tarn Habitat). À l'image de la ville, sur ce quartier prioritaire, on retrouve une forte proportion de personnes âgées.



Temps fort

» La création du conseil citoyen en 2015 a été marquante. Ses membres sont très actifs et volontaires. Ils et elles animent les jardins partagés et ont installé des espaces de convivialité dans les quartiers (tables de pique-nique), ainsi que des boîtes à livres et des hôtels à insectes.

» Deux associations d'habitant-es sur le quartier (Les voisins de Gourgatieu et Les riverains du Cérou) proposent des animations, des voyages, des sorties et la gestion des parcelles de jardins individuelles.



Lieux de rencontre

Le chalet de l'association des Voisins de Gourgatieu, les jardins partagés du conseil citoyen, le centre social, le Parc du Candou, les espaces

sportifs, le marché hebdomadaire, la médiathèque, les cafés, le cinéma et les parcs Verrerie et Sérinié.

Ce que les habitant-es aiment

Selon les habitant-es, c'est un quartier où il fait bon vivre : les nombreux espaces verts, la proximité de la campagne, un cadre de vie agréable, la facilité d'accès à une diversité d'équipements et les nombreux événements permettant de se rencontrer et de partager des moments de convivialité.



Si le quartier était une chanson

Les gens de Christophe Maé

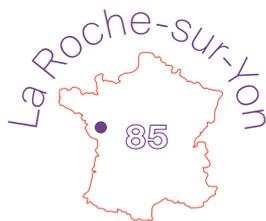


149

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier : 1828 habitant-es (soit 18% de la population communale)
- » Niveau de vie médian mensuel : 1170€
 - » Taux de pauvreté : 44%
 - » Part des moins de 25 ans : 26,8%
 - » Part des 60 ans et plus : 36,5%
 - » Part des familles monoparentales : n.c.
 - » Part de la population étrangère : 12,4%

Source : Année 2024 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartier Liberté-Zola, Maison de quartier Liberté AMAQY

📍 Le quartier de la Liberté-Zola est situé au Sud de la commune de La Roche-sur-Yon, dans le département de la Vendée dans la région des Pays de la Loire.



Présentation du quartier

Le quartier Liberté-Zola, au sud de La Roche-sur-Yon, est un territoire enclavé urbain, connu principalement de ses habitant-es. Séparé par les voies ferrées vers La Rochelle et Les Sables d'Olonne, il présente deux aspects distincts. À l'ouest, Zola, avec plus de 500 logements, est né de la réhabilitation de friches SNCF dès 2005. À l'est, Liberté, quartier d'après-guerre (1953-1959), répondait aux besoins des entreprises. La démarche de ce Rapport s'est concentrée sur Liberté, un quartier de lieu de vie dynamique, grâce à sa maison de quartier qui offre des activités et rencontres.

lieu de passage et de rassemblement, où se côtoient les joies et les difficultés du quotidien.

Ce que les habitant-es aiment

Des figures engagées ont fondé la maison de quartier autour de la solidarité et la diversité. Cet héritage se perpétue grâce aux bénévoles. Rencontre et partage animent ce lieu, créant un fort sentiment d'appartenance.



Si le quartier était une chanson

Ma liberté de penser
de Florent Pagny



150



Temps fort

Durant trois ans, un partenariat fructueux a uni la maison de quartier Liberté et le Grand R (Scène nationale de La Roche-sur-Yon). Les échanges artistes-habitant-es ont exploré les vies et particularités du quartier Liberté, aboutissant au livre «Liberté: portraits et recettes d'habitant-es». Un banquet convivial a marqué l'apogée de cette aventure, mêlant récits et saveurs. Cette initiative axée sur la rencontre, le partage et la valorisation humaine et culturelle a renforcé le lien et la fierté des habitant-es pour leur quartier.



Lieux de rencontre

La place Nelson Mandela est un carrefour quotidien pour les habitant-es: attente du bus vers le centre ou les environs, goûters d'enfants après l'école et événements locaux importants. Malgré des défis, cette place reste un

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier: 2510 habitant-es (soit 5% de la population communale)
- » Revenu fiscal médian mensuel: n.c.
 - » Taux de pauvreté: 31,5%
 - » Part des moins de 25 ans: 40,5%
 - » Part des 60 ans et plus: 12,5%
- » Part des familles monoparentales: 42%
- » Part de la population étrangère: 14,4%

Source: Année 2022 sur le site sig.ville.gouv.fr

Poitiers



Quartier de Bel Air, Centre socioculturel La Blaiserie

📍 Le quartier de Bel Air est situé à Poitiers, dans le département de la Vienne et dans la région de la Nouvelle-Aquitaine.



Présentation du quartier

Le quartier de Bel Air à Poitiers compte 1318 habitant-es. C'est un lieu riche en histoire et en diversité. Il est également un lieu de métissage culturel, où se côtoient plusieurs générations. Situé à proximité du centre-ville, ce quartier bénéficie d'un accès facile aux infrastructures éducatives, culturelles et sportives. Le quartier de Bel Air se distingue par ses espaces verts, propices à la détente et aux loisirs.

Ce que les habitant-es aiment

Discuter et faire des repas partagés sur la place de la Poste, se retrouver à la laverie pour refaire le monde, danser, faire des fêtes ou sur la place de la Poste.



Si le quartier était une chanson

Un Poco de Ninho



Temps fort

Des événements festifs sont ponctuellement organisés, tels que les repas partagés pour célébrer la convivialité et le lien social, permettant la rencontre des habitant-es du quartier.



Lieux de rencontre

Les parcs et jardins qui l'entourent offrent aux habitant-es des lieux de promenade. La place de la Poste, située au cœur du quartier, est un lieu de rencontre pour les familles. Les mamans s'y retrouvent pour discuter et les enfants pour jouer. La « Grande pelouse » et ses aires de jeux sont également des espaces très prisés par les familles, qui peuvent se retrouver pour profiter de moment de jeu et de détente.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier : 1318 habitant-es (soit 1,46% de la population communale)
- » Niveau de vie médian mensuel : n.c.
 - » Taux de pauvreté : 53%
 - » Part des moins de 25 ans : 41,4%
 - » Part des 60 ans et plus : 16,6%
- » Part des familles monoparentales : 50,4%
- » Part de la population étrangère : 20%

Source : Année 2023 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartier Le Gros Saule, Centre social du Gros Saule ACSA

📍 Le quartier du Gros Saule est situé au nord-est d'Aulnay-sous-Bois, en lisière de Sevrans et de Villepinte, dans le département de Seine-Saint-Denis en Ile-de-France.



Présentation du quartier

Le quartier du Gros Saule, situé à Aulnay-sous-Bois, accueille majoritairement des familles jeunes, avec une proportion élevée de logements sociaux. Depuis 2014, le quartier est inclus dans le « Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain » (NPNRU), visant la création de nouvelles voies de circulation pour mieux relier le quartier aux zones environnantes, l'aménagement d'espaces publics accueillants et sécurisés, ainsi que la construction de nouvelles places destinées à accueillir des commerces et des logements. Ces initiatives sont appréciées mais les habitant-es expriment aussi un sentiment d'abandon avec des problèmes de propreté et de sécurité.

Ce que les habitant-es aiment

Les infrastructures éducatives, sportives et culturelles, le parc, l'accès aux axes routiers et la proximité de l'hôpital.



Si le quartier était une chanson

Demain c'est loin
du groupe IAM



152



Temps fort

En juin 2024, un jeune de 23 ans a été tué par balle en pleine journée, devant un collège. Cet événement a profondément choqué le quartier et exacerbé le sentiment d'insécurité liée aux trafics et à la violence armée. Il met aussi en évidence la nécessité d'améliorer les conditions socio-économiques des habitant-es et d'ouvrir des perspectives aux jeunes.



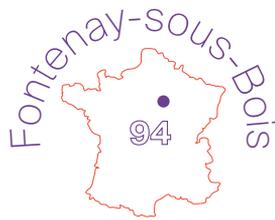
Lieux de rencontre

Les habitant-es se retrouvent lors du marché hebdomadaire, dans les établissements scolaires, au centre social du Gros Saule de l'ACSA, à l'association Sport'Alim et au conseil de quartier.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier: 7 000 habitant-es (soit 8 % de la population communale)
- » Revenu fiscal médian mensuel: 1 209 €
 - » Taux de pauvreté: 46 %
 - » Part des moins de 25 ans: 42,4 %
 - » Part des 60 ans et plus: 14 %
- » Part des familles monoparentales: 32,9 %
- » Part de la population étrangère: 39,4 %

Source: Année 2020 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartier Les Larris, Centre social intergénérationnel

📍 Le quartier des Larris est situé à Fontenay-sous-Bois, dans le département du Val de Marne en Ile-de-France.



Présentation du quartier

Les Larris, plus grand quartier de Fontenay-sous-Bois, se distingue par ses tours, sa diversité culturelle et son fort esprit de solidarité. Doté d'écoles, d'équipements sportifs et d'un tissu associatif dynamique, il offre une vraie vie de village. La transformation de l'ancien centre commercial en un espace vert de 2000 m², avec jardin gourmand, aires de jeux et amphithéâtre, s'inscrit dans une vaste rénovation urbaine. Le quartier, préservé de toute densification, réfléchit aussi à l'avenir de l'ancienne crèche pour renforcer les liens avec les quartiers voisins.

Ce que les habitant-es aiment

Les parcs, les espaces verts, la diversité culturelle des habitant-es et les associations locales



Si le quartier était une chanson

Belle au sujet du personnage Esméralda dans la comédie musicale du Bossu de Notre-Dame.



153



Temps fort

La concertation aux Larris par rapport au chantier de ce nouvel espace, à travers des réunions, des conseils de quartier et des échanges sur le terrain. Une centaine de propositions ont été recueillies. La dynamique locale a été forte, avec des associations engagées et un collectif d'habitant-es actifs et actives, avec le soutien de divers acteurs.



Lieux de rencontre

Les parcs, les lieux de passage, la place Violeta Parra, le jardin de la plaine, devant les établissements scolaires, la pharmacie et le supermarché *Diagonal*.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- ⇒ Population du quartier: 8 000 habitant-es (soit 16% de la population communale)
- ⇒ Niveau de vie médian mensuel: 2 015 €
 - ⇒ Taux de pauvreté: 35,1%
 - ⇒ Part des moins de 25 ans: 39%
 - ⇒ Part des 60 ans et plus: 16%
- ⇒ Part des familles monoparentales: 17%
- ⇒ Part de la population étrangère: 28,1%

Source : Année 2024 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartier du Bois l'Abbé Chennevières, Centre social La Colline

📍 Le quartier du Bois l'Abbé Chennevières est situé à Chennevières-sur-Marne, dans le département du Val de Marne en Ile-de-France.



Présentation du quartier

Le quartier du Bois l'Abbé Chennevières se caractérise par une mixité culturelle importante et il comprend un certain nombre de services et d'équipement mais très peu de commerces, de lieux culturels et de santé. On constate que les habitant-es de ce quartier sont confronté-es à diverses problématiques socioéconomiques, telles que l'accroissement du chômage, le vieillissement de la population, la dégradation du cadre de vie, l'augmentation des incivilités, de la précarité et de la paupérisation. Le quartier du Bois l'Abbé va bénéficier d'un programme de rénovation urbaine dans les prochaines années.

Ce que les habitant-es aiment

« Il y a tout ce qu'il faut »,
« Grande famille », le multi-culturalisme, l'entraide.



Si le quartier était une chanson

Black or White
de Michael Jackson



154



Temps fort

À l'été 2020, pendant huit semaines, l'action « Vacances pour tous » s'est déroulée au cœur du quartier proposant des animations en plein air. Cet événement a permis de rencontrer des habitant-es, de créer et renforcer de nouveaux partenariats et d'échanger de nouvelles idées. Plusieurs actions et projets en ont découlé.



Lieux de rencontre

Le centre social, l'Épicerie solidaire, le marché du Bois l'Abbé, la paroisse Jean XXII, les associations actives sur le quartier (dont Chaleur et Partage, Compagnons Bâtisseurs, Couture et Passion, CNL), le parc des Bordes.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier: 4736 habitant-es (soit 26,3% de la population communale)¹
- » Revenu fiscal médian mensuel: n.c.
 - » Taux de pauvreté: 35,5%²
- » Part des moins de 25 ans: 40,2%²
- » Part des 60 ans et plus: 17,1%²
- » Part des familles monoparentales: 35,5%²
- » Part de la population étrangère: 26,1%²

Source: *Années 2020¹ et 2024²*
sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartier de la Haie Griselle – La Hêtraie, Centre social Michel Catonné

📍 Le quartier de la Haie Griselle – La Hêtraie est situé à Boissy-Saint-Léger, dans le département du Val de Marne en Ile-de-France.



Présentation du quartier

Le quartier de la Haie Griselle – La Hêtraie couvre une superficie de 47 hectares, partagée avec la ville de Limeil-Brevannes. La majorité des logements de cette zone sont des appartements avec une proportion notable de 74% de logements sociaux. Il fait l'objet d'un «Projet de renouvellement urbain d'intérêt régional» (PRIR), qui permettra de valoriser le parc à travers un aménagement paysager, la rénovation de l'équipement culturel et du centre social. La population du quartier est jeune et majoritairement composée de femmes. La part des seniors tend à s'accroître dans les prochaines années. Le tissu associatif est dense, notamment au niveau de la pratique sportive et de la solidarité, avec certaines associations de plus de vingt ans fondées par des habitant-es du QPV.



Temps fort

La programmation estivale au sein du quartier : des animations, à la fois ludiques, conviviales et familiales sont proposées de manière hebdomadaire par des intervenant-es reconnu-es, qui œuvrent depuis plusieurs années auprès des habitant-es. Cette programmation estivale rend les vacances d'été plus agréables et faciles à vivre pour les habitant-es qui restent sur place tout l'été. Elle favorise l'occupation de l'espace public par les familles et les enfants de tout âge dans un cadre sécurisé et limite ainsi le développement de comportements inciviques.

Lieux de rencontre

Le centre social Michel Catonné, la Boissyclerie (une ressourcerie ouverte en 2022), la médiathèque, le cinéma et la salle de spectacle qui proposent l'accès à des activités culturelles variées et à des tarifs abordables.



Ce que les habitant-es aiment

Les actions favorisant la proximité, la solidarité, l'échange et le partage ; la «Faites éco» (fête autour de l'écologie visant à amener les habitant-es à «faire écologie» dans leur vie quotidienne), la fête de la ville, la programmation estivale, les temps de rencontres entre jeunes, entre adultes et en intergénérationnel.



Si le quartier était une chanson

Que je t'aime de Johnny Hallyday



155

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier : 5 053 habitant-es, dont 4 264 du côté de la commune de Boissy-Saint-Léger (soit 24,7% de la population communale)
- » Niveau de vie médian mensuel : 1150€
 - » Taux de pauvreté : 31,7%
 - » Part des moins de 25 ans : 40,2%
 - » Part des 60 ans et plus : 17,1%
- » Part des familles monoparentales : 33%
- » Part de la population étrangère : 24,2%

Source : Année 2020 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartiers Les Carreaux, Clair de Lune et Les Charmettes, Centre socioculturel Boris Vian

📍 Les quartiers Les Carreaux, Clair de Lune et Les Charmettes sont situés à Villiers-le-Bel, dans le département du Val d'Oise en Ile-de-France.



Présentation du quartier

Les Carreaux ➔ Construit à partir de 1956, le quartier des Carreaux a 65 ans. Il s'étend sur une surface de 22,05 hectares. Réunissant un total de 1615 logements, le quartier des Carreaux est l'ensemble d'habitat social le plus important de Villiers-le-Bel.

Clair de Lune ➔ Ce quartier, au paysage urbain et à l'ambiance animée, abrite environ 2 093 habitant-es, ayant une moyenne d'âge de 43 ans, et qui sont principalement propriétaires de leur logement. Le quartier dispose aux alentours de divers services et infrastructures.

Les Charmettes ➔ Un quartier également au paysage urbain et à l'ambiance animée qui abrite environ 2 812 habitant-es qui ont une moyenne d'âge de 36 ans, qui sont propriétaires de leur logement. Le quartier dispose aux alentours également de divers services et infrastructures.



Temps fort

« Banquet citoyen »: cet événement permet de recueillir la parole des habitant-es, de les faire remonter aux élu-es et donner des espaces d'expression sous différentes formes.

Lieux de rencontre

Aux Carreaux ➔ Mail Corneille, Parc Voltaire, la boulangerie.

Clair de lune ➔ Place Alfred Descamps.

Aux Charmettes ➔ Parc des sports.



Ce que les habitant-es aiment

Se rencontrer, faire la fête, s'entraider, participer aux activités en pied d'immeuble, se sentir écouté-es et en sécurité. Ils et elles aiment leur centre socioculturel et les commerces de proximité.



Si le quartier était une chanson

Je veux! de Zaz



156

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- ➔ Population du quartier: 8 188 habitant-es
- ➔ Revenu fiscal médian mensuel: n.c.
 - ➔ Taux de pauvreté: 37%
 - ➔ Part des moins de 25 ans: 40%
 - ➔ Part des 60 ans et plus: 16%
- ➔ Part des familles monoparentales: 29,6%
- ➔ Part de la population étrangère: 29,1%

Source: Chiffres ABS pour l'année 2025



Le quartier du Puits la Marlière (PLM), Centre socioculturel Camille Claudel

📍 Le quartier du Puits la Marlière se situe à l'ouest de la ville de Villiers-le-Bel, à proximité du centre ancien et du quartier Derrière- Les-murs de Monseigneur (DLM), qui se trouve dans le département du Val d'Oise en Ile-de-France.



Présentation du quartier

Le quartier du Puits la Marlière a été construit entre 1966 et 1969. Les différentes habitations sont réparties en 8% de maisons et 92% d'appartements. Le quartier est entièrement construit autour de la rue du 8 mai 1945, saillie centrale sur laquelle se situe le Centre socioculturel Camille Claudel. Au sein de la population qui constitue ce quartier, les parts de la jeunesse et des femmes y sont conséquentes. Les équipements publics sont nombreux et collaborent avec un panel d'associations contribuant à l'enrichissement culturel de la ville qui permet aux habitant-es d'y accéder facilement.

Ce que les habitant-es aiment

Les fêtes de quartiers, les sorties familiales notamment à la mer et profiter des parcs.



Si le quartier était une chanson

On pousse dans le ciment
du groupe Arsenik



157



Temps fort

Le dernier temps fort a été le Noël solidaire sur le quartier avec la participation des associations et des services municipaux, afin de proposer des animations festives pour tous les enfants du quartier.



Lieux de rencontre

Devant la place Berlioz (commerces du PLM), les arrêts de bus PLM, les terrains de foot et multisport (Paul Langevin et city stade), la place du Marché, le Parc Jean Vilar et le terrain d'aventure.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier: 16 527 habitant-es, sur le QPV et 5 363 habitant-es sur le PLM (soit 19% de la population communale)
- » Niveau de vie médian mensuel: 1270€
 - » Taux de pauvreté: 38,3%
 - » Part des moins de 25 ans: 43,7%
 - » Part des 60 ans et plus: 12%
- » Part des familles monoparentales: 21,7%
- » Part de la population étrangère: 29,1%

Source : Année 2021 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartier DLM/CERISAIE, Centre social Salvador Allende

📍 Le quartier DLM/CERISAIE se situe à Villiers-le-Bel,
dans le département du Val d'Oise (95) en Ile-de-France.



Présentation du quartier

Ce quartier prioritaire abrite deux sous-quartiers: La Cerisaie et Derrière-Les-Murs de Monseigneur (DLM) qui sont séparés par une place nommée La Tolinette. La Cerisaie a connu une grande rénovation urbaine qui comprenait le maintien de la grande barre d'immeubles. Le DLM est en cours de transformation urbaine avec deux tours démolies et une autre en attente. À la fin de ces travaux, le quartier sera traversé par une route, qui sera dotée de transports en commun de qualité permettant de rejoindre la gare plus aisément. Actuellement, les transports sur le quartier sont en effet insuffisants.

dins partagés et différents jeux, le stade Mandela et deux gymnases permettant la rencontre entre jeunes et moins jeunes.

Ce que les habitant-es aiment

Leur quartier, les activités proposées en pied d'immeuble, la solidarité qui y règne, le centre social, les espaces verts et les aires de jeux.



Si le quartier était une chanson

*Banlieusards forts et fiers
de l'être de Kery James*



158



Temps fort

Les actions en pied d'immeuble, ce sont ces moments qui permettent d'aller à la rencontre des habitant-es, de se présenter et de recueillir leurs paroles, leurs souhaits, leurs attentes, leurs demandes etc.



Lieux de rencontre

À la Cerisaie ➔

Le Square des clématites avec un city stade, les quartiers d'été et les projections de cinéma en plein air.

Au DLM ➔

La place mosaïque qui se trouve en pied d'immeubles (investie pour des animations en extérieur).

À la croisée des deux quartiers ➔

Le Parc de l'Infini qui abrite des jar-

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- ➔ Population du quartier: 2016 habitant-es sur la Cerisaie et 5734 habitant-es sur le DLM
- ➔ Revenu fiscal médian mensuel: n.c.
 - ➔ Taux de pauvreté: 37%
 - ➔ Part des moins de 25 ans: 40%
 - ➔ Part des 60 ans et plus: 16%
- ➔ Part des familles monoparentales: 29,6%
- ➔ Part de la population étrangère: 29,1%

Source: Chiffres ABS pour l'année 2025



Quartier Bonhomme, Centre social MOKA

📍 Le quartier Bonhomme est situé dans la ville de Cayenne en Guyane.



Présentation du quartier

Le quartier Bonhomme, structuré au 20^e siècle, compte 2211 habitant-es, dont une forte proportion de jeunes: 26% ont moins de 15 ans et 15% entre 15 et 24 ans. Le taux d'emploi des 15-64 ans y est de 36%, avec un écart entre les femmes et les hommes. Le quartier fait l'objet d'études urbanistiques liées au logement et à l'aménagement urbain. Il dispose d'équipements éducatifs et sportifs (école Léopold Héder, terrain de football, plateau sportif). Le taux de scolarisation des 15-24 ans atteint 62,4%, mais 67% des non-scolarisés de 15 ans ou plus n'ont aucun diplôme.

Lieux de rencontre

Le stade de foot pour les jeunes et le centre social Moka pour les adultes.



Ce que les habitant-es aiment

Les fêtes de quartier.



Temps fort

Le dernier temps fort fut la rencontre avec les habitant-es et les élu-es durant la Galette Kozé.

159

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier:
2211 habitant-es (en 2018)
- » Niveau de vie médian mensuel: n.c.
- » Taux de pauvreté:
Plus de 50% des habitant-es (en 2019)
- » Part des moins de 25 ans: 42% (en 2019)
- » Part des 60 ans et plus: 19% (en 2019)
- » Part des familles monoparentales:
60,7% parmi les familles,
35,9% parmi les ménages (en 2019)
- » Part de la population étrangère:
48,8% (en 2019)

Source: Octobre 2023 (« Chiffres clés des QPV du contrat de ville » de la CACL)



Quartier Mango, Espace de vie sociale Jacarandas

📍 Le quartier Mango est situé dans la ville de Cayenne dans le département de la Guyane.



Présentation du quartier

La Cité Jacarandas est une partie du quartier prioritaire Mango, située entre deux voies routières très fréquentées rejoignant le centre ville de Cayenne. L'habitat est composé de logements sociaux et d'habitations spontanées, dans lesquelles vivent des habitant-es en situation de grande précarité. La construction d'un centre commercial à proximité immédiate de la cité a contribué à la désenclaver: là où seul un «chemin chien» (= chemin informel non bitumé et non entretenu) la reliait à l'axe de Baduel, il y a à présent des voies bitumées, un trottoir pour les piétons et de l'éclairage public. La grande majorité des habitant-es, est d'origine étrangère (haïtienne, dominicaine, guyanienne, brésilienne, etc.). Le quartier est donc caractérisé par un *melting pot* culturel, à travers la cohabitation de diverses langues et cultures.

des bâtiments et sur le terrain de sport ou à l'EVS pour les jeunes. Les habitant-es du quartier se rassemblent spontanément à l'entrée de la cité devant les maisons, sous les manguiers, pour jouer aux dominos et créer du lien social en partageant des choses à grignoter.

Ce que les habitant-es aiment

Les moments festifs ou de partage autour d'un repas, pouvoir passer à l'improviste à l'EVS pour dire «bonjour», se poser, discuter avec la médiatrice et l'animatrice. Les jeunes aiment beaucoup danser et les sorties Nature hors du quartier.



Si le quartier était une chanson

Latinoamérica de Calle 13



160



Temps fort

En lien avec l'EVS de Jacarandas: les repas avec les produits du jardin, les grillades, les ateliers d'accès au droit (en partenariat avec la Cimade ou le Comede).

En partenariat avec la Ville de Cayenne: le Podium Vacances de l'été 2024. Des filles du quartier ont pu se produire ensuite dans d'autres événements; ce qui les a rendues fières.



Lieux de rencontre

Il n'y a pas beaucoup de lieux propices aux rencontres. Les regroupements se font souvent au pied

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du quartier: 3195 habitant-es en 2018 (soit 5,3% de la population communale)
- » Revenu fiscal médian mensuel: n.c.
- » Taux de pauvreté: n.c.
- » Part des moins de 25 ans: 45%
- » Part des 60 ans et plus: n.c.
- » Part des familles monoparentales: 52%
- » Part de la population étrangère: 56%

Source: Année 2020 sur le site sig.ville.gouv.fr



Quartier Rive Droite, Centre social MJC de Saint-Benoît

📍 Le quartier Rive Droite se situe à proximité immédiate
du centre-ville de Saint-Benoît, sur la côte Est de l'Île de la Réunion.



Présentation du quartier

Rive Droite est un quartier prioritaire de la ville de Saint-Benoît, marqué par une forte jeunesse et des difficultés d'accès à l'emploi, à la formation et à la mobilité. Il s'y développe une vie de quartier active, portée par les solidarités familiales, les associations locales et des initiatives citoyennes. Malgré des équipements parfois vieillissants, les habitant-es investissent l'espace public par des pratiques sportives ou les jardins collectifs. Ce territoire reste dynamique et porteur d'une forte identité locale.

Temps fort



La Journée du Bonheur ➔

Un moment convivial pour célébrer le vivre-ensemble et semer un peu de joie dans le quotidien. Enfants, familles et seniors s'y retrouvent autour d'activités intergénérationnelles (yoga du rire, jardin du bonheur, coin philo, fresques participatives, ou encore ateliers cuisine *feel good*).

Tournée des Aidants ➔

Cette journée propose des rencontres de proximité pour soutenir et valoriser les personnes accompagnant un-e proche en perte d'autonomie, malade ou en situation de handicap. Des temps d'information, d'échange et de détente sont proposés pour rompre l'isolement des aidant-es, leur donner des clés et leur offrir une pause bienvenue.

Lieux de rencontre

Le terrain noir à coté de la MJC centre social Bambous Griroflès, les pieds d'immeuble et l'esplanade du Front de mer.



Ce que les habitant-es aiment

Les temps festifs (karaoké, bal, ciné plein air), les temps sportifs (randonnées, streetworkout) et les temps solidarités (distribution solidaire, ateliers cuisine solidaires, vide grenier etc.)



Si le quartier était une chanson

Isi la rényon de Mélanz Nasyon



161

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- ➔ Population du quartier: 10 699 habitant-es (soit 28,7% de la population communale)
- ➔ Revenu fiscal médian mensuel: 1129€
 - ➔ Taux de pauvreté: 63%
 - ➔ Part des moins de 25 ans: 45,2%
 - ➔ Part des 60 ans et plus: 13%
- ➔ Part des familles monoparentales: 30%
- ➔ Part de la population étrangère: n.c.

Source : Année 2018 sur le site sig.ville.gouv.fr



162



← Centre Social Espace au fil de l'eau - Tergnier (02)

↑ Centre Social de Saint-Dizier (52)

↓ Maison de quartier de la Liberté – La Roche-sur-Yon (85)



163



← EVS Jacarandas – Cayenne (973)



Avec le soutien de



**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**



Depuis 2011, la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France (FCSF) et le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville (RNCRPV) ont engagé une démarche de recueil de la parole d'habitant-es des quartiers populaires sur leurs conditions de vie dans les quartiers.

Ce septième rapport rend compte de la démarche conduite en 2024 et 2025 auprès d'habitant-es de 25 quartiers populaires de France métropolitaine et d'Outre-mer qui, bien que relevant de contextes parfois très différents, mettent en lumière des problématiques partagées.

La thématique de cette 7^e édition est la sécurité. Le sujet de la sécurité dans les quartiers populaires est extrêmement présent dans les médias et dans certains discours politiques. Ceux-ci ont tendance à projeter l'image de territoires devenus des zones de non-droit, marqués d'abord et avant tout par la délinquance juvénile. En face, les chiffres produits par les services du ministère de l'Intérieur sur des délits et infractions sont éloignés de ces représentations catastrophistes. Le pari de cette 7^e édition est de tenter de mieux cerner ce sujet de la sécurité en posant directement la question aux premier-es concerné-es : les habitant-es de quartiers populaires. Qu'est-ce que cela veut dire, se sentir en sécurité ou en insécurité, lorsque l'on est habitant-e de quartier populaire ?



Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France www.centres-sociaux.fr
Question de Ville www.reseau-crpv.fr



À travers leurs paroles et leurs vécus, les habitant-es qui s'expriment à travers ces pages donnent à voir un autre point de vue. Celui de quartiers où il peut faire bon vivre et où l'on peut se sentir bien. Celui d'une insécurité qui n'est pas construite uniquement par la présence d'une délinquance juvénile, mais plus profondément par la dégradation du cadre de vie et par un sentiment d'abandon de la part des institutions. Une insécurité qui n'est pas que physique mais aussi sociale. Ils et elles amènent également à réfléchir sur les liens entre (in)sécurité et vie de quartier. Ils et elles montrent que l'accroissement du sentiment d'insécurité dans nos sociétés contemporaines s'articule à l'isolement et au repli sur soi. En face, une action pour plus de sécurité ne saurait donc être que répressive. Au contraire, elle doit inclure des formes de prévention, ainsi que d'animation de la vie de quartier.

En élargissant la définition de ce que se sentir « en sécurité » veut dire, les habitant-es qui s'expriment dans ce rapport demandent finalement à être traité-es comme les autres, par des institutions qui se donneraient réellement pour mission d'assurer l'égalité de dignité et l'égalité de sérénité de tou-ttes les habitant-es, quel que soit leur lieu de vie.